SELLA SELLA

POUR LA SOLIDARITÉ, CONTRE L'EXCLUSION



- ► UNION EUROPÉENNE Non à la politique "austéritaire"!
- ► CHÔMAGE ET CPAS Le gouvernement déclare la guerre aux pauvres
- ► ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Émancipation sociale ou lois du marché?

Belgique - België P.P. 1020 Bruxelles 2 P 003487





Choisir un meilleur fournisseur d'énergie, oui mais...

Quel est le fournisseur le plus intéressant pour votre consommation d'énergie? Comment changer de fournisseur? Quels sont vos droits?







informations et conseils gratuits:

02/209.21.90

www.inforgazelec.be









Divide et impera

Carlos Crespo Rédacteur en chef d'Ensemble!

"Diviser pour mieux régner", la maxime de Nicolas Machiavel inspire encore aujourd'hui les classes dominantes. Le récent débat sur l'intégration en est une belle illustration. Contaminé par les effluves réactionnaires charriés par le cadavre électoral du sarkozysme lepenisé, le MR a opté sans ambiguïté pour un discours offensif contre cette immigration qui ne s'intègre pas. À l'unisson, Destexhe, Reynders, Michel et Bacquelaine ont fustigé "l'échec de l'intégration et du multiculturalisme". Le vice-premier libéral a poussé l'infamie jusqu'à situer une commune bruxelloise où habitent de nombreux Belges d'origine maghrébine en territoire étranger. Les médias ont abondamment relayé les propos des responsables de la droite libérale.

Comme en écho à ce déferlement islamophobe, un groupuscule d'activistes ultraréactionnaires d'Anvers (Sharia4Belgium) est venu jouer la carte de la provocation devant un commissariat de police bruxellois où un incident a eu lieu après le contrôle par la police d'une jeune femme en niqab (une des compagnes du porte-parole dudit groupe). Les échauffourées furent bien évidemment surmédiatisées comme lorsqu'il s'agit de traiter des informations concernant la religion islamique et divers symboles et clichés qui y sont associés. Un nouveau débat est alors lancé: comment interdire les sites et les groupes jugés dangereux sans

pour autant que celui sur l'immigration et l'intégration perde de sa vivacité. On peut se demander si une confusion entre radicalité et immigration n'est pas entretenue dans la foulée. Les médias relevant à peine que la porteuse du niqab n'est pas issue de l'immigration, mais une convertie, et qu'en matière de connaissance des langues nationales, le porte-parole de Sharia4Belgium est parfait bilingue F/N. Le débat tel qu'il est posé interpelle à double titre une association comme le Collectif solidarité contre l'exclusion.

Tout d'abord, vu certaines dérives récentes dans l'élaboration et l'application d'une législation antiterroriste, il n'est pas très rassurant de voir le gouvernement envisager l'adoption de nouvelles mesures restrictives en matière de libertés individuelles et collectives. Il est impératif d'éviter les évolutions législatives motivées par les fluctuations émotionnelles de l'opinion publique. Notre État de droit doit trouver des réponses appropriées et proportionnées en matière de sécurité publique en dehors d'emballements médiatiques ponctuels ou d'hystérie collective passagère.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les attaques médiatico-politiques dont sont victimes les Belges issus de l'immigration répondent aussi à un objectif électoraliste évident. En ciblant les minorités arabomusulmanes, le MR espère attirer vers lui outre son électorat droitier naturel, certaines composantes de classes populaires que la souffrance sociale rend perméables à un discours de stigmatisation de l'autre. Vu la faillite retentissante de leur système économique, les libéraux sont bien sûr plus à l'aise pour demander moins d'immigration que plus de libéralisme. Cette tentative de monter les travailleurs les uns contre les autres doit être combattue. Il faut que les progressistes rappellent haut et fort que la ligne de fracture prééminente dans notre société n'est ni ethnique, ni culturelle, ni religieuse mais bien sociale.

Enfin, ce qui favorise le repli sur soi, c'est moins la croyance religieuse et/ou philosophique que les conditions d'existence. Le combat ne doit pas uniquement être mené contre ceux qui prêchent l'intolérance mais aussi contre ceux qui, par conviction ou par opportunisme, participent à la précarisation de larges couches des classes populaires et mettent à mal la cohésion sociale. Dans les deux cas, les conséquences peuvent s'avérer désastreuses pour le vivre ensemble et l'émancipation sociale. C'est d'abord par l'emploi, les droits sociaux, comme par le respect mutuel, que passe l'intégration. Le Collectif, comme il l'a fait depuis sa création, continuera à être en première ligne du combat contre l'exclusion sous toutes ses formes.

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE

SOUTENEZ-NOUS!

ABONNEZ-VOUS À ENSEMBLE!



- ► 15 euros / an: travailleurs
- ▶ 8 euros / an: sans-emploi et étudiants
- ▶ 30 euros / an: organisations
- ► Abonnements groupés: contactez notre secrétariat

ADHÉREZ AU COLLECTIF

Vous recevrez le journal et les invitations à nos assemblées générales.

- ➤ 30 euros / an: travailleurs
- ► 15 euros / an: sans-emploi et étudiants
- ► 60 euros / an: organisations
- ► 30 euros / an: petites organisations ou organisations de sans-emploi

Numéro de compte au nom du Collectif Solidarité Contre l'Exclusion : 068-8922948-42

Ajouter en communication: ABO ou COTIS, suivant votre choix.

Merci à tou(te)s pour votre soutien!

Le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion, c'est...

Créé en 1996, le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion: emploi et revenus pour tous (asbl) associe des personnes, des associations et des acteurs syndicaux (dont la CSC-Bruxelles, la FGTB Bruxelles et la CNE) unissant leurs forces pour lutter contre l'exclusion.

Notre préoccupation centrale: renforcer un réseau entre associations, syndicats et citoyens pour analyser, dénoncer et combattre ensemble les mécanismes économiques, sociaux, politiques qui produisent l'exclusion sociale.

Le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion publie depuis sa création un journal trimestriel et s'est particulièrement impliqué ces dernières années dans la défense du droit à l'aide sociale et au chômage.



PLUSIEURS CAMPAGNES SONT EN COURS:

- ► Activation des chômeurs: www.stopchasseauxchomeurs.be
- ▶ Pour des CPAS conformes à la dignité humaine: www.asbl-csce.be

SI VOUS SOUHAITEZ CONTRIBUER À LA RÉUSSITE DE NOS ACTIONS VOUS POUVEZ:

- ► Faire connaître l'association et son journal à votre entourage.
- ➤ Vous impliquer dans la vie de l'asbl en collaborant au journal, aux actions
- ▶ Devenir membre et soutenir ainsi pleinement le Collectif (et par là même recevoir le journal).
- ► Vous abonner au journal du Collectif.

www.asbl-csce.be

SOMMAIRE

ÉDITO

Divide et impera (Carlos Crespo)

ACTU

(**6**) Brèves (Daniel Flinker)

<u>ÉNERGIE</u>

- (8) Robin et Marianne des Bois: guérilla contre les coupures d'énergie (Éva Detierre)
- (10) Le déploiement massif des compteurs intelligents est un acte socialement irresponsable (Paul Vanlerberghe)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- (12) La démocratisation de l'enseignement supérieur comme moyen de lutter contre l'exclusion (Carlos Crespo)
- (14) Crise : la précarité étudiante grandit (Michaël Verbauwhede)
- (16) Un avenir funeste pour la médecine et les soins de santé (Jérôme Lechien)
- (18) D'esprit critique, il n'est plus question... (Daniel Flinker)
- (22) De l'écurie des élites à l'usine de production des cadres : l'action sociale de l'université (Renaud Maes)

CPAS

- Démocratie : pas pour les pauvres ? (Arnaud Lismond)
- (28) Les travailleurs pauvres, une "activation" méconnue dans les CPAS (Philippe Defevt)
- (30) Chasse aux pauvres: l'offensive du gouvernement tripartite (Bernadette Schaeck)

CHÔMAGE

- (34) Monica De Coninck, nouvelle sinistre de l'emploi... non convenable (Denis Desbonnet)
- (36) Comité d'accueil et cadeau de "bienvenue" pour la ministre de l'Emploi (Denis Desbonnet)
- (38) L'accompagnement, c'est du pipeau! (Aïda Allouache)
- (41) Pour Agnès. In memoriam (Aïda Allouache)

EUROPE

- (42) Sauver les peuples européens de la folie de leurs gouvernements (Étienne Lebeau)
- (44) Mécanisme européen de stabilité : une Europe sourde aux revendications des peuples (Sarah Berwez)
- (47) L'Union européenne, "austéritaire" jusqu'au bout des ongles... (Didier Brissa)

HORS SÉRIE/ SYRIE

- Pour une analyse critique des enjeux de la question syrienne (Carlos Crespo)
- (52) Libye, Syrie. Faire la guerre pour faire la paix?
 (Samuel Legros)
- (54) Au cœur du « clan » alaouite... (Daniel Flinker)
- Que se passe-t-il réellement en Syrie? (Daniel Flinker)
- La situation en Syrie doit questionner l'Occident!
 (Daniel Flinker)

ENSEMBLE

POUR LA SOLIDARITÉ, CONTRE L'EXCLUSION

UNE PUBLICATION DU

Collectif Solidarité Contre l'Exclusion, Place Loix 7 (bte 27), 1060 Bruxelles. 02/535.93.50.

RÉDACTEUR EN CHEF

Carlos Crespo (crespoxc@hotmail.com)

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Daniel Flinker (daniel.flinker@asbl-csce.be)

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

Aïda Allouache, Sarah Berwez, Didier Brissa, Carlos Crespo, Philippe Defeyt, Denis Desbonnet, Éva Detierre, Daniel Flinker, Étienne Lebeau, Jérôme Lechien, Samuel Legros, Arnaud Lismond, Renaud Maes, Bernadette Schaeck, Jean-Louis Siroux, Michaël Verbauwhede, Paul Vanlerberghe

DESSINS

Titom (www.bxl.attac.be/titom)
Stiki (http://ledessindulundi.site.
voila.fr/)
Manu Scordia (www.manuscordia.
blogspot.com)
Les illustrations de Titom ainsi
que ce journal sont mis à disposition suivant la licence Creative
commons.

MISE EN PAGE

Graph'X - Étienne Mommaerts

REMERCIEMENTS

Stéphane Pastor et Christian Nauwelaers pour leur relecture attentive.

ÉDITEUR RESPONSABLE

Arnaud Lismond Place Loix 7 (bte 27), 1060 Bruxelles

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition de mentionner la source.

AVEC LE SOUTIEN DE

La fédération Wallonie-Bruxelles



Le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion asbl a été reconnu en tant qu'association d'éducation permanente inscrivant son action dans l'axe 3,2; soit la production d'analyses et d'études, diffusées par imprimés et Internet.



Tout va bien... ou pas

À en croire l'ONEm, tout irait pour le mieux dans notre pays: le taux de chômage y serait au plus bas depuis vingt ans et les chiffres de 2011 meilleurs que ceux d'avant la crise!

Rabat-joie? Philippe Defeyt (Écolo) constate, lui, que d'autres sources donnent une tout autre image de l'évolution du chômage et indiquent

notamment une "hausse importante et croissante des catégories de demandeurs d'emploi non indemnisés et donc non connus de l'ONEm". Et Raoul Hedebouw (PTB) d'ajouter qu'"en vingt ans, ce n'est pas la situation qui s'est améliorée, mais plutôt le maquillage des chiffres du chômage".

(dhnet.be, 23-3 et 22-5-12; ptb.be 24-3-12)

(Toujours plus) pauvre Belgique

Le risque qu'un Belge tombe dans la pauvreté s'élève à 20,8 %. Ce chiffre atteint même 35 % chez les parents seuls, rapporte *De Morgen* sur base d'un récent rapport de la Commission européenne sur le marché du travail et la situation sociale en Europe.

Et selon le DAK, le Dakloze Aktie Komitee, le nombre de sans domicile fixe a augmenté de manière préoccupante dans notre pays, une situation dramatique vécue par plus de cinquante mille personnes!

D'un point de vue global, près de 23 % de la population européenne, soit cent quatorze millions de personnes, risquent de devenir pauvres...

(belga, 27-12-11 et 2-1-12)



Le 19 juin dernier, à l'appel du front commun syndical FGTB-CSC-CGSLB bruxellois, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées devant l'ONEm, pour marcher contre l'exclusion massive, battre le rappel et lancer la résistance.

Dès novembre 2012, la dégressivité accrue des allocations de chômage obligera les demandeurs d'emploi à survivre avec des allocations nettement inférieures au seuil de pauvreté. Et à partir de janvier 2015, avec la limitation dans le temps des allocations d'insertion, de nombreux jeunes chômeurs verront leurs allocations purement et simplement supprimées.

Ce sont plus de cinquante mille personnes et leurs familles qui vont basculer dans la pauvreté et l'exclusion à Bruxelles!

Le chômage, c'est la santé

On a longtemps considéré qu'un emploi rémunéré avait des répercussions positives sur la santé mentale de l'être humain. En effet, le salaire et l'attribution d'un rôle défini permettent au travailleur d'entrevoir des perspectives à long terme. Cet aspect contribue, en théorie, à lui insuffler "un bonheur" au moins supérieur à celui d'une personne sans emploi.

Or, l'affirmation ne serait correcte que si l'on prend en compte une position hiérarchique satisfaisante et une fonction de qualité. Dans le cas d'un emploi ingrat, précaire, trop exigeant ou dévalorisant, cette démonstration n'aurait plus lieu d'être.

Les chercheurs de l'Australian National University (ANU) ont ainsi découvert qu'un emploi médiocre influait plus négativement sur la santé mentale du travailleur que l'inactivité sur celle du demandeur d'emploi.

(7sur7.be, 25-3-11)



Quand je serai grand, je serai stagiaire

"Au secours, derrière l'austérité, la "relance" néolibérale arrive!", s'alarmait, en mai dernier, le professeur d'économie à l'Université Paris-XIII Vincennes, Angel Asensio, en parlant du "pacte pour la croissance" qu'entend sceller François Hollande avec Angela Merkel, la garante de l'austérité en Europe...

À l'échelle de notre pays, c'est Monica De Coninck qui entend suivre cette voie... "Après le bâton, la carotte", commentent certains journalistes.

Le bâton: la ministre de l'Emploi (sp.a), en limitant dans le temps les allocations d'insertion, vient de déclarer, au nom du gouvernement Di Rupo, l'appauvrissement des jeunes chômeurs, cause d'intérêt public.

La carotte? De Coninck propose désormais une série de mesures de "soutien à l'emploi", comme la création de dix mille places de stage rémunéré.

La formule est connue: d'abord,

selon les vœux de la ministre, l'allocation d'insertion serait activée. Ainsi, plus des trois quarts du salaire perçu au cours du stage seraient financés par la collectivité (665 euros versés par l'État, seulement 200 par l'employeur). Ensuite, ce contrat dérogerait à la norme de travail puisqu'il serait conclu pour une durée déterminée (avec un maximum de six mois). Enfin, des réductions de charges seraient abondamment octroyées aux employeurs, une manière de réduire encore le financement de la sécurité sociale... et de justifier une réduction des allocations dont doivent bénéficier les chômeurs.

Alors, le financement public de stages rémunérés en entreprise, une carotte pour les travailleurs avec et sans emploi? Multiplier les "jobs kleenex" pour les jeunes constituerait surtout une aubaine pour les employeurs, désireux d'engager du personnel "au rabais" ou de remplacer des travailleurs "normaux" par des employés atypiques!

(humanité.fr, 21-5-12; lalibre.be, 19-6-12)

(Angles d'Attac, mai 2012)

Stress test

La majorité des Belges (54 %) souffrent de stress au travail et sont les travailleurs les plus stressés d'Europe, selon une enquête menée par le site de recrutement en ligne Stepstone auprès de six mille Européens.

(dhnet.be, 9-9-11)

Sentiment d'insécurité?

En Belgique francophone, six jeunes sur dix ont peur d'être au chômage. Une femme sur dix a tenté de mettre fin à ses jours. 45 % des gens craignent de tomber dans la précarité. La dépression frappe près d'une personne sur deux...

Des statistiques qui n'émeuvent pas

le patronat outre mesure. Franz De Keyser (Beci) confirme froidement: à Bruxelles, "cela fait près de quinze ans que le taux de chômage des jeunes stagne autour des 35 %, l'un des plus hauts de toute la planète (...) des dizaines de milliers de jeunes ne trouveront jamais d'emploi."

(dhnet.be, 29-5-12; lesoir.be, 12-6-12)

Made in USA

Les conflits dans lesquels les États-Unis se sont engagés depuis le 11 septembre 2001 ont provoqué la mort d'au moins deux cent vingt-cinq mille personnes, selon une étude américaine dirigée par les professeurs Crawford et Lutz et publiée par l'Université Brown.

Quand les USA décident d'exporter

la démocratie, les civils paient un lourd tribut: cent septante-deux mille morts, dont cent vingt-cinq mille lrakiens, trente-cinq mille Pakistanais et douze mille Afghans. En outre, ces guerres "contre le terrorisme" ont engendré un flot massif de réfugiés, de près de huit millions de personnes.

(afp 1-7-11)

La crise, créatrice de richesses...

D'après un sondage Eurobaromètre, réalisé à la mi-2011 auprès de trente mille personnes dans les vingt-sept pays de l'UE, 62 % des habitants de l'Union européenne estiment que le marché unique ne profite qu'aux grandes entreprises. Une impression malheureusement vérifiée dans plusieurs rapports officiels...

Il ressort, par exemple, de chiffres de la Banque nationale rapportés par *Het Nieuwsblad*, que les actionnaires sont les grands gagnants de la crise dans notre pays.

Ainsi, entre 2000 et 2009, les bénéfices des entreprises sont passés de quarante-sept milliards à quatre-vingt-deux milliards, soit une hausse de 75 %. Les investissements ont, eux, augmenté de dix milliards (+32 %). Mais le fisc n'en a pas réellement tiré d'avantages car les recettes des impôts sur

les sociétés ont augmenté sur la même période d'à peine quelques centaines de millions d'euros. Les employés n'en ont pas non plus tiré bénéfice.

En fait, ce sont surtout les actionnaires qui ont profité de ces résultats positifs. Leurs dividendes sont passés ces dernières années de neuf à vingt-six milliards d'euros, soit une multiplication par trois; la hausse étant la plus forte... en 2008 et 2009.

Autre exemple, au sud de l'Europe: alors que la crise sévit en Espagne (où le chômage frappe près d'un travailleur sur quatre), Amancio Ortega, le fondateur du groupe inditex (Zara, Massimo Dutti), est devenu la première fortune d'Europe, chiffrée à quarante milliards de dollars...

(Angles d'Attac, juin 2012; Belga, 19-9-11; Le Soir. 16-6-12)

Au piquet!

Il y a deux ans, la FGTB, la CSC et la CGSLB avaient saisi le Comité européen des droits sociaux (CEDS) pour dénoncer l'intervention jugée excessive du pouvoir judiciaire dans les conflits sociaux. Les syndicats affirmaient que ces procédures avaient conduit, au fil des ans, à un détricotage du droit de grève. Les tribunaux belges ont, en effet, déjà rendu de nombreuses décisions ordonnant l'arrêt de piquets.

Le Comité a récemment conclu que les démarches en justice contre les piquets de grève en Belgique violent la charte sociale européenne. Le CEDS a, de la sorte, largement suivi l'argumentation des syndicats, que contestait le gouvernement. Le Comité juge "légitime que les travailleurs grévistes cherchent à entraîner l'ensemble des travailleurs dans

leur mouvement". La pratique nonviolente des piquets de grève ne peut pas être entravée par la voie iudiciaire.

La décision du Comité a été transmise au Conseil de l'Europe... qui n'a toutefois pas le pouvoir d'imposer des mesures à la Belgique.

En tout cas, ce jugement ne semble pas effrayer les employeurs... comme la société Meister, qui s'essaye désormais au terrorisme patronal. Pour rappel, fin février, une vingtaine de miliciens armés, les "gros bras" de la firme, attaquaient et blessaient des travailleurs bloquant le site de Sprimont. La mission accomplie, les voyous venus de France et d'Allemagne étaient repartis... sans que ne soit prise par la police l'identité des malfaiteurs.

(lesoir.be, 7-2 et 26-2-12)

Travail ou contrôle social?

Comme d'autres agents de Pôle emploi, Isabelle de Léon a refusé de suivre la formation "entretien d'inscription et diagnostic" qui forme les agents à "l'obligation de contrôler la validité des papiers d'identité, de conserver leurs copies et de signaler les documents suspects" des demandeurs d'emploi.

"C'est au nom de la liberté que je choisis de ne pas appliquer vos consignes, c'est au nom de l'égalité que je défends le service public, c'est au nom de la fraternité que je refuse de fermer l'avenir à des secteurs de la population que vous semblez avoir décidé

d'abandonner pour préserver ceux qui n'en ont pas besoin.

C'est au nom de la solidarité que je refuse de vérifier la validité des papiers d'identité car je suis au service du public, des demandeurs d'emploi et des chômeurs, et non pas là pour les contrôler, les suspecter et les dénoncer", a insisté la travailleuse sociale.

"Monsieur le directeur, je ne dénoncerai pas les chômeurs!", a affirmé Isabelle de Léon, avant l'entretien disciplinaire auquel elle s'est vu convoquer.

(Rue89, 29-4-11)

Fascisation...

Contre qui seront appliquées les futures mesures "anti-radicalité", que la ministre de l'Intérieur est en train de confectionner; un projet visant à interdire préventivement, avant la commission du moindre délit, toute association liée à la "violence"?

Un indice? Pendant que les fascistes du PP et de Nation défilent contre le "fascisme islamiste", la police de Bruxelles tabasse les antifascistes de la Jeunesse ouvrière chrétienne et des Jeunes FGTB...

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE



Robin et Marianne des Bois: guérilla contre les coupures d'énergie

JEF N'A PAS PU COUPER LE COURANT

Jef a 23 ans. Il est technicien clientèle dans le Val-de-Marne (région parisienne). Son boulot, c'est de faire payer les factures des clients d'ERDF/GRDF (A) et d'effectuer des coupures lorsqu'il y a des impayés. Un matin, il n'a pas eu le cœur de fermer les compteurs quand il a vu la personne qui lui ouvrait la porte d'un logement plein de cafards avec ses deux enfants dans les bras et les trois autres assis par terre. Pour ce geste, il est passé en conseil de discipline mais la solidarité (33 792 signatures sur une pétition) et la sympathie qui a éclos autour de son action de justice sociale a fait reculer son employeur qui a renoncé à le licencier.

Jef n'est pas le seul Robin des Bois en France. De nombreux collègues ont agi avant lui et continuent de le faire. Souvent ils interviennent à visage caché pour rétablir l'énergie dans les foyers qu'EDF ou d'autres fournisseurs ont décidé de priver de lumière et de chauffage parce que leurs occupants n'ont plus les moyens de payer les factures. Et de fait, en France depuis 1995 de manière éparpillée et, depuis 2004, de manière plus structurée, un groupe de salariés d'EDF, souvent encartés CGT, rétablissent le courant dans les maisons où parfois ils sont venus quelques heures plus tôt le couper à la demande de leur employeur. Pour éviter les ennuis aux occupants, ils laissent une attestation ou un petit autocollant Robin des Bois qui disculpe les habitants en cas de problème avec EDF. Les Robins et les Mariannes français

JEF EST UN ROBIN DES BOIS. IL N'ACCEPTE PAS LA FATALITÉ DE LA MISÈRE ALORS IL AGIT AVEC LES OUTILS DONT IL DISPOSE: UNE PINCE, UN TOURNEVIS, QUELQUES FILS... ET LA LUMIÈRE REJAILLIT AVEC LES SOURIRES SUR LE VISAGE DES PAUVRES GENS.

Éva Detierre CSCE

renouent ainsi avec la tradition du sympathique Robin Hood (voleur encagoulé en anglais) qui volait les riches connétables anglais pour redistribuer des moyens de subsistance aux pauvres paysans. des Bois n'interviennent que lorsque les filets sociaux n'ont pas pu empêcher la coupure et souhaitent que les personnes dont l'énergie a été rétablie par leurs soins adhèrent à leur association

LES ROBINS DES BOIS ESTI-MENT QUE L'ÉNERGIE EST UN DROIT ESSENTIEL ET AGISSENT POUR QUE CE DROIT SOIT CONCRÈ-TEMENT RESPECTÉ POUR TOUS."

RÉSISTANCE CIVIQUE AUX COUPURES

Les Robins des Bois se définissent comme des militants issus d'associations, de syndicats et des citoyens "qui ont fait choix d'entrer dans la résistance civique". Ils estiment que l'énergie est un droit essentiel et agissent pour que ce droit soit concrètement respecté pour tous. La personne en difficulté de paiement et menacée de coupure est invitée à adresser un courriel à robinsdesbois25@gmail. com en décrivant sa situation avec précision et après avoir tenté de régler ses problèmes directement avec leurs fournisseurs ou via les organismes sociaux. Les Robins

jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'objectif de celle-ci à savoir "plus d'arrêts de fourniture pour raison de précarité sociale" **(B).** Un de leurs objectifs prioritaires est l'instauration d'une trêve hivernale en ce qui concerne les coupures (a). Ils se sont également adressés aux parlementaires français pour demander de voter une loi instaurant une "couverture énergie universelle" car ils ont observé que le rétablissement de l'énergie par leurs soins augmentait la dette des clients vis-à-vis d'ERDF et de GRDF, les distributeurs qui gèrent 95 % du réseau français. Ils veulent que cette dette soit prise en charge par les pouvoirs publics.

DE LA GRÈCE AU TOWNSHIP DE SOWETO

Dans d'autres pays, les Robins des Bois interviennent face à des situations dramatiques bien plus nombreuses qu'en France. Dans le township de Soweto en Afrique du Sud, la guérilla est menée par le Comité de crise de l'électricité de Soweto (SECC) depuis l'an 2000 pour reconnecter les gens victimes de coupures et pour obtenir la gratuité de l'électricité pour tous. En Grèce, le gouvernement inclut dans les factures d'énergie un impôt d'urgence qui provoque des coupures multiples chez les locataires. Ainsi plus d'un million de Grecs ne payent plus leurs factures d'électricité. À Veria, par exemple, dans le Nord de la Grèce, c'est un groupe de personnes qui, avec la complicité d'agents de la compagnie nationale d'électricité, rétablissent le courant en laissant aussi un petit autocollant qui atteste de leur passage. Elles veulent, par ce geste, inviter la population à leur emboîter le pas et pas seulement pour l'électricité **①**. Car le but, en Grèce, à Soweto ou en France, c'est que les actions clandestines de résistance débouchent sur de larges mouvements de refus de la pauvreté par les pauvres eux-mêmes.

CONTRE LES COUPURES DE COURANT DÉCOCHONS LES FLÈCHES DE LA SOLIDARITÉ

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Et en Belgique? Une étude récente de Sandrine Meyer et Frédéric Huybrechs s'est penchée sur la précarité énergétique **3**, ce qui tombe bien puisque l'année 2012 a été proclamée "année de l'énergie durable pour tous" par l'ONU. L'étude souligne que dans notre pays, il n'existe pas de loi particulière pour lutter contre cette forme de précarité mais que cette notion renvoie à celle de "client protégé", ce client qui bénéficie à la fois d'un tarif social spécifique, d'une intervention financière en

année ①. Mais si à Bruxelles, les coupures après décision de justice sont peu nombreuses, les limiteurs de puissance placés sur les compteurs d'électricité concernaient 18 000 ménages en décembre 2011 contre un peu plus de 13 000 en décembre 2009. Ces limiteurs sont placés à la demande des fournisseurs à la première facture impayée sans qu'un juge ou une quelconque autorité n'intervienne. En Flandre et en Wallonie, les autorités ont privilégié l'option "compteurs à budget" et l'on dénombrait plus de 40 000

LE BUT, EN GRÈCE, À SOWETO OU EN FRANCE, C'EST QUE LES ACTIONS CLANDESTINES DE RÉSISTANCE DÉBOUCHENT SUR DE LARGES MOUVEMENTS DE REFUS DE LA PAUVRETÉ PAR LES PAUVRES EUX-MÊMES."

cas de défaut de paiement et d'une protection accrue contre les coupures d'énergie au plan fédéral et régional.

À Bruxelles, le nombre de clients protégés atteignait le chiffre de 3 571 en décembre 2011 contre 2 939 en 2010 et 1 665 en 2009 . Les coupures effectuées après décision du juge de paix ont, elles, diminué pendant la même période, passant de 699 pour l'électricité en 2009, à 409 en 2010, et à 201 en 2011 (171 pour le gaz) . Elles atteignaient 1 875 points de fourniture pour l'électricité en Flandre en 2010 et 6 300 en Wallonie pour la même

compteurs de ce type pour l'électricité en Flandre contre 14 000 en Wallonie et 17 000 pour le gaz en Flandre contre 9 000 en Wallonie à la fin 2010 **①**.

En Belgique, globalement, les mécanismes de protection sociale sont plus efficaces qu'ailleurs mais cette relative efficacité ne doit pas faire oublier par exemple que le système des compteurs à budget occulte des autocoupures pour manque d'argent. Même à Bruxelles où la trêve hivernale est bien respectée et où les coupures n'interviennent qu'après un jugement, il reste des situations où des fermetures de compteurs sont pra-

tiquées légalement soit par Sibelga à la demande des fournisseurs dans les cas de non reconduction des contrats soit après jugement. Ces coupures légales posent de grands problèmes à de pauvres gens qui se sont laissés dépasser par leur endettement. On a pu voir ainsi une vieille dame de 90 ans dont l'électricité a été coupée en avril (après la période hivernale) parce qu'un juge l'a condamnée par défaut sans savoir à qui il coupait le compteur. Dans bien des cas, en effet, des familles, des personnes âgées passent à travers les mailles du filet social et devraient donc faire l'objet d'une solidarité plus active des voisins et de la société à l'image de celle prônée et réalisée par nos amis les Robins des Bois.

- ① Les équivalents de Sibelga, Ores ou Eandis en Belgique.
- 3 http://lesrobinsdesbois.wordpress.com/
- © En Belgique, la trêve hivernale existe déjà.
- O Courrier international, 25 avril 2012, publiant un article de Dina Karatziou, Eleftherotypia du 20 octobre 2011.
- ② La précarité énergétique en Belgique in Pauvreté en Belgique, Annuaire 2012, ACCO, pp. 185 et suivantes.
- Brugel, Statistiques de marché concernant le gaz et l'électricité en région de Bruxelles-Capitale, 4e trimestre 2011, p. 44.
- ⊕ Brugel, id., p. 26.
- 🗘 La précarité en Belgique, p. 192.
- $oldsymbol{0}$ La précarité en Belgique, pp. 199 et 202.

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE



Le déploiement massif des compteurs intelligents est un acte socialement irresponsable

Selon Aline Van den Broeck, la porte-parole de *Test-Achats*, les compteurs intelligents proposés ne rencontrent pas la promesse d'économies d'énergie. En plus, ils constituent un danger pour la vie privée et présentent d'énormes risques pour la sécurité des ménages et de la société. *Test-Achats* s'oppose donc à leur déploiement généralisé et veut que les gouvernements régionaux prennent en compte les résultats globalement négatifs des études portant sur le sujet.

Ainsi, les critiques de *Test-Achats* à propos des compteurs intelligents concernent non seulement les aspects économiques et les coûts, mais aussi les questions relatives à la protection de la vie privée et à la sécurité d'accès pour les ménages précarisés.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE?

"Selon la plupart des études, le potentiel d'économie de consommation grâce aux compteurs intelligents serait entre 1 et 10 % environ", affirme Aline Van den Broeck en guise d'introduction. "Mais, on ne nous précise pas qui peut éventuellement réaliser une telle économie et qui ne va pas du tout en réaliser. Or, ce qui est sûr, c'est que ces compteurs intelligents coûtent beaucoup et qu'ils consomment de l'énergie eux-mêmes."

"Le constat le plus important, c'est que le comportement des consommateurs ne change pas malgré les compteurs installés. Il existe une portion des consommateurs qui sont déjà très conscients et qui ont TEST-ACHATS, L'ASSOCIATION QUI S'EST DONNÉ POUR MISSION LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES CONSOMMATEURS, A PRIS POSITION À PROPOS DES "COMPTEURS INTELLIGENTS" D'ÉNERGIE. LE CSCE A INTERROGÉ SA PORTE-PAROLE, ALINE VAN DEN BROECK, QUI REVIENT SUR LES LIMITES QUE COMPORTE CETTE NOUVELLE TECHNOLOGIE.

Paul Vanlerberghe CSCE

pris des initiatives de conservation eux-mêmes. Pour ceux-là, le compteur intelligent ne devra plus changer le comportement. Il y a, par ailleurs, cette grande portion de la population qui n'est pas conscientisée du tout ou qui ne dispose pas d'une marge de manœuvre pour économiser de l'énergie parce que sa consommation est déjà assez précaire", ajoute la porte-parole de *Test-Achats*.

l'infrastructure et pour l'entretien de ces systèmes et on peut même se demander s'il y a finalement un bénéfice net", complète *Test-Achats*.

ÉCONOMIES?

"Notons également que la durée de vie présumée des compteurs intelligents est estimée à quinze ans. Nous en doutons sérieusement, car quel équipement électronique faites, dans lesquelles l'intérêt pour le consommateur pris individuellement doit être avéré", explique encore Aline Van den Broeck.

COUPURE À DISTANCE

"Il y a évidemment un grand danger social et humanitaire qui pèse sur les usagers précarisés. Le compteur numérique donne également la possibilité de réduire la quantité de courant ou de carrément fermer à distance; une innovation qui permet de limiter la livraison aux ménages ou même d'arrêter tout à fait la livraison de ce besoin vital élémentaire. Cela nécessite une protection additionnelle et des garanties pour le consommateur, sachant que cet arrêt de livraison peut aussi bien être la conséquence d'erreurs administratives de la part des sociétés d'énergie que de hacking", s'indigne Test-Achats.

LES COMPTEURS INTELLIGENTS COÛTENT CHER ET CONSOMMENT EUX-MÊMES DE L'ÉNERGIE."

Selon elle, "Dans les deux cas, qui sont assez fréquents, l'introduction des compteurs intelligents ne constitue pas la bonne réponse. Il existe bien des mesures de conservation d'énergie plus efficaces et moins coûteuses comme l'isolation du logement ou les appareils électroménagers qui gaspillent moins."

"En plus de l'aspect douteux de l'économie d'énergie, il faut ajouter que les compteurs intelligents utilisent de l'énergie eux-mêmes. Ajoutez à cela les coûts pour de nos jours tient durant quinze ans? Donc la question des frais de recyclage de tous ces composants électroniques se pose, question qui n'a pas été prise en compte", remarque aussi Madame Van den Broeck.

"D'ailleurs, même la Commission européenne, dans les directives qui préconisent l'introduction des compteurs intelligents, reste très prudente. Elle y met un bémol, en indiquant que des études coûtsbénéfices doivent d'abord être

AVIS DE BRUGEL

Pour Aline Van den Broeck, "Dans ce contexte, il est donc important que Brugel, le régulateur de l'énergie à Bruxelles, avise le gouvernement du fait qu'il ne doit pas décider une installation totale et contraignante des compteurs intelligents, mais qu'il faut continuer la recherche à propos des segments de la population pour lesquels cette installation pourrait être justifiée. Et surtout, il est nécessaire de conduire des projets pilotes, qui par la suite devront être évalués, avant de prendre de nouvelles décisions."

FACTURATION NON TRANSPARENTE

La porte-parole de *Test-Achats* redoute également l'introduction progressive d'une parcellisation complète des consommateurs face à des offres d'énergie très personnalisées et peu transparentes. Elle vise notamment la possibilité, qui devient plausible après l'installation des compteurs intelligents, des formules tarifaires qui envisagent des changements de prix multiples dans la journée, accompagnés éventuellement par des conditions de coupures automatiques contrac-

tuelles à la faveur d'un tarif plus généreux.

"Nous mettons en garde contre les effets secondaires des compteurs intelligents, comme l'introduction des tranches tarifaires multiples et dynamiques. En effet, les joueurs de marché laissent entendre que, grâce au déploiement généralisé des compteurs intelligents, ils pourraient introduire des plaques tarifaires où le prix du kWh change à chaque heure, avec des conditions de prix et de traitement différentes par consommateur. Par conséquent, si les factures d'énergie sont pour le moment déjà illisibles, le risque existe que dans un futur proche, avec les compteurs intelligents, la facturation devienne totalement incompréhensible et surtout que la comparaison entre différentes offres soit quasiment impossible", soutient Aline Van den

VIE PRIVÉE EN DANGER

"Une transmission fréquente des données de consommation de l'énergie permet de découvrir le mode de vie d'un ménage ou d'un individu. On peut savoir si la personne est absente ou non. On peut connaître le moment des pics de consommation dans la journée. Or, vers qui ces données peuvent-elles être orientées? Tout cela est extrêmement dangereux", reconnaît notre interlocutrice.

"Une étude de l'Université de Tilburg ② aux Pays-Bas, qui a été conduite sur demande du Consumentenbond, qui est notre organisation sœur aux Pays-Bas, estime que la transmission fréquente de données ne résiste pas aux exigences de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Mais si on respecte les conditions pour sauvegarder la

vie privée, et si on ne peut donc pas transmettre fréquemment les données de consommation, toute l'idée des compteurs intelligents qui communiquent devient quelque peu obsolète", note Aline Van den Broeck.

D'après elle, "À tout cela, s'ajoute la question de la sécurité des données. Si les données sont victimes de piratage, ça pourra faire naître un nouveau type de criminalité, qui va menacer la sécurité des consommateurs. Et même sans piratage criminel, si les données sont utilisées à des fins de marketing et donc de commercialisation, le principe selon lequel le consommateur doit avoir la maîtrise de ses données personnelles, est violé".

"Pour Test-Achats, le déploiement massif des compteurs intelligents à l'heure actuelle est un acte socialement irresponsable. En plus, il entre en contradiction avec le respect de la vie privée et des droits de l'homme. Enfin, les liens potentiels avec des formules de prix différenciés constituent une menace au niveau de la transparence de la facturation pour le consommateur", conclut la porteparole de l'association de défense des consommateurs.

☼ Het wetsvoorstel "slimme meters": een privacytoets op basis van art. 8 EVRM. Onderzoek in opdracht van de Consumentenbond. Universiteit van Tilburg. Centrum voor Recht, Technologie en Samenleving. Oktober 2008.

Glossaire

Compteur intelligent: compteur électronique permettant la lecture à distance de la consommation d'énergie (gaz et électricité) d'un client par le responsable du métrage (en Belgique, le gestionnaire du réseau de distribution, donc Sibelga, pour la Région Bruxelles-Capitale).

Le gestionnaire peut renvoyer au client des informations relatives à sa consommation (coût, quantité, etc.) sur un afficheur électronique, par courriel ou par courrier.

D'après ses partisans, le compteur intelligent contribuera à l'économie d'énergie, à la gestion du réseau intelligent et facilitera une meilleure gestion du modèle de marché.

Réseau intelligent: réseau qui vise à connaître et à gérer de façon détaillée les divers apports de courant, les consommations et les flux sur le réseau. Avec le développement des énergies renouvelables, pour une grande partie générées de façon décentralisée, la connaissance et la prévisibilité de l'offre deviennent cruciales pour garantir l'équilibre. En plus, les énergies renouvelables (biomasse, photovoltaïque, etc.) devront jouir d'un accès privilégié sur le réseau, les énergies classiques devant ralentir leur production car l'équilibre doit être maintenu en permanence. Un réseau intelligent peut se baser sur une gestion centrale plus sophistiquée, sur un réseau de points de mesurage par quartier (les anciennes cabines, ou sur

des compteurs intelligents pour certaines catégories de consommateurs).

Directive européenne: l'Union européenne considère le déploiement généralisé des compteurs intelligents comme une condition indispensable pour stimuler la gestion d'un réseau intelligent et pour permettre des économies de consommation grâce à une connaissance détaillée et en temps réel de la consommation. Une directive européenne impose le déploiement pour 80 % des consommateurs d'ici 2020 (en électricité), sous condition d'une analyse coûts-bénéfices positive pour le marché et les consommateurs pris ensemble et individuellement.

Régions: en Belgique, les régions disposent de la compétence de la distribution de l'énergie. Elles doivent donc décider de déployer ou non les compteurs intelligents, ou encore de la façon dont ces compteurs seront déployés. Par exemple, s'agira-t-il d'un déploiement généralisé ou partiel pour certains segments de (gros) consommateurs, d'un déploiement basé sur la libre décision du consommateur ou sera-t-il obligatoire, etc. ?

Critiques: les compteurs intelligents soulèvent de nombreuses critiques, relayées systématiquement dans la revue *Ensemble!*, comme la présente analyse de *Test-Achats*.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUF

La démocratisation de l'enseignement supérieur comme moyen de lutter contre l'exclusion

enjeu de choix pour les progressistes, notamment parce qu'il est un levier de transformation social. Les politiques publiques peuvent accroître ou diminuer son efficacité. Une attention particulière donnée à la question sociale dans la prise de décision concernant l'enseignement supérieur peut se traduire de différentes manières. Selon que l'on soit pragmatique ou ambitieux, on peut vouloir consolider l'enseignement supérieur comme vecteur d'ascension sociale pour quelques-uns ou en faire un moyen d'émancipation sociale pour tous. Il est pleinement justifié de voir une association comme le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion se réapproprier cette thématique, notamment pour déconstruire des mécanismes

L'enseignement supérieur reste un

Dans Les Héritiers et La Reproduction, deux ouvrages parus il y a plus de quarante ans, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron mettent en lumière le rôle de l'enseignement supérieur dans la reproduction des élites de la société. Les enfants des classes populaires sont sous-représentés dans les effectifs étudiants et plus encore dans les cohortes des diplômés. Ce constat, aussi étayé

institutionnalisés de relégation et

d'exclusion.

LE PRÉSENT DOSSIER SE PENCHE SUR LA QUESTION DE L'EN-SEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA DIFFICULTÉ D'EN FAIRE UN OUTIL D'ÉMANCIPATION SOCIALE...

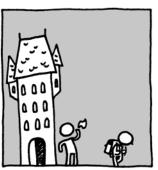
Carlos Crespo Rédacteur en chef d'Ensemble!

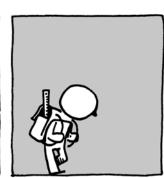
que lucide, a été confirmé par diverses études statistiques qui tendent à démontrer qu'en France mais aussi en Belgique, l'institution universitaire reproduit les inégalités sociales. On peut se poser la question du pourquoi de la perpétuation de ce mécanisme alors que les effets antisociaux qu'il produit ont été maintes fois démontrés.

On peut faire l'hypothèse que tout le monde n'a pas intérêt à ce que les choses bougent en l'espèce. Ainsi, notamment, parmi les bénéficiaires, certains minimisent voire nient cette reproduction. Soit par ignorance soit dans une volonté de maintenir le système en l'état, les classes dominantes renâclent à réformer un enseignement supérieur pensé par et pour eux. Tous les arguments sont bons pour éviter de remettre en question les modes de transmission existants du capital culturel. Ainsi l'oligarchie académique, gardienne du temple de la reproduction des élites qu'est l'Université, considère le plus souvent que la réussite est une affaire

d'aptitude individuelle ou d'intelligence. Dans ces milieux, certains font mieux que de s'accommoder de l'exclusion massive des classes populaires de l'Université. Ils vont jusqu'à légitimer publiquement le modèle. Ainsi, Gustave Moonen, doyen de la Faculté de Médecine de l'Université de Liège, déclarait dans la presse **(a)** il y a quelques mois: "Qu'il y ait plus d'enfants de médecins en médecine, d'enfants de juristes en droit et d'enfants de journalistes dans la presse, cela s'appelle l'hérédité des caractères acquis. Ce n'est pas de l'élitisme













économique, c'est du pragmatisme pédagogique."

Pierre Bourdieu parlait de racisme de l'intelligence 3 pour désigner une sorte de racisme de la classe dominante vis-à-vis des dominés. Il le définit comme suit @ : "Ce racisme est propre à une classe dominante dont la reproduction dépend, pour une part, de la transmission du capital culturel, capital hérité qui a pour propriété d'être un capital incorporé, donc apparemment naturel, inné. Le racisme de l'intelligence est ce par quoi les dominants visent à produire une "théodicée de leur propre privilège", comme dit Weber, c'est-à-dire une justification de l'ordre social qu'ils dominent. Il est "ce qui fait que les dominants se sentent justifiés d'exister comme dominants; qu'ils se sentent d'une essence supérieure"".

Dans la pratique, outre le positionnement de principe sur la logique de la réussite des seuls méritants, cela donne diverses tentatives de mystification lorsque les dossiers relatifs à l'enseignement supérieur sont abordés. Ainsi, la qualité de l'enseignement est bien souvent opposée par l'oligarchie académique à l'accessibilité. Toute initiative jugée trop favorable à l'accès à l'enseignement sera souvent taxée d'inopportune car mettant à mal la qualité de l'enseignement.

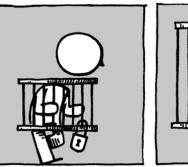
Cela vaut pour les débats sur les filtres académiques à l'accès aux études comme l'examen d'entrée en Polytechnique dont la suppression programmée, si elle est prévue par l'accord de gouvernement de la Communauté française, n'en déclenche pas moins les passions corporatistes et élitistes. La référence au qualitatif vaut aussi pour les politiques de promotion de la réussite. Alors que l'échec en première année s'élève, toutes filières confondues, à approximativement 60 % depuis plusieurs années, il existe une méfiance contre tout ce qui pourrait diminuer le niveau d'échec puisqu'il aurait pour conséquence, cela va de soi, une baisse du niveau d'exigence et de la qualité de la formation. Pour beaucoup de doctes représentants de l'autorité académique, le taux d'échec reste un label de qualité. Inutile de préciser qu'ils se refusent à voir la composante sociale de l'échec scolaire. Si les enfants des classes populaires connaissent un taux d'échec plus important, c'est bien entendu parce que l'on trouve dans leurs rangs moins de "méritants" qu'au sein des élites!

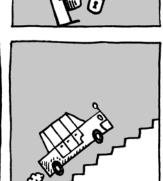
Sur les questions relatives aux bourses et aux aides sociales, les arguments budgétaires se combinent aux arguments idéologiques. Les premiers trouvent plus facilement un écho auprès des décideurs politiques surtout en cas de conjoncture peu favorable.

Il y a donc beaucoup d'explications à la persistance des filtres sociaux à l'accès au savoir et à la diplomation universitaire. Cela ne doit aucunement dispenser les progressistes de se réapproprier la thématique et de se lancer dans la bataille pour la démocratisation de l'enseignement supérieur.

Dans les lignes qui suivent, vous pourrez découvrir les contributions de Jérôme Lechien, Renaud Maes, Michael Verbauwhede, Anne Morelli et Jean-Louis Siroux, acteurs progressistes de l'enseignement supérieur à qui le journal a décidé d'ouvrir ses colonnes en vue d'alimenter la réflexion de nos lecteurs sur cette importante question.

- http://archives.lesoir.be/m/-une-visioncaricaturale-_t-20110713-01GYPJ.html
- ① http://www.monde-diplomatique. fr/2004/04/BOURDIEU/11113
- Bourdieu P., Questions de sociologie.
 Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 264.

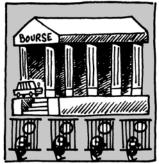












iToM

CRISE: LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE GRANDIT

(Michaël Verbauwhede)

UN AVENIR FUNESTE POUR LA MÉDECINE ET LES SOINS DE SANTÉ

(Jérôme Lechien)

D'ESPRIT CRITIQUE, IL N'EST PLUS QUESTION...

(Daniel Flinker)

DE L'ÉCURIE DES ÉLITES À L'USINE DE PRODUCTION DES CADRES

(13)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Crise: la précarité étudiante grandit

LES RAISONS D'UNE TELLE AUGMENTATION

D'après nous, il existe deux éléments principaux qui expliqueraient cet afflux de demandes. Premièrement, cela serait dû au décret Wendy. Datant de 2010 suite à la mobilisation massive des étudiants pour une réduction du coût des études, ce décret instaure plusieurs mesures pour réduire le minerval et des supports de cours, principalement pour les étudiants boursiers (voir encadré: "Le décret Wendy aide les boursiers mais pas que..."). Tant le ministre Marcourt que les étudiants ont beaucoup communiqué sur ce décret. Le premier pour montrer qu'il apporte aux étudiants des améliorations concrètes; les seconds pour que ce décret soit effectivement appliqué. Pour bénéficier de la gratuité du minerval et des supports de cours, il faut cependant être bénéficiaire d'une allocation d'études. En faisant la promotion du décret Wendy, nous rappelions donc également l'existence du système de bourses en Communauté française. Les étudiants étant dès lors mieux informés et sensibilisés, ils auraient donc fait plus facilement la démarche afin de bénéficier d'une allocation d'études, et en corollaire des avantages du décret Wendy. Cette première perspective semble positive.

LA CRISE ÉCONOMIQUE QUE NOTRE PAYS TRAVERSE N'ÉPARGNE PAS LES ÉTUDIANTS ET LEUR FAMILLE. PLUS DE 33 000 ÉTUDIANTS DU SUPÉRIEUR BÉNÉFICIAIENT D'UNE ALLOCATION D'ÉTUDES EN 2010. CELA REPRÉSENTE PRÈS D'UN ÉTUDIANT SUR CINQ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. PAR AILLEURS, LE NOMBRE DE DEMANDES DE BOURSE A FAIT UN BOND DE 25 % EN UN AN! 182 000 DEMANDES (SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR CONFONDUS) ONT ÉTÉ INTRODUITES POUR L'ANNÉE 2011-2012, CONTRE 145 570 EN 2010-2011. CETTE EXPLOSION DE DEMANDES AURA ÉVIDEMMENT UN IMPACT SUR LE BUDGET DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES. MICHAËL VERBAUWHEDE, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS FRANCOPHONES, EXAMINE LES RAISONS DE CETTE HAUSSE.

Michaël Verbauwhede Président de la FEF

UNE PRÉCARITÉ GRANDISSANTE

N'importe qui ne peut pas bénéficier d'une allocation d'études. Il s'agit normalement d'un public précarisé, vivant dans une situation financière difficile. L'augmentation du nombre de demandes de bourse serait donc aussi lié au contexte de crise économique, d'autant plus qu'elle frappe certains foyers épargnés jusqu'alors. Le second facteur qui entraînerait une augmentation du nombre de demandes de bourse serait donc nettement moins réjouissant, puisqu'il s'agirait de la pauvreté grandissante. Un autre témoin de cette précarité grandissante: l'augmentation du nombre d'étudiants demandant une aide aux CPAS. De 3 665 en 2002, ils sont passés à plus de 17 000 en 2010!

LE DRAME DE L'ENVELOPPE FERMÉE

Le budget 2012 prévoit pour les

allocations et prêts d'études 58 millions contre 57,3 millions en 2011. Une augmentation minime en comparaison de celle qui touche les demandes de bourse (+25 %). Une situation "préoccupante", même aux dires du ministre Marcourt, interrogé au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pourtant, cela n'a rien d'étonnant quand on connaît le système de calcul qui se cache derrière ce montant. En effet, le financement de l'enseignement dépend d'une enveloppe fermée. C'est-à-dire que la somme est fixée par avance indépendamment du nombre d'étudiants de l'année en cours. Or. la Fédération Wallonie-Bruxelles doit faire face à une augmentation du nombre de bénéficiaires d'allocations d'études, cette année. Mais le montant global alloué aux bourses, comme expliqué plus haut, n'augmentera pas ou très peu. Si augmentation du financement pour les allocations d'études il y a, elle ne peut se faire qu'au détriment d'autres dépenses publiques... À moins que, comme la FEF et d'autres associations le réclament depuis plusieurs années, un refinancement de la Communauté française permette un refinancement de l'enseignement!

Mais la conjoncture économique actuelle est mauvaise. Les mesures d'austérité pleuvent. La Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région wallonne ont dû trouver 252 millions d'euros lors du dernier ajustement budgétaire. Ils ont puisé cette somme principalement dans le budget des dépenses dites facultatives. L'enseignement l'a échappé belle. Mais pour combien de temps encore? Il suffit de lire la presse pour découvrir qu'à l'étranger, des gouvernements moins scrupuleux ont décidé de reporter toute une partie du poids financier des études - qu'ils assumaient jusqu'alors - sur le dos des étudiants.



UNE BOURSE NE PAIE PAS TOUT

Une autre réalité plus sombre se cache derrière cette demande élevée d'allocations d'études. Les étudiants disposant d'une bourse n'ont aucune garantie de pouvoir ioindre les deux bouts. En effet. selon une enquête faite auprès de plus de 4 000 étudiants, la FEF a estimé le coût annuel des études supérieures pour un étudiant kotteur à 9 046 €, chiffres fort proches de l'étude réalisée par la Ligue des familles. Les bourses actuelles sont trop basses pour faire face à de telles dépenses. L'étudiant devra pallier son manque de moyens financiers par un travail étudiant ou un prêt. Une situation que la FEF dénonce!

Cette hausse des demandes de bourse est révélatrice du problème

Le décret Wendy aide les boursiers mais pas que...

Les étudiants ont enfin vu les résultats des mobilisations menées alors depuis trois ans par la FEF avec ce décret! Voté en 2010 et modifié contre l'avis des étudiants en 2011, le décret Wendy prévoit la suppression du minerval pour les boursiers en université; une révision à la baisse des plafonds en haute école et école supérieure des arts; le gel du minerval pour la période 2009-2014; ainsi que la diminution du minerval pour les étudiants dits « de condition modeste ». Les boursiers disposent également des supports de cours obligatoires sur papier, gratuitement. Cette mesure, déjà appliquée aux étudiants des trois premières années du supérieur, aurait dû être appliquée dès cette rentrée aux étudiants de master. Mais le ministre a reporté sa mise en application.

grandissant du coût des études. Réformer le système de bourses ne suffira pas. Il faut également diminuer le coût des études de façon structurelle, et ce, pour tous les étudiants. Il faut en effet garder à l'esprit que le coût élevé d'une année d'études est également un poids pour les familles d'étudiants non boursiers. L'enseignement supérieur doit rester accessible à tous. Le retour à l'équilibre budgétaire ne doit pas se faire au détriment d'un enseignement accessible à tous, vecteur d'émancipation sociale.

La bourse, une aide financière

L'allocation d'études, plus communément appelée "bourse d'études", est une aide financière octroyée par la Fédération Wallonie-Bruxelles aux étudiants de condition peu aisée. Contrairement au prêt étudiant, elle ne devra pas être remboursée. Les modalités d'octroi sont définies selon le degré d'études. Si vous êtes boursier, vous serez remboursé de votre minerval et vous disposerez gratuitement d'une version papier des supports de cours obligatoires (jusqu'à la fin de votre licence). En pratique, l'étudiant doit introduire la demande de bourse au service des allocations d'études supérieures de la province où se situe l'établissement d'enseignement (avant le 31 octobre de l'année académique en cours). Pour en bénéficier, il doit répondre à plusieurs critères sélectifs. Le principal d'entre eux étant que ses revenus annuels imposables (et ceux de la personne de qui l'étudiant est à charge) ne doivent pas dépasser un certain montant (ex: 19 243,35 €/an/personne à charge en 2009-2010).

Un avenir funeste pour la médecine et les soins de santé

ALORS QUE LA BELGIQUE CONNAÎT UNE PÉNURIE DE MÉDECINS, LES ÉTUDIANTS ENTAMANT CES ÉTUDES VONT SUBIR UNE NOUVELLE SÉLECTION, ANTISOCIALE ET DANGEREUSE.

Jérôme Lechien

Coprésident du CIUM (Comité interuniversitaire des étudiants en médecine)

La Belgique, bien que ce nom en ait fait frissonner plus d'un, reste un pays à la pointe dans de nombreux domaines tels que l'enseignement supérieur et les soins de santé. L'enseignement supérieur représente bien plus qu'une richesse, il représente l'avenir de notre pays et forme en grande partie les futures têtes pensantes de celui-ci. Ce n'est sans doute pas quelque chose que contrediront publiquement nos politiciens. En effet, quand nous nous souvenons des paroles de Rudy Demotte (PS), il y a quelques années, affirmant que "l'avenir de la Wallonie est l'enseignement", nous ne pouvions que nous réjouir de telles promesses et prises de position d'avenir.

L'ESPOIR

Ces dernières années, nous avons constaté une augmentation générale de la fréquentation à l'Université. Certaines sections sont plus concernées que d'autres. En effet, certaines facultés d'architecture et les facultés de médecine ont connu une croissance très importante doublant leur effectif en quelques années. Alors que notre pays, gangrené par un numerus clausus, connaît une pénurie grandissante en effectif médical actif et une dégradation de l'accès aux soins, nous ne pouvions que nous réjouir d'une telle augmentation. En effet, il semblait qu'une lueur d'espoir nous ait permis de croire que notre pays ne sombrerait pas dans un système de soins à deux vitesses où les moins nantis seraient les premières victimes du manque d'effectif médical.

PÉNURIE DE MÉDECINS

Il est important de se rappeler que, dans notre pays, il existe une limitation à la profession médicale au terme des sept années de médecine. Ce numerus clausus fédéral, limitant le nombre de numéros INAMI, oblige les communautés à s'organiser afin qu'il n'y ait pas d'étudiants surnuméraires au terme du cursus. Il est également intéressant de rappeler que les

une activité médicale de base. Lorsqu'on condense les mi-temps afin d'obtenir des équivalents temps plein et des médecins non actifs, nous obtenons un chiffre qui fait peur: 8 000 équivalents temps plein et près de 11 000 médecins virtuellement inactifs. À l'heure actuelle, aucun chiffre n'est disponible pour les spécialistes mais nous savons déjà qu'il manque cruellement d'urgentistes, d'onco-

pénurie et triste réalité du terrain, de plus en plus d'étudiants entrent en faculté de médecine.

Cependant, alors qu'une augmentation des moyens financiers alloués aux universités et aux facultés de médecine par la Communauté française semble être triviale et logique, nous apprenions il y a quelques mois que le ministre planchait sur un nouveau moyen de sélection.

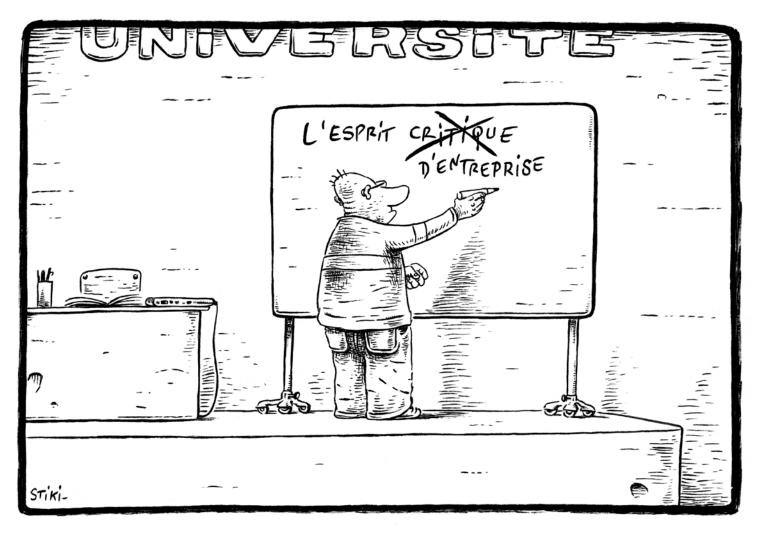
PS, CDH ET ÉCOLO ONT PIÉTINÉ LA DÉCLARATION OÙ ILS S'ENGA-GEAIENT À NE PLUS INSTAURER DE SÉLECTION EN MÉDECINE."

quotas de base ont été instaurés en 1997 et n'ont pas tenu compte de la féminisation de l'activité médicale et de l'âge. En effet, parmi les 42 000 médecins recensés et considérés comme actifs, nous retrouvions des médecins inactifs depuis plusieurs années, des médecins de plus de 90 ans ainsi qu'une grande partie de praticiens mi-temps. C'est seulement récemment que la première partie du cadastre de l'offre médicale a objectivé une partie de l'activité du corps médical. Les chiffres sont sans appel: sur les 21 000 médecins généralistes peuplant notre royaume, seuls 50 % ont encore

logues, de gériatres, de pédiatres hospitaliers et de pédopsychiatres. Enfin, grande instauratrice de ce contingentement fédéral car hantée par le risque de devoir payer pour les francophones, la Flandre fut reconnue par une étude de l'INAMI comme grande consommatrice de soins de santé. En effet, en termes de soins de santé, le Flamand consomme annuellement plus que le Wallon ou le Bruxellois. Autant dire que le dogme du Wallon obèse, diabétique et insuffisant rénal affalé dans son fauteuil, consommant l'argent du Flamand pour se soigner est très vite devenu obsolète. À côté de cette

SÉLECTION

La première idée, l'examen d'entrée, a très vite récolté une volée de bois vert de la part des associations étudiantes (CIUM, FEF et UNECoF) ainsi que de plusieurs députés. Ce projet fortement soutenu par les recteurs et les doyens n'a donc jamais vu le jour malgré les faveurs du ministre de l'Enseignement supérieur, ministre... socialiste. Dès lors, n'instaurant pas un système à la flamande, le cabinet était revenu à la case départ. Une case départ qui ne satisfaisait pas nos voisins du Nord réclamant sans cesse une sélection en Communauté française. Alors que plusieurs bruits de couloir parlaient d'un deal entre les communautés (échange entre une sélection à l'entrée en Communauté française et un adoucissement des quotas



INAMI au niveau fédéral par les Flamands), notre pays n'en reste pas moins gangrené par une pénurie. Contraint d'agir sous la pression flamande, notre ministre socialiste a donc dû plancher sur un autre projet de sélection, projet décrit publiquement début 2012.

EXAMEN NON CONTRAIGNANT MAIS OBLIGATOIRE

Ce projet instaure un examen non contraignant mais obligatoire en début de première et une sélection subtile en janvier. L'étudiant n'ayant pas obtenu une moyenne de 8/20 au terme de sa première vraie session universitaire peut se voir contraint d'étaler sa première année sur deux ans, le contraignant à subir de nombreuses heures de cours de sciences fondamentales dont l'utilité pour la suite reste controversée. Toute la subtilité réside dans le fait que le ministre se lave les mains en prétendant que le jury n'est pas obligé de contraindre l'étalement. C'était sans savoir que les divers jurys ont décidé dernièrement de ne pas faire d'exception et de contraindre l'étalement à tous les étudiants

ayant une moyenne inférieure à 8/20. Cette contrainte pouvant outrepasser certains droits fondamentaux du décret de Bologne comme la possibilité d'étaler une session suite à un grave problème de santé ou personnel. Ce projet a été accepté et voté au Parlement par une majorité PS, cdH et Écolo piétinant et s'assoyant sur une déclaration de politique communautaire où ils s'engageaient à ne plus instaurer de sélection en médecine.

MAUVAISE EXCUSE

L'excuse officielle des académiques? Le passage de la médecine de 7 à 6 ans et le manque de financement chronique des facultés, renvoyant une partie de la responsabilité au gouvernement. En effet, il semblerait qu'une remise en question trop importante de l'utilité de nombreux cours en médecine semble difficile à accepter par de nombreux académiques. Certains parlent d'une utopique importance des sciences de base (et programmes aussi lourds qu'actuellement), d'autres n'hésitent pas à vanter les mérites d'une sélection

au début des études. C'est en effet bien connu, toutes les matières dispensées en physique ou en mathématiques sont capitales pour la suite... Passer des heures à calculer les mouvements planétaires et à mesurer des vitesses d'obus est fondamental pour sélectionner les futurs médecins. Bien que la manœuvre orchestrée par nos politiques semble subtile, elle n'en reste pas moins asociale et dangereuse. En effet, nous savons par de nombreuses études universitaires qu'un grand nombre d'étudiants, promis à la réussite, ont besoin de s'adapter à l'enseignement universitaire. Cette adaptation comprend le développement d'une méthode de travail, d'une rigueur d'étude et de pouvoir s'organiser efficacement. L'échec en janvier n'est donc pas rare pour beaucoup d'étudiants réussissant in fine leur parcours universitaire. Cette adaptation concerne encore plus les étudiants issus de milieux défavorisés et provenant d'écoles secondaires faibles. Le risque que ceux-ci se voient contraints à étaler en janvier alors que leur famille ne possède pas les moyens financiers

pour une année supplémentaire est grand. Cette sélection sociale est d'autant plus aberrante que le cabinet Marcourt reconnaît que son nouveau système ne se base sur aucune étude sociologique et scientifique. Au vu des diverses sources scientifiques disponibles dans la littérature, il est évident que ce projet pilote va augmenter le taux de réussite en juin mais considérablement diminuer le nombre absolu de réussites et, à terme, réduire l'effectif médical formé.

QUESTIONS...

Est-ce vraiment là une politique d'avenir comme le laissaient sous-entendre certains politiciens il y a quelques années? Est-ce là une façon adéquate de traiter une pénurie proliférant à toute vitesse? Est-ce une solution au fossé social grandissant entre les plus démunis et les mieux nantis? Parfois, de simples mesures politiques peuvent s'avérer désastreuses dans une société qui peine à réellement s'émanciper et à trouver ses marques au sein d'une crise financière sans précédent.

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE

D'esprit critique, il n'est plus question...

Dans une lettre ouverte ①, Annick Stevens étaye les raisons pour lesquelles elle a pris la décision de démissionner de l'ULg. Nous avons interrogé Anne Morelli, professeure à l'ULB, sur ce cas exemplaire.

► DANIEL FLINKER:

Comment réagissez-vous à la démission d'Annick Stevens?

ANNE MORELLI: Sa démission est tout à fait motivée. Et si nous avions les mains libres financièrement, je crois qu'une forte proportion du personnel enseignant à l'université ferait comme elle. Je crois que la majorité des enseignants et des chercheurs adhèrent à ce qu'Annick Stevens dit.

Les trois missions traditionnelles de l'université - enseignement, recherche et service à la société doivent être sous-tendues par l'idée du maintien et de la transmission des connaissances, de la recherche pour faire progresser de nouvelles connaissances et du développement de l'esprit critique afin d'amener dans la société ce regard critique. Ce sont les missions qui, pour nous, sont évidentes. Mais aujourd'hui, on se situe dans un tout autre registre: on veut faire entrer l'enseignement, la recherche, dans une logique économique, dans une logique de marché.

C'est donc l'économie de la connaissance: il faut être rentable, rentable dans ses recherches, rentable dans son enseignement puisque ce qu'on exige de nous, c'est de former les travailleurs de demain, de les adapter à la de-

DÉNONÇANT LA SOUMISSION GRANDISSANTE DE L'UNIVERSITÉ AUX DOGMES ÉCONOMIQUES, ANNICK STEVENS, QUI ENSEIGNAIT À L'ULG DEPUIS 2001, A DÉCIDÉ DE DÉMISSIONNER. RÉACTIONS D'ANNE MORELLI (ULB) ET DE JEAN-LOUIS SIROUX (UCL).

Propos recueillis par Daniel Flinker CSCE

mande des entreprises... comme si Érasme avait jamais imaginé dans son enseignement, former les travailleurs du lendemain.
Donc, il y a un hiatus entre ce que nous pensons être les objectifs fondamentaux de l'université et les objectifs que la société de marché prétend lui imposer.

▶ DANIEL FLINKER:

Comme vous, Annick Stevens n'est pas tendre avec l'institution univer-

contraintes par les autorités politiques, il semble que ce soit volontairement maintenant que les directions universitaires imposent la même fuite en avant, aveugle et irréfléchie, vers des savoirs étroitement utilitaristes dominés par l'économisme et le technologisme.

Ce phénomène ne se serait pas imposé à l'ensemble des acteurs universitaires si l'on n'avait pas instauré en même temps une

IL Y A UN HIATUS ENTRE CE QUE NOUS PENSONS ÊTRE LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX DE L'UNIVERSITÉ ET LES OBJECTIFS QUE LA SOCIÉTÉ DE MARCHÉ PRÉ-TEND LUI IMPOSER."

sitaire telle qu'elle se développe cette dernière décennie. Selon elle, "jamais l'université n'a été aussi complaisante envers la tendance dominante, jamais elle n'a renoncé à ce point à utiliser son potentiel intellectuel pour penser les valeurs et les orientations que cette tendance impose à l'ensemble des populations, y compris aux universités elles-mêmes. D'abord

série de contraintes destinées à paralyser toute opposition, par la menace de disparition des entités qui ne suivraient pas la course folle de la concurrence mondiale: il faut attirer le "client", le faire réussir quelles que soient ses capacités, lui donner un diplôme qui lui assure une bonne place bien rémunérée, former en le moins de temps possible des chercheurs qui

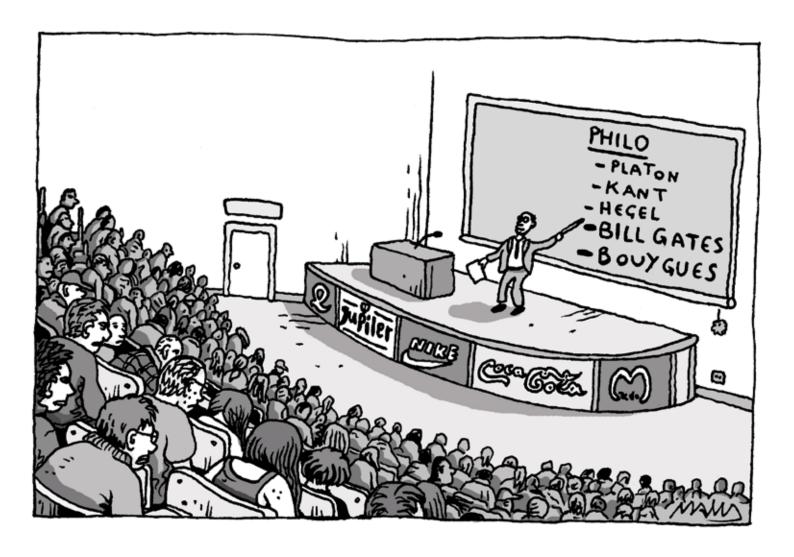
seront hyperproductifs selon les standards éditoriaux et entrepreneuriaux (...)

De qualité, de distance critique, de réflexion sur la civilisation, il n'est plus jamais question. La nouvelle notion d'"excellence" ne désigne en rien la meilleure qualité de l'enseignement et de la connaissance, mais la meilleure capacité à engranger de gros budgets, de grosses équipes de fonctionnaires de laboratoire, de gros titres dans des revues de plus en plus sensationnalistes et de moins en moins fiables."

Vous partagez donc le constat posé par Annick Stevens, d'une primauté, à l'université, des enjeux économiques sur l'esprit critique...

anne morelli: Oui, cela se voit bien dans les projets de recherche parce que les gros projets de recherche qui sont acceptés sont très généralement liés à des demandes soi-disant de la société... mais cela ne correspond pas à de la recherche de base.

Je vais donner deux exemples. Le premier exemple, c'est un chercheur français qui travaille depuis



fort longtemps sur les causes climatiques de la révolution française. Ça semble tout à fait fou mais il a relevé qu'en 1788, un volcan en Islande est entré en éruption. Il y a eu de la cendre qui s'est répandue sur les terres agricoles, il y a eu du gel très tardif à cause de cela et la mauvaise récolte a évidemment aggravé le mal-être paysan, ce qui peut être une des causes de la révolution. Tout le monde se fichait de ce chercheur jusqu'à ce qu'il y ait le volcan islandais qui entre en éruption il y a deux ans. Du coup, tous les journalistes se sont rués sur lui en lui demandant: "Mais quelle merveille... Est-ce que vous pouvez nous dire combien de temps ça a duré?..." S'il n'avait pas fait cette recherche de base pendant des années, personne n'aurait pu faire le parallèle avec la situation actuelle.

Mon deuxième exemple est celui

d'un biologiste qui travaille sur la coccinelle. Est-il normal qu'un type passe sa vie à travailler sur les coccinelles? Ne pourrait-il pas faire quelque chose de plus "utile"? Jusqu'au moment où il y a eu une invasion de pucerons. Là, on s'est rué sur ce chercheur en lui disant: "Ces coccinelles mangent les pucerons. Est-ce qu'on peut les faire se multiplier? Quelles sont les conditions dans lesquelles elles se reproduisent favorablement? Etc."

Donc, il faut une recherche de base, qui peut sembler tout à fait "inutile" mais qui peut être, à certains moments, absolument indispensable... mais peut-être que ce chercheur sur la coccinelle aura passé toute sa vie à travailler là-dessus et que personne jamais ne l'interrogera. Mais il aura participé à la transmission de la connaissance et à l'augmentation des connaissances qui est notre

rôle et qui n'a rien à voir avec les "rankings", avec le nombre de contrats qu'on a pu obtenir.
Aujourd'hui, il y a, par exemple, une liquidation de toutes les petites sections. C'est quelque chose d'horrible de se dire qu'il y a des langues que plus personne ne connaîtra alors que pendant des siècles, elles se sont transmises de professeurs à étudiants.

Aujourd'hui, on dit: "Ce n'est pas utile, donc on liquide." C'est largement le cas en sciences humaines mais pas seulement.

▶ **DANIEL FLINKER:** Michel Gevers (UCL) a récemment publié une étude démontrant que les chercheurs belges sont très productifs.

En comparant différents pays, il lui est apparu d'une part, que le nombre de citations des publications scientifiques belges par d'autres chercheurs place notre pays en très bonne position.

D'autre part, si l'on compare le nombre de citations aux budgets investis dans la recherche universitaire par ces mêmes pays, la Belgique arrive même en 2e position.

Le professeur Gevers se félicite de "la très bonne position de notre pays en termes de productivité et d'impact scientifique, et surtout de sa remarquable progression au cours des quinze dernières années". Il explique que la Belgique "a tout intérêt à maintenir et à développer les outils d'organisation de la recherche qui s'avèrent si remarquablement efficaces".

Partagez-vous l'enthousiasme de Michel Gevers quant à la productivité des chercheurs belges?

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE (19)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ANNE MORELLI: Je ne partage pas cet enthousiasme parce que je ne veux pas mesurer la productivité des chercheurs. Qu'est-ce que c'est cette "productivité des chercheurs"? Le nombre de citations? Si vous avancez une proposition particulièrement absurde, vous déclencherez immédiatement une vague de réponses infirmant votre proposition et vous accumulerez des tas de citations. Le fait d'être cité n'est donc pas un critère.

On peut être cité parce qu'on a émis une hypothèse complètement absurde ou parce qu'on cite soimême des auteurs qui aimablement "renvoient l'ascenseur": je vous cite, vous me citez. Je vous cite dix fois, vous me citez dix fois. Ça a quel poids scientifique tout cela?

Je conteste l'évaluation qui se fait actuellement et dans laquelle nous sommes tous pris. Nous avons des évaluateurs étrangers qui viennent évaluer la recherche dans nos centres. Le centre d'étude que je dirige à l'ULB a été évalué par des évaluateurs venus du Canada, d'Italie, de France et qui, bien souvent, ne connaissent absolument rien à la réalité de cette recherche. Donc, je conteste cette méthode qui, en plus, coûte très cher et est basée sur le copinage: je fais venir en voyage à Bruxelles mes amis des quatre coins du monde et eux, en retour, me feront faire un beau voyage dans l'autre sens!

C'est sur ces critères-là qu'on accorde à des chercheurs ou à un centre de recherche une mention d'excellence. Je partage avec mes collègues critiques la volonté de plutôt prôner alors la "désexcellence".

► DANIEL FLINKER: Annick Stevens explique que la quantité de recherches publiées a un impact négatif sur la qualité de ces études: "En une dizaine d'années d'enseignement, j'ai vu la majorité des meilleurs étudiants abandonner l'université avant, pendant ou juste après la thèse, lorsqu'ils ont pris conscience de l'attitude qu'il leur faudrait adopter pour continuer cette carrière; j'ai vu les autres renoncer à leur profondeur et à leur véritable intérêt intellectuel pour s'adapter aux domaines et aux manières d'agir qui leur offriraient des perspectives. Et bien sûr j'ai vu arriver les arrivistes, à la pensée médiocre et à l'habileté productive, qui savent d'emblée où et avec qui il faut se placer, qui n'ont aucun mal à formater leur écriture pour répondre aux exigences éditoriales, qui peuvent faire vite puisqu'ils ne font rien d'exigeant. (...)

Partout des collègues confirment les tendances générales: concurrence fondée sur la seule quantité; choix des thèmes de recherche déterminé par les organismes financeurs, eux-mêmes au service d'un modèle de société selon lequel le progrès humain se trouve exclusivement dans la croissance économique et dans le développement technique (...)

Quelles conséquences pense-t-on que donnera une telle sélection sur la recherche et les enseignements

Qu'est-ce qu'être "excellent"?

La lettre de démission d'Annick Stevens est tout d'abord remarquable par la résonance considérable dont elle a bénéficié auprès des travailleurs de l'université. Non que ce qu'elle dénonce soit nouveau et inconnu des principaux intéressés. Mais il y est dit tout haut ce qui se chuchote généralement tout bas. Dès lors, beaucoup y ont vu une opportunité de s'approprier collectivement ce qui était subi (ou contesté) de façon individuelle. Ne serait-ce que pour cela, la démarche de l'auteure mérite d'être saluée.

Ces dernières années, les sociologues ont beaucoup analysé la souffrance au travail dans les professions ouvrières, chez les cadres des grandes entreprises privées, etc. Il y aurait également une belle recherche à mener sur le sujet à l'université: les effets délétères de la surcharge de travail, de la précarisation des statuts, de l'incessante mise en concurrence des équipes et des personnes, de tout ce qui génère les petites et les grandes compromissions du quotidien.

Il ne fait pas de doute que les universitaires restent privilégiés à bien des égards. Leurs conditions de travail ne sont pas comparables à celles, proprement inhumaines, auxquelles sont soumis bon nombre de

travailleurs occupés dans des fonctions d'exécution et soumis à des normes de management autrement plus contraignantes et humiliantes. Mais l'université n'échappe pas à la tornade managériale, qui s'insinue jusque dans les "mots" (l'"excellence", la "gouvernance", les "bonnes pratiques", etc.) au moyen desquels communiquent les autorités universitaires.

Annick Stevens ne pèche guère par excès ou par simplification lorsqu'elle soutient que ces normes managériales, non seulement minent les conditions de travail des universitaires, mais sont absolument incompatibles avec les missions de l'université (former des citoyens critiques et éclairés, faire progresser notre compréhension collective du monde social ou physique). Nous sommes nombreux à constater que la pression à la productivité nous encourage à délaisser les activités non rentables (l'encadrement des étudiants par exemple), à "chercher" ce que l'on sait plus ou moins confusément déjà, à mettre sur le "marché académique" des produits formatés, valorisables en temps et en heure, et plus que tout à fonctionner dans le souci permanent de l'"employabilité" (le désormais fameux "ça fera une ligne de plus à ton CV" est proverbial dans les couloirs de l'université).

Cette course folle à l'"excellence" apparaîtrait peut-être sous un autre jour si l'on prenait le temps de "comptabiliser" le coût humain et scientifique du stress généré par la pression managériale: énergie investie dans une "mobilité" (colloques, séjours à l'étranger) parfois sans autre visée qu'ellemême, projets de recherche édulcorés et dépossédés de ce qui en faisait l'intérêt et l'originalité, articles redondants publiés à la hâte (parfois dès la première année de thèse), articles intéressants qui ne le seront finalement jamais, faute d'entrer dans les standards reconnus par les instances d'évaluation.

Sans doute, le jugement "à charge" d'Annick Stevens dresse-t-il un portrait un peu lapidaire de l'université qui ne rend pas complètement justice au travail des uns et des autres. Mais les sociologues qui pratiquent l'ethnographie le savent bien: mettre en question les structures, sans que des individus ne se sentent personnellement mis en cause, n'est pas une mince affaire. Est-il d'ailleurs nécessaire de préciser que, actif à l'université depuis presque huit ans, je ne me sens pas étranger aux errements décrits ci-dessus?

Jean-Louis Siroux (9)

futurs? Pense-t-on pouvoir encore longtemps contenter le "client" en lui proposant des enseignants d'envergure aussi étroite? Même par rapport à sa propre définition de l'excellence, la politique des autorités scientifiques et académiques est tout simplement suicidaire."

Quels sont, selon vous, les effets de la politique universitaire actuelle sur la qualité de l'enseignement et de la recherche?

ANNE MORELLI: Là où je partage le propos d'Annick Stevens, c'est au sujet de l'espèce de sélection que cela opère. Les vraies découvertes en sciences ou en sciences humaines sont souvent le fait de francs-tireurs, de personnes ou d'équipes qui ont une pensée originale, parfois à la limite de diverses disciplines et très rarement de gens à qui on a commandé un projet. Or aujourd'hui, pour être bien inséré dans l'université, l'idéal c'est d'être un "apparatchik de la recherche". On sait d'avance quels sont les termes qui font écho à la sélection. En sciences humaines, vous devez obligatoirement insérer dans votre projet par exemple "Europe" ou "multiculturel"; vous devez insérer certains termes qui plaisent, même s'ils ne renvoient pas forcément à vos thèmes de recherche. Donc, l'apparatchik de la recherche a des chances d'être maintenu en place, promu, stabilisé dans l'université alors qu'il s'insère dans une pensée très formatée. Le vrai libre penseur, le vrai original, lui, ne s'insère pas dans un programme qui a été commandé et est donc mis hors des réseaux prévus par l'université. Je trouve ça assez inquiétant parce qu'effectivement, on garde des gens qui sont administrativement parfaits, qui font toutes les démarches qu'il faut mais qui n'ont pas forcément l'originalité de la pensée.

Qu'est-ce que ça a comme conséquences sur l'enseignement? D'une part, les gens qui ruent dans les brancards, qui sont trop originaux, ne restent pas à l'université. D'autre part, les très ambitieux n'y restent plus non plus parce que la carrière, surtout dans certains domaines, n'offre pas des possibilités financières à la hauteur de leurs espérances et de ce qui peut leur être proposé dans le privé. Donc, on risque d'avoir un marais assez médiocre qui reste à l'université.

► DANIEL FLINKER: "Ce qui se fait de bon à l'université vient plutôt de la résistance aux

Certains ont même organisé les journées de la "désexcellence". Mais les chercheurs et enseignants à l'université ont peu une tradition d'action collective et donc ce sont souvent des réactions ponctuelles.

Personnellement, je suis à l'ULB déléguée syndicale des enseignants depuis de très nombreuses années mais c'est difficile de faire percevoir aux collègues qu'un professeur d'université est un travailleur et qu'on subit exactement les mêmes mesures d'austérité que les autres. Là où j'avais quatre cents étudiants il y a 25 ans, j'en ai mille trois cents aujourd'hui. J'avais une assistante plein temps et maintenant j'ai "un tiers" d'assistant.

pressions du marché dans leur

Pourtant, cette résistance existe dans tous les pays. Je lis régulièrement la presse italienne et je vois un grand article "L'université que nous voulons". Je pourrais adhérer à tout ce qui y est indiqué à propos de la mesure de productivité de l'enseignant-chercheur, de la question des chercheurs à temps déterminé, du mythe de l'excellence. Ce sont les mêmes expériences que celles que nous vivons.

La fabrication

Langage et socialisation scolaire

des élites

Ouand on nous dit: "On va faire une commission pour réfléchir à comment améliorer nos enseignements", moi, j'ai déjà une réponse première : on multiplie les possibilités de cours offertes aux étudiants, on améliore leur encadrement, on divise mon auditoire par deux. Ce sera déjà un petit peu plus convivial. On ne sera déjà plus "que" six cent cinquante... Il y a de prétendues réflexions qui se mènent pour que nous soyons plus productifs alors qu'il y a structurellement une organisation de la baisse de qualité de l'enseignement universitaire! ■

O Pour obtenir la version intégrale de cette lettre ouverte, voir notamment http://www. univendebat.eu/textes/pourquoi-je-demissionne-de-luniversite-apres-dix-ans-denseignement-par-a-stevens/

② Jean-Louis Siroux est chargé de recherches FNRS à l'UCL et l'auteur de La Fabrication des élites. Langage et socialisation scolaire. Éd. Harmattan-Academia (coll. Thélème), 2011, 243 p.

LES VRAIES DÉCOUVERTES **SCIENTIFIQUES SONT SOUVENT** LE FAIT DE FRANCS-TIREURS, DE PERSONNES QUI ONT UNE PENSÉE ORIGINALE... TRÈS RAREMENT DE GENS À QUI ON A COMMANDÉ UN PROJET."

institution capable de reprendre le rôle crucial de transmettre la multiplicité des aspects des civilisations humaines et de stimuler la réflexion indispensable sur les savoirs et les actes qui font grandir l'humanité", avance Annick Stevens dans sa lettre ouverte.

Reste-t-il, selon vous, Anne Morelli, des marges de manœuvre au sein même des universités pour y empêcher l'intrusion des lois du marché?

ANNE MORELLI: L'énorme majorité des collègues est opposée à cette marchandisation de l'université mais ils s'essaient rarement à des démarches collectives. Il y a eu quelques lettres ouvertes, quelques documents qui ont été publiés par des collègues.

quotidien, notamment par la multiplication des tâches administratives. Autrefois, lorsque j'avais terminé ma journée et que j'avais interrogé trente étudiants, je donnais un petit papier au secrétariat et la secrétaire s'occupait d'encoder tout cela. Je ne sais pas ce qu'on a fait de ce personnel mais aujourd'hui, c'est moi, à la fin de ma journée, qui dois me mettre à chercher mes étudiants et à encoder. Donc, c'est une logique d'augmentation de la charge de travail tout simplement mais les collègues ont beaucoup de difficultés à se positionner comme travailleurs. Ils pensent toujours qu'ils sont des êtres d'exception et ils ont très peu de démarches collectives. Donc, il y a de la résistance mais elle est peu organisée, très morcelée.

nouvelles mesures imposées que de leur application, résistance qui ne pourra que s'affaiblir avec le temps. (...) Plutôt que de s'épuiser à nager contre le courant, il est temps d'en sortir pour créer autre Les enseignants subissent les chose, pour fonder une tout autre

(21)ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE

De l'écurie des élites à l'usine de production des cadres: l'action sociale de l'université

Partout en Europe, l'université est une institution élitiste: les milieux défavorisés y sont clairement sousreprésentés, la majorité écrasante des étudiants étant issus des classes dominantes. C'est particulièrement le cas en Belgique et plus encore en "Fédération Wallonie-Bruxelles". Ce constat implacable a été posé un très grand nombre de fois depuis les années 60 et malgré la "massification" de l'université - c'est-à-dire l'augmentation importante du nombre d'étudiants universitaires. Pire encore, plusieurs travaux montrent que la fermeture des universités belges francophones aux milieux populaires s'est aggravée au cours des dix dernières années (A).

Comment expliquer qu'aucune réforme n'ait réussi à réellement démocratiser cette institution, malgré la pléthore de déclarations d'intentions, la législation abondante et les nombreuses initiatives prises en ce sens? Comment comprendre l'aggravation des inégalités face à l'université?

Cet article ne prétend pas répondre à ces deux questions (plusieurs volumes de taille encyclopédique n'y suffiraient pas), mais vise à esquisser quelques pistes de réponse. Il a été construit en trois étapes: la première partie propose quelques éléments d'histoire des modèles universitaires en guise de contexte, la deuxième expose deux mythes fondateurs de l'enseignement qui sont à l'origine

COMMENT EXPLIQUER QU'AUCUNE RÉFORME N'AIT RÉUSSI À RÉELLEMENT DÉMOCRATISER L'UNIVERSITÉ? COMMENT COMPRENDRE L'AGGRAVATION DES INÉGALITÉS FACE À CETTE INSTITUTION? L'ARTICLE QUI SUIT PROPOSE DES PISTES DE RÉPONSE À CES DEUX GRANDES QUESTIONS.

Renaud Maes
Chercheur-Doctorant au Département des Sciences Sociales et du Travail ULB, CSCE

de la machine à reproduire les élites, et la troisième est consacrée à une approche empirique du phénomène - permettant de décrire concrètement les mécanismes de sélection sociale dans l'université marchande et contemporaine.

TROIS MODÈLES UNIVERSITAIRES

Les universités belges peuvent être considérées comme le produit de la ionction de trois "modèles" universila création d'universités fondées sur un modèle "humboldtien" : elles allient étroitement activités de recherche et d'enseignement. Universités-écuries des élites, elles accueillent les enfants des classes supérieures et les dotent d'une formation relativement pluridisciplinaire visant à "construire leur personnalité au travers de la pratique de la science" (Bildung durch Wissenschaft) – cependant, le caractère généraliste de la

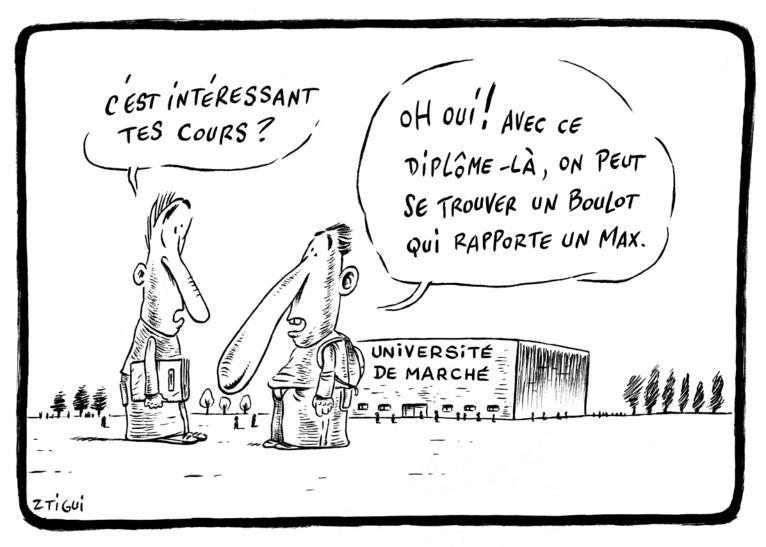
L'UNIVERSITÉ EST UNE INSTI-TUTION ÉLITISTE: LES MILIEUX DÉFAVORISÉS Y SONT CLAIRE-MENT SOUS-REPRÉSENTÉS."

taires: l'université "humboldtienne", l'université "de masse" et l'université "de marché". Ces trois modèles correspondent aux paradigmes universitaires des trois grandes périodes de réformes de ces institutions depuis le milieu du XIXe siècle.

Les années qui suivent la création de l'État belge s'accompagnent de formation est à l'époque bien plus marqué dans les universités anglaises, qui s'inscrivent dans la théorie de la "culture de l'intelligence" de John Henry Newman.

Les trois premières décennies du XX^e siècle voient l'émergence d'une structuration étatique des institutions universitaires. En parallèle de

la reconnaissance d'une personnalité juridique aux Universités de Louvain et de Bruxelles en 1911 et la mise en place de leur financement en 1922, elles se voient pressées d'accueillir quelques étudiants boursiers, lauréats du concours du "Fonds des mieux doués" institué en 1921 par Jules Destrée. Cependant, ce n'est qu'à partir de la fin des années 50 que sont mises en place des politiques structurelles visant à augmenter largement l'accès à l'enseignement supérieur. Ces politiques sont dictées à la fois par le souci de répondre aux attentes des familles et d'investir dans la croissance au travers de l'éducation (les théories économiques du "capital humain" qui font le lien entre éducation et croissance économique sont alors en plein développement). En Belgique, c'est dans le contexte de tensions sociales importantes durant les travaux préparatoires du projet de "loi unique" du gouvernement Eyskens-Lilar et augurant les grèves de 1960-1961, qu'est adoptée la "loi du 3 août 1960", qui dote les universités d'un



financement spécifique destiné aux "avantages sociaux". Dans de nombreux pays d'Europe, la massification de l'université va de pair avec le développement de l'éducation permanente et de l'éducation populaire, destinée initialement aux travailleurs peu qualifiés. Des filières universitaires s'inscrivant dans ce projet sont ouvertes en collaboration avec syndicats et patronat (par exemple, en Belgique, la Faculté ouverte de politique économique et sociale -FOPES, créée par le Mouvement ouvrier chrétien et l'Université catholique de Louvain). Cependant, la massification de l'université à partir des "trente glorieuses" n'a pas permis sa réelle "démocratisation": dans tous les pays d'Europe, la proportion d'étudiants issus des milieux ouvriers est toujours restée très largement en deçà de ce que représentait la classe ouvrière dans la population; la massification

a, pour l'essentiel, permis l'accession à l'université de la petite et moyenne bourgeoisie.

Avec le ralentissement de la croissance suite au krach de 1973 et la montée en puissance

des institutions universitaires suite à une réforme imposée par le libéral André Damseaux, ministre du gouvernement Martens VI. Autre conséquence de ces restructurations, le financement par étudiant des universités fut revu largement

L'ÉGALITARISME DE FAÇADE DES EXAMENS UNIVERSITAIRES PERMET DE FAIRE CROIRE QUE CEUX QUI ÉCHOUENT N'ONT PAS LES "CAPACITÉS INTRINSÈQUES" DE RÉUSSIR."

des néoconservateurs en Europe et aux USA, les plans d'austérité frappent de plein fouet l'enseignement et l'enseignement supérieur. Cela se traduit notamment, en Belgique, par une diminution de près de 50 % de l'enveloppe destinée aux "avantages sociaux" à la baisse: ce financement diminua de 43,9 % entre 1972 et 1998, diminution annonçant la mise en place en 1998 d'un financement en "enveloppe fermée". Cette mesure a pour conséquence que, pour augmenter son allocation de financement, une université ne doit plus seulement augmenter le nombre d'étudiants inscrits, mais qu'elle doit augmenter ce nombre plus largement que les autres institutions universitaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est dans ce contexte qu'a surgi le modèle de "l'université de marché": dans le cadre d'un manque supposé de compétitivité des entreprises expliquant le ralentissement de la croissance et de l'augmentation du chômage, l'université adopte une double mission de création d'emplois par le transfert d'innovation, vu comme un moteur économique notamment par le développement industriel, et d'insertion socioprofessionnelle de la future main-d'œuvre via sa spécialisation et la familiarisation avec les technologies de pointe. L'université est cofinancée par les entreprises et les étudiants sont de plus en plus orientés vers les filières répondant aux besoins de

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE (23)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

l'entreprise telle qu'établis par elle
– via notamment le financement de chaires. Ajoutons que l'université de marché n'est plus destinée à tous les étudiants: faisant écho notamment aux pamphlets publiés par des économistes ultralibéraux comme Richard Freeman ❸, les politiques publiques se fondent sur l'idée que la revalorisation des "filières techniques" doit primer sur l'accessibilité de l'université.

On perçoit bien comment de l'écurie des élites à l'usine de production des cadres, l'université a vu ses missions évoluer largement. Cependant, il faut noter que les universités sont partout en Europe, des "hybrides" entre ces trois modèles (même si elles tendent toutes à s'aligner sur le modèle "de marché"). L'action sociale des institutions doit donc s'analyser à la lumière des "tensions" entre ces trois conceptions de l'université.

LES MYTHES FONDATEURS

La reproduction des inégalités par l'enseignement supérieur se fonde sur plusieurs mythes fondateurs, autant de croyances socialement inculquées qui permettent de légitimer les mécanismes de domination interclassique — Pierre Bourdieu qualifie ce processus de violence symbolique **@**. Deux mythes se distinguent en particulier: l'intelligence et l'effort.

L'égalitarisme de façade des examens universitaires permet de faire croire que ceux qui échouent n'avaient pas les "capacités intrinsèques" de réussir: le discours dominant voudrait que tout le monde "n'a pas les capacités" pour faire l'université, tout le monde ne serait pas suffisamment "intelligent" et l'échec serait dû à une forme de "sélection naturelle" de type darwinienne. Vu que les étudiants issus du prolétariat sont les premiers touchés par l'échec, il apparaît rapidement évident que ce discours essentialiste n'a d'autre objet que de présenter comme légitime un mécanisme de sélection sociale. Les conventions

langagières et stylistiques des universitaires, comme les méthodes de mémorisation et de restitution constituent autant d'acquis dont l'école n'assure pas suffisamment la transmission: c'est donc la "culture familiale" qui assure ou non à l'étudiant d'être préparé à se "confronter" à l'examen universitaire. Ajoutons que les étudiants qui connaissent des universitaires peuvent plus facilement bénéficier d'explications complémentaires, se sentent à leur place dans les auditoires et réussissent bien plus vite à obtenir des "tuyaux" utiles à augmenter leur chance de succès... Le capital social, culturel et économique est un déterminant essentiel de la réussite universitaire, habilement déguisé en "sélection des mieux doués" pour rendre son impact acceptable par

épreuves terminales, à l'obtention d'un titre qui garantit une reconnaissance sociale. Dans cette approche, l'intérêt épistémique des études est délaissé au profit de l'utilité sociale du diplôme, symbole de l'appartenance à une élite. Largement influencée par les doctrines néolibérales qui promeuvent "l'égalité des chances" et la "responsabilisation individuelle", cette idée qu'il faut "souffrir" pour "arriver" est pourtant contradictoire avec l'idéal humboldtien d'université: la recherche scientifique est largement une affaire de "passion" pour un thème, un objet de recherche; l'enseignement lié à la recherche devrait donc être l'occasion de "communiquer" cette passion et non de faire "souffrir" les étudiants. Ajoutons enfin que les autorités académiques ellesmêmes, en réduisant les études

LES RÉFORMES INSTITUTION-NELLES ET PÉDAGOGIQUES RÉ-CENTES AUGMENTENT LARGE-MENT "L'ACCLIMATATION" DES PLUS NANTIS ET L'EXCLUSION DES ENFANTS DE PROLÉTAIRES."

L'effort constitue un autre mythe: pour réussir, il faudrait fournir "tous les efforts". Fondé sur l'idée que "si l'on veut, on peut", le discours méritocratique se caractérise aussi par sa totale absence de prise en compte des inégalités sociales, culturelles et économiques entre les étudiants et on concoit dès lors immédiatement son utilité pour justifier la reproduction des élites. Notons également que le concept de "plaisir d'apprendre" a déserté le discours universitaire dominant au profit d'une conception des études comme "rite de passage" permettant d'accéder au "Graal" du diplôme. On ne compte plus les discours de doyens et de recteurs mettant en avant les "nécessaires sacrifices" que demandent les études et qui lient le "plaisir" uniquement à la réussite des

à l'utilité sociale des diplômes, contribuent à justifier l'instrumentalisation de l'enseignement universitaire notamment à des fins de développement économique.

LA REPRODUCTION "2.0"

L'avènement de l'université de marché, usine de production des cadres, modifie les mécanismes de reproduction des inégalités par l'université. Je l'ai déjà mentionné, depuis 10 ans, les universités francophones de Belgique ont vu reculer de manière significative la part d'étudiants issus de milieux prolétaires. Si la part de financement - public - par étudiant inscrit a fondu de 10 % en vingt ans, la part de ce financement par diplômé a elle augmenté de 10 % sur la même période: la sélection des étudiants n'a jamais été aussi féroce qu'aujourd'hui.

Parallèlement, la dualisation des filières s'est largement aggravée: la proportion des étudiants boursiers inscrits dans plusieurs filières de sciences sociales et humaines a largement augmenté, alors qu'elle a chuté fortement dans plusieurs filières de sciences exactes et appliquées. La mobilité étudiante tant vantée pour justifier les réformes du système d'enseignement supérieur entreprises au nom du "Processus de Bologne" (séjours Erasmus et assimilables) souffre également d'un biais similaire, nombre d'étudiants issus des milieux moins favorisés n'envisageant même pas la possibilité d'un tel séjour. Le déploiement des filières d'enseignement supérieur en alternance voulu par le ministre Jean-Claude Marcourt poursuit un objectif clair à ce niveau: il vise en priorité les étudiants les moins nantis (qui constituent une maind'œuvre fournie à prix dérisoire et sans réelle protection de statut, une aubaine pour les industries concernées), instituant de fait une filière de relégation au niveau du supérieur.

À mesure que les inégalités économiques se creusent, que la précarisation du prolétariat postindustriel et de la classe moyenne inférieure s'intensifie, on observe des changements importants dans la population étudiante : de plus en plus d'étudiants travaillent pour payer leurs études, émargent au CPAS, sont usagers du chômage. Ces trois situations, par les contraintes qui leur sont propres, constituent évidemment des facteurs d'échec d'importance. À l'opposé, un nombre croissant bien que très réduit d'étudiants suivent plusieurs cursus universitaires d'affilée en organisant leur "shopping" entre les institutions européennes. Concrètement, la dualisation des filières accompagne la dualisation des populations étudiantes.

Dans le but d'étudier cette dualisation, j'ai rencontré entre septembre 2011 et mai 2012 des étudiants dont les origines se situent aux deux "extrémités" de l'échelle sociale (une vingtaine d'étudiants de chaque groupe). La déconnexion totale entre les réalités de ces deux groupes est absolument transparente par la simple mise en regard de ces entretiens.

Au sujet du choix d'options, Thomas, un étudiant issu d'une famille extrêmement fortunée et dont les deux parents sont universitaires explique:

"J'ai consulté mon père et lui a consulté ses amis, dont un professeur qui m'a tout de suite reçu dans son bureau pour me conseiller sur les options les plus porteuses."

À l'inverse, Gilles, un étudiant de la même filière mais issu d'une famille très précaire et dont les deux parents n'ont pas de diplôme du secondaire supérieur indique: "J'ai pris rendez-vous avec un conseiller d'orientation mais il m'a dit d'aller voir à la faculté et la secrétaire de la faculté m'a dit d'aller voir un conseiller d'orientation. Bon, en fait, j'ai un peu choisi au hasard en fonction du titre du cours."

Au sujet des examens, de la manière dont ils les préparent, là aussi, la différence est flagrante: Thomas: "D'abord, je vois avec les autres quelles sont les meilleurs résumés. Ensuite, j'ai demandé aussi conseil à mon parrain [ndlr: un étudiant plus âgé désigné par le cercle folklorique]. (...) J'ai eu des difficultés en physique, mais j'ai suivi une dizaine d'heures de cours avec un étudiant de Sciences. J'ai aussi dû prendre quelques rendezvous avec un assistant pour qu'il m'explique sa matière en Sciences éco."

Gilles: "J'ai eu certains syllabus un peu tard, il y a des profs qui ont pris du temps à les sortir. J'ai imprimé les Powerpoint sur l'université virtuelle, mais je n'avais que du noir et blanc, donc ce n'était pas très lisible! Puis j'avais mes notes, aussi, donc j'ai repris mes notes, surtout, j'ai fait du classement et voilà." Notons ici, outre l'évident isolement des étudiants plus précaires, le fossé créé par le recours au numérique – qui est pourtant la figure imposée des réformes pédagogiques. On peut multiplier les exemples à l'envi. Ces interviews s'avèrent en fait extrêmement instructives pour comprendre à quel point les réformes institutionnelles et pédagogiques récentes augmentent largement "l'acclimatation" des plus nantis et l'exclusion des enfants de prolétaires. Les mécanismes de reproduction se sont technicisés, multipliés et les dispositifs de "promotion de la réussite" eux-mêmes sont devenus des outils de sélection sociale. Je ne citerai qu'un seul exemple: la pédagogie par projet, censée contribuer à la réussite à l'université. Il s'agit généralement de la

il semble illusoire et il serait sans doute peu souhaitable que tout le monde passe par l'enseignement supérieur. Derrière cette assertion se pose en fait la question de l'abolition des différences entre classes sociales. Partir du principe de l'inaccessibilité "naturelle" de l'enseignement supérieur revient à considérer comme légitime la séparation des classes sociales.

Ma thèse est, à ce niveau, que l'inefficacité des dispositifs mis en place pour contrer les inégalités au sein de l'enseignement supérieur provient justement de l'acceptation implicite de cette séparation interclassique, préalablement à cette mise en place, et qu'il est dès lors impossible de concevoir des dispositifs efficaces pour contrer ces inégalités sans poser une question



ON VEUT DES COURS PAS CEUX DE LA BOURSE

puisse en savoir davantage, et qui, précisément parce qu'elle en saura davantage, puisse les dominer et les exploiter. ■

☼ Vermandele, C. et al. (2010) Profil des étudiants entamant des études universitaires et analyse des choix d'études. In Les Cahiers de recherche en éducation et formation, n° 78, UCL, Louvain-la-Neuve.

Freeman, R.B. (1976) The Overeducated American, Academic Press, New York.

Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1964). Les Héritiers. Les étudiants et la culture. Éditions de Minuit, Paris; Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1970). La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement. Éditions de Minuit, Paris.

 Bakounine, M. (1869), L'Instruction intégrale. In l'Égalité n° 28-31, Association internationale des travailleurs de la Suisse, Genève.

L'INEFFICACITÉ DES DISPOSITIFS MIS EN PLACE POUR
CONTRER LES INÉGALITÉS AU SEIN
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
PROVIENT DE L'ACCEPTATION IMPLICITE DE LA SÉPARATION DES
CLASSES SOCIALES, PRÉALABLEMENT À CETTE MISE EN PLACE."

réalisation d'un projet relativement ludique (par exemple, une machine, une expérience), par petits groupes encadrés épisodiquement par un enseignant. En réalité, les témoignages recueillis montrent que les différences en termes de ressources (matériel, temps, conseils) mobilisables par les étudiants sont telles, en fonction de leur capital social, culturel et économique, que ces "projets", plus encore que des cours ex cathedra, contribuent à sélectionner les étudiants issus des classes dominantes!

EN GUISE DE CONCLUSION

Lors de conférences ou à la suite d'articles tels que celui-ci, il n'est pas rare que je sois interpellé dans les termes qui suivent: après tout, bien plus fondamentale: en la matière, et j'en conclurai par là, c'est sans doute Bakounine • qui a le mieux résumé la disjonction évidente entre accommodements marginaux condamnés à l'échec et nécessaire refonte "en profondeur" du système éducatif...

On comprend maintenant pourquoi les socialistes bourgeois ne demandent que de l'instruction pour le peuple, un peu plus qu'il n'en a maintenant et que nous, démocrates-socialistes, nous demandons pour lui l'instruction intégrale, toute l'instruction, aussi complète que la comporte la puissance intellectuelle du siècle, afin qu'au-dessus des masses ouvrières, il ne puisse se trouver désormais aucune classe qui

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE (25)



Démocratie: pas pour les pauvres?

"La nation entière a le droit de connaître la conduite de ses mandataires. Il faudrait, s'il était possible, que l'assemblée des délégués du peuple délibérât en présence du peuple entier." Maximilien Robespierre, Sur la Constitution à donner à la France, discours prononcé devant la Convention le 10 mai 1793.

Une fois les élections passées, que font les élus communaux du mandat qui leur a été confié? C'est par les médias et le tissu associatif que le citoyen peut en être informé. Ainsi, il n'est pas rare qu'un comité de quartier, une association, un club sportif local... attire l'attention du public sur une question de compétence communale, suscite sa mise à l'ordre du jour du conseil communal, invite les habitants à assister au débat et la presse locale à rendre

EN WALLONIE ET À BRUXELLES, LA GESTION DES CPAS S'EFFECTUE DANS L'OPACITÉ LA PLUS TOTALE. LE CSCE SOUHAITE DONC L'OUVERTURE AU PUBLIC DES DÉBATS GÉNÉRAUX DES CENTRES PUBLICS D'ACTION SOCIALE... [©]

Arnaud LismondPrésident du CSCE

politique la commune développe-telle et quels efforts fournit-elle pour lutter contre la pauvreté et "garantir le droit à la dignité humaine"? Des choix politiques essentiels sont faits, mais dans une opacité totale. Pourquoi?

OMERTA

C'est que la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 (qui confie aux conseils de l'action sociale, composés de mandataires désignés par le conseil communal de régler tout ce qui est autres, pourrait faire l'objet d'une demande de révocation.

Si cette obligation de secret est totalement légitime lorsqu'il s'agit de dossiers concernant des personnes à titre individuel, au motif que leur vie privée n'a pas à être exposée sur la place publique, elle ne l'est plus du tout lorsque ce secret est étendu aux débats généraux. C'est ainsi que les conseils communaux font bien la distinction, accordant la publicité aux uns et le huis clos aux autres. Cependant, en Wallonie et à Bruxelles, la gestion des CPAS reste considérée comme un "secret d'État" à préserver et qui doit échapper au véritable débat démocratique.

AU NIVEAU DES CPAS, DES CHOIX POLITIQUES ESSENTIELS SONT FAITS, MAIS DANS UNE OPACITÉ TOTALE."

compte des positions adoptées par les différents élus et groupes politiques. Au-delà de l'élection, les citoyens peuvent de cette façon participer aux décisions, ou à tout le moins au contrôle de l'action des mandataires qu'ils ont élus.

Mais cela ne se produit jamais concernant les matières qui relèvent de la compétence des CPAS. Pourtant, il s'agit bien d'enjeux démocratiques locaux essentiels: quelle de la compétence du CPAS) prévoit que les réunions de ces conseils "se tiennent à huis clos" (art. 31). Non seulement les citoyens ne peuvent assister aux réunions du conseil de l'action sociale, ni les journalistes y être présents, mais encore l'ensemble des débats y sont placés sous le sceau du secret. Un mandataire qui lèverait le voile sur ces délibérations, en évoquant publiquement (par exemple, dans la presse) les positions des uns et des

UNE DEUXIÈME FOIS EXCLUS

À côté d'autres revendications relatives aux CPAS, comme le relèvement des allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, la suppression du statut de cohabitant, le refus de la contractualisation de l'aide, le Collectif solidarité contre l'exclusion plaide depuis de nombreuses années pour l'ouverture au public des débats généraux des CPAS.

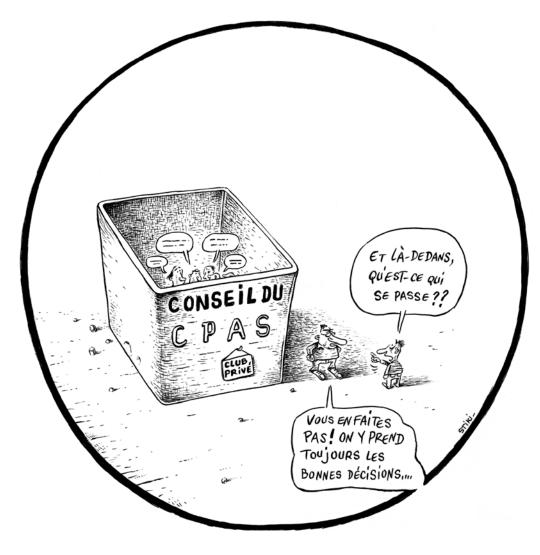
C'est que l'absence de contrôle et de débat public effectif sur la

gestion des CPAS est selon nous très négative pour les usagers des CPAS. L'exclusion du débat public redouble et renforce l'exclusion économique dont les pauvres sont déjà victimes. Bien sûr, nous savons bien qu'il ne suffit pas de lever ce huis clos pour modifier fondamentalement les politiques menées, mais nous pensons que cela peut contribuer à réintégrer la lutte contre la pauvreté, dans son aspect le plus direct et concret, au sein du débat public. En outre, nous sommes persuadés que l'opacité sur leur gestion favorise les dysfonctionnements des CPAS en empêchant l'opposition de faire entendre publiquement ses critiques éventuelles. Inversement, l'action des élus ou présidents de CPAS les plus ambitieux et dynamiques est injustement tenue dans l'ombre.

DÉJÀ EN FLANDRE DEPUIS DIX ANS

La compétence pour modifier cette disposition est aujourd'hui régionalisée. C'est ainsi que, depuis 2002, la Flandre a ouvert les portes des conseils de ses CPAS. Mais ce n'est toujours pas le cas ni à Bruxelles ni en Wallonie.

Interpellés par nos soins en 2007 sur ce sujet, tant Écolo que le cdH



et le PS semblaient se positionner en faveur de l'ouverture des débats généraux des CPAS. En particulier, l'Institut Émile Vandervelde nous écrivait à l'époque, en réponse au courrier que nous avions adressé au président du PS: "Après avoir progressé dans la coopération et la transparence en assurant la présence du président du CPAS au conseil communal, nous pouvons accéder pleinement à cette demande d'ouverture démocratique des conseils de l'aide sociale. Comme vous, nous émettons cependant une restriction pour les décisions et discussions qui concernent directement des individus, qu'ils soient usagers ou membres du personnel. Nous sommes donc disposés à émettre ou à nous associer à un texte légal érigeant ce principe en réalité."

Hélas, les déclarations favorables n'ont pas été suivies d'actes qui les concrétisent. En 2003, les députés Écolo D. Braeckman (Parlement bruxellois) et L. Tieberghien (Parlement wallon) avaient déposé des propositions législatives à ce sujet, mais depuis lors, plus aucune initiative concrète n'a été prise en ce sens. Les accords de majorités régionales de 2009, pourtant placés sous le signe de la "bonne gouvernance", n'hésitaient pas à s'engager à "donner aux citoyens la possibilité d'assister aux assemblées générales de leurs intercom-

sauf pour les cas relevant par essence du huis clos, à ce qu'il y ait une publicité des débats au sein du CPAS. Généralement, les montants brassés par le CPAS sont assez importants, peuvent parfois même être équivalents à ceux de la commune en fonction de la taille des CPAS. Il n'est donc pas

EN WALLONIE ET À BRUXELLES, LA GESTION DES CPAS RESTE CONSIDÉRÉE COMME UN 'SECRET D'ÉTAT'."

munales et de pouvoir y inscrire un point à l'ordre du jour selon des modalités à définir" ou à "la généralisation de la mise en ligne des ordres du jour des conseils communaux et des documents budgétaires", mais ils ont ignoré la question de la publicité des CPAS.

Plus récemment, en juin 2011, le député MR wallon Jean-Luc Crucke interpellait le ministre des Pouvoirs locaux à ce sujet: "Je suis de ceux qui pensent qu'on aurait intérêt,

démocratiquement normal qu'il n'y ait pas un débat sur les grandes décisions prises au sein des CPAS. Je dis bien que cela ne concerne pas les décisions qui relèvent des personnes qui doivent bénéficier du huis clos pour pouvoir être prises intelligemment. [...] Je vous le dis sans aucun esprit polémique, allez voir les programmes des trois partis de la majorité lors des élections: le PS, le cdH et Écolo prévoyaient cette publicité des débats. Ceux qui ne s'étaient pas

exprimés sur le sujet, c'étaient les libéraux. Je n'ai pas de problème à vous dire que j'y suis favorable. À l'époque, tous les trois, vous aviez dit que vous y étiez favorables. C'est une réforme qui peut encore venir ultérieurement..." La question est donc encore ouverte.

APPEL À PARLEMENTAIRE DÉMOCRATE ET COURAGEUX

Mais pour marquer cette avancée, il faudrait que les partis politiques passent outre l'hostilité de certains présidents de CPAS qui, habitués au huis clos, sont opposés à l'ouverture de leur conseil.

L'argument invoqué par ceux-ci est que « tout s'y passe très bien » et qu'il est inutile d'ouvrir les portes « parce qu'il n'y a presque jamais de débats généraux » au sein de leur conseil... Mais c'est justement là, selon nous, que se trouve un des problèmes du huis clos!

Le Collectif solidarité contre l'exclusion (re)lance donc un appel aux partis politiques ainsi qu'aux parlementaires régionaux démocrates et progressistes pour le dépôt d'une proposition législative organisant l'ouverture au public des débats généraux des CPAS, et pour exiger sa mise à l'ordre du jour parlementaire.

Certes, notre poids politique et celui des usagers des CPAS sont dérisoires face à celui de certains présidents de CPAS. Nous interpellons donc les parlementaires wallons et bruxellois: mais si vous (ou votre parti) pensez que le jeu du contrôle démocratique et de la participation doit également s'appliquer aux CPAS, alors ayez un peu de courage et posez sans attendre les actes législatifs qui traduisent cette ambition... Y aurat-il un parlementaire ou un parti courageux qui déposera une proposition législative et imposera sa discussion et son vote sous cette législature? Nous ne manquerons pas d'en rendre compte dans ces colonnes. À suivre. ■

② Cet article a été écrit pour la revue Politique, dans laquelle il donnera lieu à une réponse d'un mandataire politique.

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE



Les travailleurs pauvres, une "activation" méconnue dans les CPAS

INTRODUCTION

Quand on évoque l'activation par l'emploi des bénéficiaires du droit à l'intégration sociale (DIS) on pense le plus souvent aux dispositifs dits article 60 et article 61.

C'est oublier que de nombreux bénéficiaires du DIS travaillent tout en bénéficiant d'un revenu d'intégration (RI), partiel dans ce cas là, avec ou sans exonération pour premier emploi **(A)**.

Ces travailleurs soit arrivent au CPAS parce que leur situation professionnelle et/ou familiale a changé, soit parce qu'ils sont bénéficiaires du RI et, encouragés, "poussés dans le dos" ou d'euxmêmes trouvent un emploi plus ou moins bien payé.

Exemples concrets:

- une mère avec un enfant à charge et travaillant dans le secteur des titres-services à mi-temps se sépare de son compagnon (qui avait un revenu) ; elle vient demander un RI (partiel) au CPAS.
- Un travailleur en intérim vivant seul voit le nombre d'heures qu'il preste considérablement réduit (ne serait-ce que pour une courte période) ; il vient demander un RI (partiel) au CPAS.
- Un jeune bénéficiaire du RI pendant son stage d'attente (aujourd'hui stage d'insertion) trouve un emploi à temps partiel ou une formation en alternance; le CPAS adaptera le RI versé en fonction de la hauteur du salaire.
- La compagne/ le compagnon d'un(e) bénéficiaire d'un RI au taux ménage trouve quelques heures en intérim; le CPAS adaptera le RI versé en fonction de la hauteur du salaire.

À PARTIR DE DONNÉES RELATIVES AU CPAS DE NAMUR, LE PRÉSENT ARTICLE ABORDE LA QUESTION DES BÉNÉFICIAIRES DU DROIT À L'INTÉGRATION SOCIALE QUI TRAVAILLENT TOUT EN RECEVANT UN REVENU D'INTÉGRATION PARTIEL, AVEC OU SANS EXONÉRATION POUR PREMIER EMPLOI.

Philippe Defeyt Économiste, président du CPAS de Namur

Dans la réalité, rien n'est jamais simple. Outre la situation qui vient d'être évoquée (adaptation du montant du RI versé suite à un travail effectué par un autre membre du ménage), il faut tenir compte de ce que certains bénéficiaires du RI ont 3 types de revenus: un salaire, un RI partiel et (au moins) une autre allocation sociale (par exemple une allocation de chômage).

DONNÉES NAMUROISES ®

Pour commencer à appréhender cette réalité, la suite de cette note donne quelques statistiques pour le CPAS de Namur.

Les statistiques qui suivent concernent les bénéficiaires du RI ou de l'aide équivalente qui ont bénéficié au moins une fois d'un revenu du travail au cours des trois derniers mois précédant le relevé (fait au début du mois de mars 2012). On a exclu de l'analyse les salaires touchés par les étudiants. Au total, en mars 2012, il y avait 94 personnes correspondant à ce critère, dont 71 bénéficiaires du RI et 23 bénéficiaires de l'aide équivalente. Ces populations représentent respectivement 3,9 % du nombre total des bénéficiaires du RI (déduction faite des étudiants et des 65 ans et plus) et également 3,9 % du nombre total des bénéficiaires de

l'aide équivalente **©**. On trouvera ci-après quelques caractéristiques de ces travailleurs pauvres.

Répartition par genre

	RI	Aide éq.	Total
Femmes	55,00%	58,00%	56,00%
Hommes	45,00%	42,00%	44,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%
Nombre	71	23	94

Répartition par âge

	RI	Aide éq.	Total
< 25 ans	23,00%	32,00%	25,00%
25 – 49 ans	63,00%	68,00%	65,00%
50 ans et +	13,00%	0,00%	10,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%
Nombre	71	23	94

Répartition par type de contrat

	RI	Aide éq.	Total
Contrat à temps partiel	73,00%	84,00%	76,00%
(dont Titres-services)	20,00%	42,00%	25,00%
Intérim	16,00%	11,00%	15,00%
Formation (RAC, CEFA)	11,00%	5,00%	9,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%
Nombre	71	23	94

Répartition par secteur d'activité

	RI	Aide éq.	Total
HORECA	30,00%	40,00%	32,00%
Nettoyage	21,00%	40,00%	26,00%
Vente	17,00%	0,00%	13,00%
Autres	32,00%	20,00%	29,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%
Nombre	71	23	94

Les données disponibles permettent encore de préciser que le pourcentage de travailleurs pauvres dans la population des bénéficiaires du RI est supérieur à la moyenne dans la catégorie des 25-49 ans et plus élevé pour les femmes que pour les hommes.

Proportion de travailleurs pauvres bénéficiant du RI par catégorie d'âge et par genre

Par âge			
< 25 ans	3,60%		
25 – 49 ans	4,60%		
50 ans et +	2,40%		
Total	3,90%		
Par genre			
Femmes	4,20%		
Hommes	3,50%		
Total	3,90%		

Enfin, le tableau suivant montre toute l'importance absolue et relative des revenus salariaux.

CONCLUSIONS

Cette forme d'activation est peu connue.

Elle représente – au CPAS de Namur en tout cas – un pourcentage relativement faible des bénéficiaires du RI et de l'aide équivalente. Elle représente néanmoins un peu moins de la moitié du nombre total des remises au travail "classiques" (article 60, article 61, SINE...).

Mais elle s'ajoute à d'autres formes d'activation: remises au travail, études, stages, formations et diverses formes d'insertion socio-professionnelle, pour contribuer à donner une image plus positive de la volonté de s'en sortir de nombre de personnes aidées par le CPAS.

Il s'agit d'un travail exploratoire. Deux raisons au moins pour aller plus loin:

Les salaires – moyennes et importance relative

	RI	Aide éq.	Total
Montant moyen du salaire – en €/mois	481	570	502
% du salaire dans le revenu total	49,70%	53,90%	50,80%

IL EST À CRAINDRE QUE CE TYPE D'ACTIVATION SOIT UN FREIN À UNE INSERTION DURABLE ET CONVENABLE."

premièrement, il serait intéressant d'étudier de plus près le parcours de ces personnes, notamment pour savoir si ce qu'elles acceptent ou sont contraintes d'accepter comme contrat de travail favorise ou décourage une insertion socioprofessionnelle qui permet de sortir totalement et durablement du CPAS. Il est à craindre, cependant, que ce type d'activation soit un frein à une insertion durable et convenable.

Deuxièmement, il est à craindre que le nombre de personnes concernées soit appelé à augmenter à l'avenir si devait se mettre en place en Belgique une politique de mini-jobs, à l'instar de ce qui se fait en Allemagne, comme l'envisagent certains. Par ailleurs, cette forme d'activation pose très clairement la question des pièges à l'emploi. Avec ou sans exonération pour première expérience professionnelle, il n'est financièrement pas intéressant pour un bénéficiaire du RI ou de l'aide équivalente de se (re)mettre à travailler. Tout au plus cela peut-il l'être un peu pour une personne qui bénéficie de cette exonération et qui gagne (en net) moins de 229,95 €/mois, ce qui n'est pas grand-chose!

Il s'agit donc, au-delà de ce seuil, d'une taxation à 100 % de tout revenu professionnel additionnel. Un tel taux de taxation est inacceptable! ■

② On appelle exonération pour premier emploi le mécanisme qui prévoit que le revenu du travail n'est pas "taxé" à 100 % par une baisse équivalente du RI (voir encadré pour un peu plus de précisions). Cette réalité peut aussi concerner les bénéficiaires de l'aide équivalente au RI.

① Univers de référence – CPAS de Namur (début 2012)
Nombre de bénéficiaires du RI: 2 165
Nombre d'étudiants: 260
Nombre de bénéficiaires hors étudiants et plus de 65 ans: 1 851
Nombre de bénéficiaires de l'aide équivalente: 581
Bénéficiaires d'une (re)mise au travail: 204 dont 179 articles 60.

Ø On aurait pu s'attendre à ce que le pourcentage de travailleurs pauvres parmi les bénéficiaires du RI soit supérieur à celui observé parmi les bénéficiaires de l'aide équivalente, dans la mesure où l'accès au travail est pour ces derniers plus difficile. Certes, mais c'est pour eux le plus souvent la seule possibilité de travailler alors que les bénéficiaires du RI ont un accès plus facile à divers dispositifs dont les article 60 et article 61.

Article 35

L'ARTICLE 35 DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 11 JUIL-LET 2002 PORTANT RÈGLEMENT GÉNÉRAL EN MATIÈRE DE DROIT À L'INTÉGRATION SOCIALE

Lorsqu'un bénéficiaire du RI ou de l'aide sociale financière équivalente travaille, ses revenus professionnels sont pris en compte pour le calcul du montant auquel il a droit. Si ses revenus sont inférieurs au RI de sa catégorie, il a droit à un RI complémentaire. Les revenus professionnels ne sont pas pris en compte intégralement: une exonération forfaitaire sur le montant à prendre en considération peut être appliquée sous certaines conditions et pour une durée limitée.

L'article 35 détermine quels revenus professionnels sont partiellement exonérés pour le calcul du montant du RI. Le montant de l'exonération est le même pour les trois catégories de bénéficiaires (personne cohabitante, personne isolée, famille avec enfant à charge). Il s'élève au 1er février 2012 à 229,95 €/ mois pour la majorité des bénéficiaires (à l'exception des étudiants boursiers pour lesquels il s'élève à 64,14 €/mois). Il est lié à l'index.

Un bénéficiaire n'a droit à l'exonération que s'il commence le travail après avoir été admis au bénéfice du RI. Un demandeur qui travaille déjà au moment où il introduit sa demande au CPAS ne bénéficie pas de l'article 35: l'entièreté de ses revenus professionnels sont déduits du montant du RI, sauf l'immunisation article 22.

En effet, à cette exonération des revenus professionnels s'ajoute l'exonération des autres revenus qui est réglée par l'article 22 de l'arrêté royal d'application de la loi de 2002. En vertu de cet article, tous les revenus pris en compte pour le calcul du RI, y compris donc les revenus professionnels, sont immunisés à raison de 12,92 € par mois pour les cohabitants, 20,83 € pour les isolés et 25,83 € pour les personnes avec famille à charge. Ces montants sont restés inchangés depuis 1974. Ils n'ont jamais été augmentés et ne sont pas liés à index.

L'exonération est appliquée sur l'ensemble des revenus cumulés et s'ajoute à l'exonération des revenus professionnels en vertu de l'article 35.

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE



Chasse aux Pauvres: l'offensive du gouvernement tripartite

"Il y a beaucoup d'abus." S'agissant des chômeurs ou des bénéficiaires du revenu d'intégration, voilà une conviction solidement ancrée dans une partie importante de l'"opinion publique». Conviction qui est, faut-il le dire, soigneusement entretenue par une certaine presse et par des prises de position politiques récurrentes venant de tous bords.

SOUS PRÉTEXTE DE LUTTE CONTRE LA "FRAUDE SOCIALE", LE **GOUVERNEMENT S'ATTAQUE AUX PERSONNES ÉMARGEANT AU** CPAS... UNE POLITIQUE ANTISOCIALE MENANT À L'EXCLUSION.

Bernadette Schaeck

DAS (Association de défense des allocataires sociaux)

trucs et ficelles - plus ou moins légaux - pour échapper à la fiscalité. En a-t-il la volonté? Le fait que

sures prises par le gouvernement Di Rupo, sont destinées à sauver le système. Il s'agit pourtant là

LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE **EN CPAS: LOIN DE SAUVER LE SYS-**TÈME, CE CHOIX ABOUTIT À DES MESURES ANTISOCIALES ET À DES **EXCLUSIONS INJUSTIFIÉES."**

Côté presse, outre les journaux qui nous ont habitués à nous le servir jusqu'à l'écœurement, le récent dossier du journal Le Soir sur les "chômeurs profiteurs" en est un exemple particulièrement nauséabond.

Côté politique, la conférence de presse du 11 mai dernier a apporté beaucoup d'eau au moulin qui alimente cette conviction. Pas moins de cinq ministres, dont le Premier, ont clamé haut et fort leur détermination à resserrer la traque à la fraude sociale. Pas moins de cent mesures, qui, on va voir ce qu'on va voir, vont être d'une efficacité redoutable.

De lutte contre la grande fraude fiscale et contre les spéculateurs. il n'est pas question. Le fisc n'a d'ailleurs pas la possibilité de s'y attaquer tant les grands fraudeurs disposent d'un nombre illimité de

tout continue comme avant la crise financière prouve le contraire.

Alors, reste le grand nombre, les gagne-petit, sur lesquels on a les moyens de s'acharner.

LUTTER CONTRE LES ABUS POUR SAUVEGARDER LE SYS-TÈME?

"Il est essentiel que l'aide sociale profite aux personnes qui en ont réellement besoin." 3 "L'abus tue le droit." @ "La fraude sociale (...) met en péril l'ensemble du processus de solidarité."

Autant de formules ressassées à l'envi qui ont l'apparence d'une évidence. Alors que rien n'est moins évident.

La ministre de l'Emploi, Monica De Coninck, explique, par exemple, que la dégressivité renforcée des allocations de chômage, la suppression des allocations d'attente après trois ans, toutes ces mede l'attaque la plus forte depuis la guerre contre le régime d'indemnisation des chômeurs. Il en va de même pour les CPAS, pas tous néanmoins, qui ont choisi

de faire de la lutte contre la fraude un axe essentiel de leur politique. Loin de sauver le système, ce choix aboutit inévitablement à des mesures antisociales et à des exclusions injustifiées.

Entendons-nous bien. Il est normal que le CPAS examine si les conditions d'octroi du revenu d'intégration sont remplies. Et il le fait. Il dispose d'ailleurs pour cela de pouvoirs très (trop!) étendus. Il a légalement accès aux données de la BCSS (Banque carrefour de la sécurité sociale) qui permettent de savoir si une personne perçoit des revenus provenant d'un travail ou une allocation sociale. Il a accès aux données du registre national (composition de famille, domiciliation, statut de séjour, état civil...),

QUAND LA SUSPICION EST ÉRIGÉE EN RÈGLE, S'INSTALLE UN ENGRENAGE FATAL, INÉVI-TABLE, VERS LE NON-RESPECT **DES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES."**

QUI DIT PRIORITÉ À LA LUTTE **CONTRE LA FRAUDE DIT CONTRÔLE RENFORCÉ**

Tout demandeur d'aide (ou bénéficiaire) devient ainsi un fraudeur en puissance. Quand la suspicion est la règle, l'ouverture (ou le maintien) du droit est soumise à une série d'exigences qui outrepassent le contrôle des conditions légales d'octroi.

du cadastre, des contributions en cas d'enquête sur les ressources des débiteurs d'aliments. Et, cerise sur le gâteau, depuis 2002, il peut même solliciter des informations des "institutions financières", entendez les banques. Il y a également croisement des

données entre le SPP Intégration sociale et l'Office des étrangers. Dans la plupart des CPAS, même s'il ne s'agit pas là d'une obligation légale, les travailleurs sociaux effectuent une visite à domicile à titre de vérification de la résidence.

À tout cet arsenal, s'ajoutent encore les mesures déjà prises dans le cadre du Code pénal social (dont certaines doivent encore trouver une application concrète aux bénéficiaires des CPAS). Par exemple, un inspecteur social peut, en cas de suspicion de fraude, obtenir des informations directement auprès des fournisseurs d'énergie qui sont obligés de les lui fournir **④**.

Les bénéficiaires du revenu d'intégration (ou de l'aide sociale financière équivalente) sont parmi les allocataires sociaux les plus surveillés! Ceux dont la vie privée est la moins respectée.

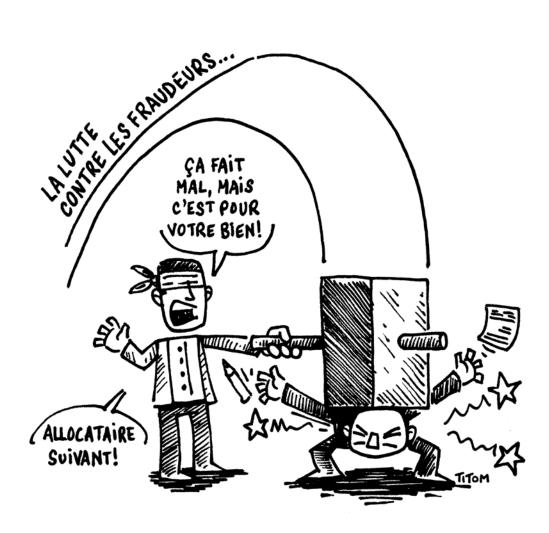
Mais lorsque la suspicion devient la règle, il n'y a jamais assez de contrôles. Tout devient permis. Il n'y a plus de limites. Y compris déontologiques: même la collaboration directe avec la police est avouée, pire: revendiquée! (Voir encadré, "Liège: le CPAS collabore avec la police".)

PAS DE PITIÉ POUR LES GUEUX

Dans la lutte contre la fraude, la suspicion généralisée risque d'aboutir à une forme d'acharnement

Par exemple, si un bénéficiaire déclare avec retard une activité professionnelle, même très minime, on considère qu'il avait l'intention de tricher. S'il a une fiche de paie qui ne correspond pas au contrat de travail théorique, on considère qu'il a triché. Le CPAS exige que l'allocataire fournisse des documents aussi inutiles qu'impossibles à obtenir •.

Et tout cela est sanctionné parfois lourdement. Par des suspensions de paiement non notifiées ni motivées, par la non-application de l'immunisation des revenus professionnels **(3)**, par la déduction de revenus non réellement perçus, par des sanctions administratives sinon pénales.



La récupération par les CPAS des sommes perçues "frauduleusement" se fait parfois à la hussarde, au mépris des dispositions légales. Certains CPAS exigent la signature d'une reconnaissance de dette (c'est pourtant illégal) avant même qu'une notification avec calcul de l'indu soit envoyée à la personne. Un véritable chantage s'installe alors: si la personne refuse de signer la reconnaissance de dette, le paiement est supprimé.

Il n'y a plus de petites ou de grandes fraudes: toutes sont

traitées sans pitié de la même manière.

Haro sur les CPAS? Nous ne les mettons pas tous dans le même sac. Mais les témoignages que nous recevons régulièrement, preuves à l'appui, sont acca-

Liège: le CPAS collabore avec la police

La note de politique générale du CPAS de Liège ① trace deux grandes orientations pour 2012: rigueur budgétaire et lutte contre la fraude sociale. Afin de lutter contre la fraude, la collaboration avec la police est institutionnalisée.

"Plusieurs rencontres ont eu lieu entre les chefs de nos antennes sociales et les commissariats de quartier. Grâce à ces réunions, les agents des deux institutions se connaissent mieux, les collaborations ont été accrues et parfois de nouveaux problèmes se révèlent. Ces réunions sont appelées à devenir récurrentes." ①

Cela pose pourtant de sérieux problèmes déontologiques et politiques!

Quels renseignements les responsables d'antenne de quartier donnent-ils à la police? Quels renseignements les commissaires de police donnent-ils aux responsables "sociaux"? Quel cadre a été fixé pour baliser l'échange de données? Quel contrôle l'administration du CPAS et ses mandataires politiques (les conseillers) exercent-ils sur la pratique d'échanges de données?

Certaines collaborations entre le CPAS de Liège et la police ont certes déjà existé auparavant. Elles étaient ponctuelles, par exemple pour préparer des opérations de contrôles musclés de "marchands de sommeil", ou plus récemment pour réaliser les "tornades blanches" censées débarrasser la ville des incivilités et mettre au pas et au cachot les mendiants récalcitrants ①.

À présent, au nom de la lutte contre la fraude, la collaboration entre le CPAS et la police est récurrente, annoncée publiquement et revendiquée. Sans détours et sans gêne.

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE

(31)



blants. Ils démontrent que quand la suspicion est érigée en règle, s'installe un engrenage fatal, inévitable, vers le non-respect des droits fondamentaux des personnes.

À tant traquer les fraudes, les CPAS qui pratiquent ce "sport" en arrivent à se mettre eux-mêmes dans l'illégalité, se rendant coupables d'une "fraude sociale" inversée.

UN TRAVAIL SOCIAL DÉNATURÉ ET CONFISQUÉ

Dans pareil climat, il est clair que ce qui est demandé aux travailleurs sociaux n'est plus du travail social mais du contrôle. Pas de compassion, mais de la répression. Tous heureusement ne s'y soumettent pas. Mais tous subissent une forte pression. Et quand survient une évaluation qui va décider de leur échelle barémique, de leur affectation à un autre poste souhaité. ou tout simplement du maintien de leur contrat de travail, ils savent que les plus récalcitrants à une politique répressive ne seront pas les mieux cotés!

Travail social dénaturé, disionsnous. Mais aussi parfois confisqué.
Quand par exemple leurs responsables (voir encadré "La position
des fédérations des CPAS sur la
lutte contre la fraude") collaborent
avec les commissaires de police
en l'absence de tout contrôle, ce
sont les fondamentaux de leur
travail que l'on confisque aux
travailleurs sociaux, à savoir la
relation de confiance avec l'usager

et le secret professionnel. La déontologie tombe aux oubliettes!

place des mesures de régression actuelles et à venir.

À TANT TRAQUER LES
FRAUDES, LES CPAS EN ARRIVENT
À SE METTRE EUX-MÊMES DANS
L'ILLÉGALITÉ, SE RENDANT COUPABLES D'UNE "FRAUDE SOCIALE"
INVERSÉE."

UN ENJEU POLITIQUE PLUS QUE FINANCIER

Face aux mesures d'austérité prises par le gouvernement (et ce n'est qu'un tout début), les décideurs politiques veulent prouver qu'ils contrôlent au mieux l'argent public, qu'il n'y a pas de gaspillages, que les sommes disponibles sont consacrées à ceux "qui en ont le plus besoin". Cela permet de faire passer plus facilement la pilule de l'austérité imposée au plus grand nombre.

Enfin, le battage médiatique autour de la fraude ne peut que rendre plus difficile encore la résistance des usagers des CPAS et la solidarité entre eux. En effet, pour l'allocataire isolé, non syndiqué, non organisé, les autres usagers risquent d'être perçus comme des concurrents qui, s'ils fraudent, mettent en péril le maintien de son revenu de survie.

S'agissant des bénéficiaires du revenu d'intégration, l'augmenta-

TRAVAILLEURS SOCIAUX N'EST PLUS DU TRAVAIL SOCIAL MAIS DU CONTRÔLE. PAS DE COMPASSION, MAIS DE LA RÉPRESSION."

Dénoncer la fraude sociale a sans aucun doute aussi pour objectif, en distillant goutte à goutte le poison de la suspicion à l'égard des allocataires sociaux, de rendre plus difficile la solidarité à leur égard et donc plus facile la mise en tion de leur nombre est souvent annoncée en des termes catastrophistes. On parle le plus souvent d'"explosion". Un terme qui désigne un événement effrayant. On agite la crainte que les CPAS ne disposeront plus à l'avenir des moyens nécessaires pour payer les revenus d'intégration. Cela permet de justifier des mesures sévères afin que les moyens limités soient réservés à "ceux qui le méritent".

L'enjeu de la lutte contre la fraude aux allocations est donc politique plus que financier. Les propos de Maggie De Block, ministre de l'Intégration sociale, lors de la conférence de presse donnée par les cinq ministres le 11 mai dernier le confirment. "Les futures récupérations d'allocations ou d'aides sociales ne sont pas énormes. Il n'empêche: il est essentiel que l'aide sociale profite aux personnes qui en ont réellement besoin."

"EXTRAIRE DE LA PAUVRETÉ" EN ENFONÇANT DANS LA MISÈRE?

Le gouvernement Di Rupo a osé annoncer qu'il se fixait comme objectif d'"extraire 380 000 personnes de la pauvreté" (1), auquel Maggie De Block ajoute celui de "supprimer la pauvreté infantile". En enfoncant dans la misère les milliers de chômeurs dont la dégressivité renforcée des allocations prendra cours en novembre? En excluant des allocations tous les bénéficiaires d'allocations d'attente (rebaptisées allocations d'insertion) après trois années de perception? Supprimer la pauvreté des enfants en précipitant leurs parents dans la grande précarité?

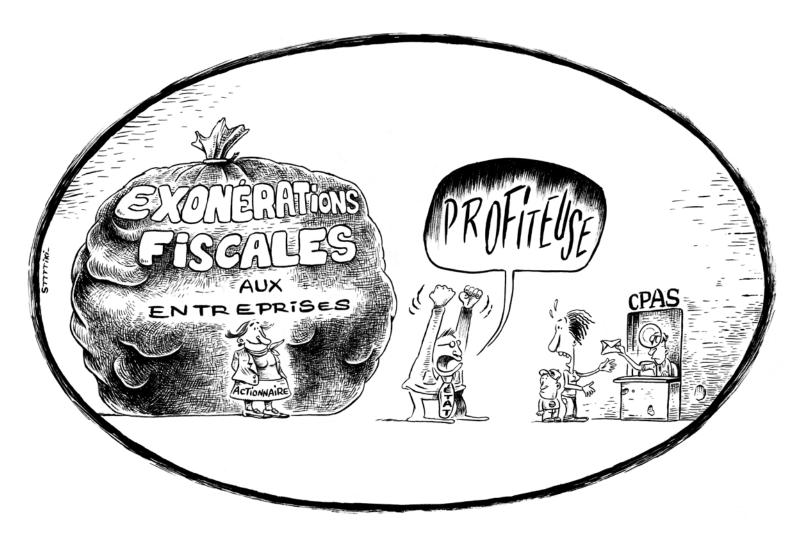
La ministre de l'Intégration sociale, reprenant à son compte cette fallacieuse promesse, ne propose pas l'ombre d'un moyen crédible pour parvenir à cet objectif. À peine envisage-t-elle d'indexer, "en fonction des possibilités budgétaires" **①**, les allocations sociales les plus basses!

Nous lui suggérons trois mesures (liste non exhaustive!) : le relèvement du revenu d'intégration (et de toutes les allocations sociales) au niveau du "seuil de pauvreté" ; la suppression du taux cohabitant dans tous les régimes d'aide sociale et de sécurité sociale; et

La position des fédérations des CPAS sur la lutte contre la fraude

Dans sa lettre d'informations d'avril 2012, la Fédération des CPAS wallons rend compte de la position des trois fédérations (wallonne, bruxelloise et flamande) telle qu'exposée à la ministre De Block.

La lutte contre la fraude y est qualifiée de "devoir civique" qu'il incombe de remplir "chacun à son niveau et dans ses capacités". Les CPAS refusent tout incitant financier qui serait lié à la lutte contre la fraude (quelqu'un(e) y avait donc pensé?) sauf s'il s'agit d'accompagnement et de prévention (mais où commence la prévention et qu'entend-on par accompagnement?). Ils refusent également que le rapport social électronique (destiné à se généraliser et à être transmis d'un CPAS à l'autre en cas de changement de résidence du bénéficiaire) soit un outil au service de la lutte contre la fraude. Ils exigent enfin que chaque CPAS reste maître de choisir le dispositif adéquat de lutte contre la fraude.



plus spécifiquement pour les bénéficiaires des CPAS, une exonération des revenus socioprofessionnels beaucoup plus favorable que ce n'est le cas actuellement **①**.

Cela relèverait considérablement le niveau de vie des plus pauvres. Cela permettrait à ceux qui, à chaque fin de mois, se posent la question de la survie, de ne plus être exposés à une répression aveugle, véhicule de précarité accrue. Et si l'on nous objecte que cela fera des moyens financiers en plus à trouver, nous dirons simplement qu'à problème politique, réponse politique: l'argent existe, c'est une question de choix politique.

- Noir Ensemble n° 74, Desbonnet D., "Les chômeurs sont des profiteurs. Quand Le Soir participe à la curée", pp. 16-21.
- ② Le Soir, samedi 12 et dimanche 13 mai 2012, conférence de presse interministérielle du 11 mai.
- Affirmation maintes fois entendue de la part du président de la Fédération des CPAS wallons, C. Emonts.
- O Note de politique générale Intégration sociale, page 43.

- ④ Seuls les petits et certains moyens CPAS n'y ont pas encore accès, mais le processus est en bonne voie.
- Loi programme du 29 mars 2012, MB du 30 mars 2012, portant dispositions diverses
 Code pénal social.
- ⊕ Note de politique générale 2012 http:// www.cpasdeliege.be
- ① Idem page 43.
- Le Soir des vendredi 27 avril et mercredi 9 mai 2012, pages régionales Liège.
- Ceci est particulièrement vrai pour les personnes d'origine étrangère sommées de fournir la preuve qu'elles ne bénéficient d'aucune ressource dans leur pays d'origine. Documents que ni les ambassades où on les envoie ni aucune institution du pays d'origine ne veut fournir.
- ② Article 35 de l'arrêté royal d'application de la loi de 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. Pour plus d'informations http://das.babelleir.be/article-44-Notre_position-fr.html
- Le Soir, samedi 12 et dimanche 13 mai 2012.
- O Note de politique Intégration sociale.
- O Lorsqu'ils travaillent ponctuellement ou à temps partiel, les bénéficiaires du RIS en retirent un avantage financier faible ou nul. Pour plus d'infos voir http://das.babelleir. be/article-44-Notre_position-fr.html

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE (33)



Monica De Coninck, nouvelle sinistre de l'emploi... non convenable

Rien de bien original sur le fond dans les propos de la ministre de l'Emploi par rapport à ceux de ses prédécesseurs, particulièrement Frank Vandenbroucke, également sp.a (et ex-président de celuici), initiateur de la "chasse aux chômeurs" en 2004, en véritable champion et artisan du virage brutal vers l'"activation" à tout crin, la nouvelle religion européenne inspirée et directement importée du "modèle" blairiste.

Par contre, ce qui tranche avec l'arrivée de la nouvelle titulaire, c'est son discours bien moins "lisse", d'une violence inouïe à l'égard des chômeurs et allocataires, à l'image de sa pratique dix ans durant en tant que présidente du CPAS d'Anvers. Un plaidoyer (pro domo) qui a le mérite de la franchise et de la clarté: la guerre est plus que jamais déclarée aux inutiles, aux surnuméraires et aux "réfractaires"!

LE 24 JANVIER DERNIER, À PEINE INTRONISÉE, MONICA DE CONINCK DONNAIT UN INTERVIEW DANS LES COLONNES DE "LA LIBRE" POUR S'EXPLIQUER SUR SA VISION ET SES PROJETS EN MATIÈRE DE "POLITIQUE DE L'EMPLOI"... DÉCOUVERTE [©].

Denis Desbonnet CSCE

Comment? Par exemple en conditionnant la poursuite ou l'octroi d'une aide au respect par le demandeur ou la demandeuse d'une convocation lui enjoignant de venir "laver les vitres" au CPAS - et cela, quelle que soit sa qualification! En cas de non présentation de l'intéressé(e), Mme De Coninck en conclut sans autre forme de preuve ni de procès qu'il - ou elle - a nécessairement "un travail au noir" (et doit sans doute donc être sanctionné(e), voire exclu(e)). La ministre ajoutant: "C'est l'idée que je voudrais développer" à la tête

politique. Laissons-lui la parole: "Quand on prend les gens par le collier [sic], on peut les activer. Mais avec des différences. On a constaté qu'un tiers des 13 000 minimexés a pu être facilement remis sur le marché du travail, qu'un deuxième tiers a retrouvé un emploi, mais avec de grandes difficultés, et que le dernier tiers est extrêmement difficile à placer sur le marché du travail. Ce sont souvent «des inadaptés sociaux» qui cumulent les handicaps. Ils sont parfois peu intelligents, ou trop vieux, ou dépendants à l'alcool, à la drogue" - citation textuelle!

Cependant, pour Mme De Coninck, la liste des "inadaptés" est encore plus longue: "Dans notre société, les normes sont très élevées: pour réussir, il faut être beau, intelligent. Il y a un groupe de gens qui ne peut pas atteindre ces normes. C'est un problème qui touche beaucoup les migrants quand ils ont un certain âge" [sic], la ministre ne s'arrêtant pas en si bon chemin: "... les jeunes d'aujourd'hui devront être bien formés, et les jeunes immigrés bien accompagnés vers leur intégration sur le marché du travail. Sinon on va créer un cancer" [re-sic!]. En clair: les "immigrés" des premières générations ne sont

pas assez beaux ni, par définition, pas assez jeunes, pour répondre aux "besoins du marché"! Et si on la suit bien, ils sont aussi trop bêtes. Quant aux jeunes issus de l'immigration, ils sont incapables de s'intégrer par eux-mêmes. Face à un tel discours ②, combinant le délit de sale gueule et le mépris de classe, la N-VA semble un modèle de politiquement correct, et le Vlaams Belang a décidément du souci à se faire en matière de concurrence... à moins que ce ne soit le contraire.

SELON MONICA DE CONINCK, LES ALLOCATAIRES SOCIAUX ET LES CHÔMEURS QUI NE TROUVENT PAS DE TRAVAIL SONT SOIT DES PROFITEURS ET DES FRAUDEURS SOIT DES 'HANDICAPÉS SOCIAUX'."

Interrogée par le journaliste sur les raisons de sa nomination, elle qui n'était pas attendue à ce poste, la nouvelle promue répond en effet que c'est sans nul doute eu égard à son tableau de chasse dans sa précédente fonction. Un bilan dont elle se flatte **(3)**, se vantant d'avoir en dix ans "activé" plus ou moins 20 000 "bénéficiaires" de "son" CPAS.

de son nouveau portefeuille. Nous voilà prévenus!

"INADAPTÉS SOCIAUX, TROP VIEUX, PAS ASSEZ INTELLI-GENTS OU SOUS ADDICTION"

Mais c'est dans les leçons qu'elle tire de cette expérience qu'elle se montre la plus éloquente sur la "philosophie" qui anime toute sa

PÉNURIE D'EMPLOIS? ALLONS DONC: AU CONTRAIRE, PÉNU-RIE DE "VRAIS" DEMANDEURS!

Il est vrai qu'au cours du même entretien, Mme De Coninck nous explique sans rire qu'il y a "assez de travail pour tout le monde" ① et que, en conséquence, les allocataires sociaux et les chômeurs qui n'en trouvent pas sont soit des profiteurs et des fraudeurs qui se complaisent dans leur situation, soit ces "handicapés sociaux"... pour lesquels elle prescrit l'imposition de "travaux d'intérêt public"!

Dans toute la crudité de cette diatribe, rarement un résumé aussi parfait de "l'État social actif" aura été donné par ceux qui nous l'imposent, illustrant toute sa violence institutionnelle, ainsi que la culpabilisation et le colossal mépris des chômeurs, des allocataires et des pauvres qui en sont les fondements.

Mais, au-delà de ses "accents" singuliers, reflet de la personnalité particulièrement abrupte de Mme De Coninck, plus fondamentalement, les projets de celle-ci s'inscrivent dans le droit fil (ou le fil de droite) des attaques généralisées contre l'assurance chômage et contre les chômeurs, réclamées à cor et à cri depuis des années par la Commission européenne et, chez nous, par la FEB, le Voka, les libéraux et la N-VA... et annoncées, endossées et assumées par Elio Di Rupo, dès son entrée en fonction comme Premier ministre du gouvernement "papillon". Une coalition tout entière vouée à la casse sociale, visant l'ensemble de la population "ordinaire", des (pré) pensionnés aux jeunes au sortir des études, en passant par les femmes, les agents et les usagers des services publics, les travailleurs du non-marchand... 6



chez nous (son autre casquette – pour ne pas dire képi – étant celle de la politique d'asile, cela promet!), Maggie De Block s'est en effet clairement expliquée sur ses intentions Bref: accompagnement/harcèlement pour les uns, travaux forcés gratuits pour les autres.

La chasse aux pauvres est bel et bien (r)ouverte, et la meute lâchée à leurs trousses... ■

♠ Le titre complet de cet article est "Monica De Coninck, nouvelle sinistre de l'emploi... non convenable, des travaux forcés et de l'activation 'à la laisse'".

3 Au cours du colloque au CPAS de Namur (voir l'article suivant), la ministre a vanté les succès de "son" CPAS, et littéralement invité les présents à aller s'en rendre compte par eux-mêmes. Philippe Defevt relevant cette proposition de "visite organisée" : verra-t-on bientôt les tour-opérateurs faire une halte devant ce haut lieu d'expérimentation sociale? Plus sérieusement, on pourra objecter à la ministre que ce "laboratoire" (sic) qu'elle donne en exemple a tout des installations du Dr Frankenstein. Si nous n'avons (pas encore) eu le privilège d'une telle excursion, nous avons par contre pu entendre en primeur, lors des Carrefours de printemps des CPAS en 2011, le panégyrique qu'une de ses plus proches collaboratrices a donné de l'atelier "activateur" destiné aux "bénéficiaires féminines du CPAS d'Anvers. Au programme: séances de "relooking" et de "maintien" Derrière ce discours bien emballé, sous un alibi de "remise en forme et en selle" de ces femmes jusque-là "inemployables", entre cures de "wellness" et soins dentaires, suintait un mépris sans nom. En substance. on nous v a expliqué que si celles-ci étaient dans une telle situation sociale et ne trouvaient pas de boulot, c'était tant elles étaient godiches et mal fagotées. Heureusement, les dames patronnesses sous la férule de Mme de Coninck ont pu se muer en bonnes fées,

transformant les cendrillons quart-mondisées en princesses de l'emploi...

Θ Nous laisserons à la ministre, ne s'exprimant pas dans sa "moedertaal", le bénéfice du doute quant à sa métaphore douteuse comparant les immigrés "inadaptés" à des métastases, image qu'on voudra bien mettre sur le compte de la maladresse et d'une traduction approximative. Par contre, ses autres formules à l'emporte-pièce, notamment sur la "saisie au collier" des "inadaptés sociaux, cumulant les handicaps" ne laissent aucune place à l'interprétation: de nombreux commentateurs flamands (nous) ont confirmé que celles-ci disent bien ce qu'elles veulent dire.

 O Alors que selon les chiffres même de l'ONEm, il y a une offre d'emploi pour 35 demandeurs en Wallonie - une offre d'emploi convenable pour 45 demandeurs, précise Thierry Bodson, secrétaire de la FGTB wallonne.

① De toute façon, nous assène la ministre en guise de conclusion, c'est l'Europe qui commande et nous n'avons qu'à nous "exécuter" et nous résigner face à ses diktats: "D'ici 2020, la Belgique doit relever le taux d'emploi à 73,2 %. On est à 67 %. Cela veut dire qu'en huit ans, tous ceux qui peuvent travailler, les femmes, les jeunes, les plus de 50 ans. devront travailler."

☼ Cf. les scandaleuses déclarations que Monica De Coninck a tenues à la délégation du Front commun de ce secteur, opposant aux légitimes inquiétudes et revendications de celui-ci une fin de non-recevoir d'un égal mépris et d'une même brutalité En résumé, le non-marchand, est lui aussi trop coûteux et un luxe impayable, favorable pour l'essentiel aux Wallons "quémandeurs".

 Que l'on peut lire sur le site du Front des SDF: cliquer "Archives nouvelles", puis "Année 2012", "Janvier 2012".

L'ACTIVATION VERSION MONICA ET MAGGIE: ACCOMPAGNEMENT/ HARCÈLEMENT POUR LES UNS, TRAVAUX FORCÉS GRATUITS POUR LES AUTRES."

MONICA ET MAGGIE: LES "ACTIVATION SISTERS" DU SO-CIAL-LIBÉRALISME ENTONNENT LE MÊME COUPLET

Toutefois, significativement, les premières mesures et les plus antisociales auront donc été pour les exclus du marché du travail, les victimes du système et de sa crise, les plus précaires et vulnérables. En témoignent les projets parfaitement convergents de l'autre duettiste, libérale celle-ci, en charge de l'"Intégration sociale", lesquels font directement écho à ceux de sa consœur.

Non contente d'avoir déclaré dès son arrivée aux affaires que 90 % des réfugiés n'auraient rien à faire en matière d'aide sociale dans sa note de politique générale **G**.

Comme elle ne jure elle aussi que par "l'activation", les allocataires de CPAS seront désormais obligés de s'inscrire auprès du Forem, d'Actiris ou du VDAB - sauf ceux jugés "trop éloignés de l'emploi" (sans doute car trop croulants, trop cons, trop moches, alcoolos ou toxicos... s'il faut en croire Monica De Coninck)... lesquels seront donc rééduqués par "une participation sociale utile" traduisez en clair: du bénévolat (contraint - on n'a pas dit du volontariat)! La boucle est bouclée... et serrée autour du cou de ces pelés, ces galeux dont vient tout le mal!

ENSEMBLE! / N°75 / JUILLET 2012 / WWW.ASBL-CSCE.BE



Comité d'accueil et cadeau de "bienvenue" pour la ministre de l'Emploi

Le 19 avril, le CPAS de Namur organisait un colloque sur le thème "L'activation en question(s)". Avec un tel intitulé, on aurait pu espérer un échange contradictoire sur cette question, laquelle fait depuis longtemps débat. Or. à lire "l'affiche", au terme d'une série ininterrompue d'exposés ex cathedra, alternant "communications" académiques et témoignages institutionnels, seule une demiheure était réservée, en toute fin de journée, à "quelques réactions de la salle". Tout laissait donc craindre une grand-messe unilatérale, d'autant plus regrettable que parmi les orateurs, on retrouvait en "guest star" Monica De Coninck en personne, laquelle avait titré son intervention: "Mon expérience de présidente de CPAS et mes projets comme ministre de l'Emploi" - tout un programme, on l'a vu dans l'article précédent... Mais c'était sans compter la réaction des associations de lutte des exclus.

En effet, à l'appel de trois d'entre elles: Lutte Solidarité Travail (LST), Défense des allocataires sociaux (la DAS) et les Euromarches des chômeurs et précaires, une trentaine de militants, rejoints par une poignée de membres des Comités d'action contre l'austérité en Europe, s'étaient donné rendez-vous devant le CPAS pour protester contre cette invitation s'apparentant à une véritable tribune (libre) pour les thèses détestables de la ministre.

Bien décidés à lui réserver un accueil digne de ce nom au nom de tous "ceux d'en bas" qu'elle insulte et maltraite aussi ouvertement,

RETOUR SUR LES ÉCHANGES ENTRE MONICA DE CONINCK ET DES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES EXCLUS, AU CPAS DE NAMUR...

Denis Desbonnet CSCE

ils ont donc constitué une "haie d'honneur", arborant calicots et pancartes dénonçant la chasse aux chômeurs, la contractualisation des aides sociales, le mythe des "métiers en pénurie" et autre "pièges à l'emploi", le mépris et la culpabilisation envers les exclus du système, le véritable "assistanat", à savoir le sauvetage des banques aux frais des contribuables, ou revendiquant la redistribution des richesses et le relèvement de toutes les allocations au seuil de pauvreté.

en soulignant tous les dangers et toutes les dérives de l'activation via l'article 60 en CPAS, ou encore le développement délibéré du "précariat" par ce biais, visant de façon consciente et organisée à déréguler et dégrader le "marché du travail" au détriment des salariés et au plus grand profit des patrons.

LA SOUPE À LA MINISTRE (ET À LA GRIMACE)

Un autre reproche, cette fois adressé plus directement aux

MOUS AVONS OFFERT UNE
MUSELIÈRE À LA MINISTRE DE
L'EMPLOI, HISTOIRE DE L'INCITER
À PLUS DE RETENUE DANS SES
PROPOS, ET À MOINS ABOYER ET
MORDRE."

Hélas, agenda de ministre oblige, la belle, jeune et performante Monica n'a daigné honorer le colloque de sa présence qu'in extremis, et encore, avec une bonne demi-heure de retard, et n'a donc pu être saluée comme il se doit par ses "supporters". Seul avantage à cette arrivée tardive: le temps de débat avec la salle a pu en conséquence être avancé et donc prolongé, permettant à une délégation des "contestataires" de faire entendre une voix discordante. Notamment

organisateurs du colloque, et singulièrement à Philippe Defeyt, président du CPAS, économiste de renom et figure de proue Écolo, fut de lui demander comment un progressiste comme lui pouvait accorder ainsi une quasi "carte blanche" aux conceptions et aux effets d'annonce scandaleux d'une ministre menant une régression sociale sans précédent depuis la guerre contre les droits sociaux élémentaires des plus démunis . Celui-ci répondit très courtoise-

ment et "sportivement" que, s'il comprenait les motifs d'inquiétude et de mécontentement des protestataires, il estimait que le débat démocratique devait être ouvert à tous, même à des points de vue qu'on pouvait légitimement trouver critiquables.

Dans le débat qui s'ensuivit, un intervenant lui répondit que si, effectivement, des points de vue très divers et contradictoires étaient respectables et donc "discutables" (y compris au double sens du terme, telle la fameuse et contestable proposition d'"allocation universelle"), certains étaient par contre littéralement intolérables et devaient être exclus du champ démocratique, telles les considérations racistes, mais aussi le formidable mépris affiché par la ministre pour les chômeurs et les allocataires sociaux, dans des termes frisant l'injure. Et de poursuivre: "On sait que les CPAS en sont de plus en plus réduits à fournir de l'aide alimentaire, vous avez d'ailleurs participé à un colloque consacré à ce problème, mais de là à ce que vous serviez la soupe à Mme De Coninck, il devrait y avoir de la marge."

Cette dernière étant arrivée entretemps, et ayant livré un discours bien plus policé et habile que ses déclarations à *La Libre* ①, même



s'il ne différait pas quant au fond, le même "perturbateur" s'adressa, non tant à elle, identifiée comme "l'ennemi", mais à la salle, en engageant les présents à découvrir dans son interview la vraie teneur de son discours et du projet qu'elle caressait à l'encontre de ses publics... "cibles".

LES CHIENS ABOIENT, LA SÉCU TRÉPASSE...

Et, dans la foulée, en guise de conclusion et de cadeau de "bienvenue", il lui a apporté un paquet-cadeau, s'excusant de ce que ce n'était pas très luxueux, car il était un travailleur pauvre, depuis peu sorti du chômage et même de l'aide sociale, et pour le piètre emballage, illustration de cette incompétence dont les "handicapés sociaux" de sa sorte faisaient preuve ("que voulez-vous, nous, on est des manches, des "bras cassés", comme vous l'avez si bien expliqué"), mais que c'étaient l'intention et le geste qui comptaient, ainsi que le contenu, qu'il

lui offrait du fond du cœur, au nom de tous ses frères et sœurs que la ministre insultait.

Évoquant le collectif "Chômeurs, pas Chiens", actif autrefois à Liège, il a constaté que le slogan était hélas toujours d'actualité, et que, par contre, c'était la ministre qui s'était muée en "cheftaine de meute", lâchant les pitbulls de l'ONEm contre ses victimes. La ministre hésitant à déballer l'offrande, il précisa enfin qu'il s'agissait d'une muselière, histoire d'inciter la ministre à plus de retenue dans ses propos, et à moins aboyer et mordre.

VOUS AVEZ DIT PATERNALISME?

Sans se démonter, Monica De Coninck accepta de "bon cœur" son cadeau, et reprit la parole – et l'avantage, il faut bien le dire, face à un public de travailleurs sociaux largement gagné à l'idéologie activatrice et "contractuelle", en vigueur et en vogue depuis dix ans. Très adroitement, elle servit à cet auditoire "conquis" un discours sur ses origines modestes et ses "valeurs socialistes" ("la solidarité, ce n'est pas l'assistance", "le travail, c'est un des principes fondamentaux de la gauche et du mouvement ouvrier"), son parcours méritant, son recrutement à la tête du CPAS de sa ville au terme d'une sélection très sévère, sa volonté réformatrice une fois aux commandes de cette institution vieillie et trop purement caritative à son goût, la mobilisation de son personnel à qui elle avait fait valoir les vertus de l'activation, gage de "capacitation" ("empowerment") et d'émancipation pour les pauvres et précaires, et tout d'abord pour les femmes parmi eux... le tout, au nom de son rejet du paternalisme.

Bref, un laïus très brillamment improvisé et parfaitement... adapté (pour la paraphraser), recueillant les suffrages d'un auditoire d'avance acquis à cette vulgate, dominante depuis la réforme Vande Lanotte de 2002.

Toutefois, chassez le naturel, il revient au galop: lors de l'interview qu'elle a accordé à la télévision locale au sortir de ce séminaire, elle n'a pu s'empêcher de justifier son approche par une comparaison parlante, expliquant qu'elle avait toujours été opposée au laxisme et au "laisser-aller"... des parents face à leurs enfants en difficulté, parallèle s'appliquant également aux allocataires sociaux et aux chômeurs! Heureusement qu'elle nous a fait part de son hostilité à toute approche condescendante et infantilisante... ■

② Au hasard d'une visite sur le site de Canal C, la télé locale ayant filmé le colloque, nous avons découvert que, le lendemain, à l'occasion des journées portes ouvertes dont il était l'amorce, c'était cette fois Maggie De Block qui faisait les "honneurs" de sa visite, toujours à l'invitation de Philippe Defeyt. Les associations "critiques" n'ont hélas pas eu droit à cette information, faute de quoi elles se seraient fait un plaisir de remettre le couvert, plus particulièrement LST, présente et très active depuis vingt ans dans la région pour la défense des droits et des intérêts des précaires. Partie remise, à n'en pas douter...

Voir article précédent.

CHÔMAGE

L'accompagnement, c'est du pipeau!

Saskia, à 42 ans, est une jeune maman de deux enfants. Cette universitaire multidiplômée est, entre autres, psychologue. Elle est au chômage depuis quatre mois. Elle a déjà été convoquée par deux fois chez Actiris. Ouand nous lui avons demandé son avis sur l'accompagnement d'Actiris, elle réplique vertement "Je ne trouve pas que ça puisse se qualifier d'accompagnement, ça. C'est une inspection, c'est un contrôle, ce sont des missions de contrôle, d'inspection comme si on avait un devoir à bien accomplir... Non, ce n'est pas de l'accompagnement, selon moi. Il faut requalifier ca comme un moment de contrôle d'exécution du devoir du chômeur, par exemple... Là on est d'accord. Mais me faire accompagner à cette sauce-là, non, ce n'est pas de l'accompagnement. On ne m'écoute pas, on ne sait pas qui je suis dans mon passé ni où je suis dans mon parcours, on colle sur moi une espèce de stéréotype. Je me suis sentie comme si j'étais là au soleil... Mais je n'étais pas à me dorer au soleil, j'étais déjà très mal de ne pas avoir un travail. C'est pas de l'accompagnement: c'est une série d'automatismes où je sens qu'ils ont besoin de répondre à un cahier des charges plus qu'à une réelle insertion, finalement. Le but, c'est de faire "moins 1" dans les statistiques, dans les chiffres du chômage. Mais peut-être que ce "moins 1" va se réinjecter autrement si on continue comme ça! Et plus mal parce qu'une insertion professionnelle à court terme, mal torchée, ça peut valoir beaucoup d'antidépresseurs et d'incapa-

cité à se réinsérer, à retrouver un

DANS CE TÉMOIGNAGE, SASKIA DÉNONCE LE TERME "ACCOM-PAGNEMENT" QUI, POUR ELLE, NE CORRESPOND PAS DU TOUT AU TRAVAIL FAIT PAR LES EMPLOYÉS D'ACTIRIS À QUI ELLE A EU AFFAIRE. SON AVIS EST SANS APPEL: LEUR TRAVAIL MANQUE DE PROXIMITÉ ET D'HUMANITÉ. ILS N'ONT PAS DE RÉEL SOUCI ET ENCORE MOINS D'INTÉRÊT POUR LE PARCOURS DE LA PERSONNE QU'ILS SONT CENSÉS ACCOMPAGNER! "EN FAIT, C'EST TRÈS AUTOMATISÉ", DÉCLARE SASKIA.

Aïda Allouache CSCE

travail." Elle explique que pousser les gens à courir faire des tas d'entretiens d'embauche où on sait qu'ils n'auront pas le job, juste pour s'activer et démontrer qu'ils cherchent bien un emploi est non seulement pas efficace mais aussi dangereux pour la personne.

de fois diminuer sa confiance en elle. Après, on est dans une vraie galère de l'image de soi en tant que travailleur valable dans un secteur de prédilection. C'est ma grosse crainte: c'est comment on ramasse toutes ces enveloppes psychiques? Cela m'inquiète fort.

PAS, ON NE SAIT PAS QUI JE SUIS NI OÙ J'EN SUIS DANS MON PAR-COURS, ON COLLE SUR MOI UNE ESPÈCE DE STÉRÉOTYPE."

POUSSÉS À SE DISQUALIFIER

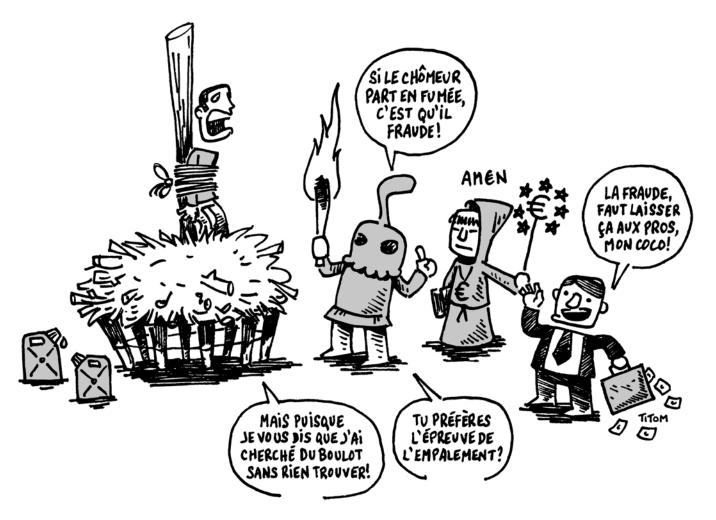
"Parce que c'est disqualifiant de vivre des expériences négatives qui nous renvoient à nos incapacités, je ne sais pas comment on les ramasse après... Quand on pousse une personne qui est au chômage depuis déjà quelque temps à vivre plusieurs entretiens d'embauche qui vont échouer, c'est lui faire vivre plusieurs fois une disqualification. Et c'est autant

Parce qu'on peut assister à un vrai décrochage..."

Impatiente de retrouver du travail, Saskia est prête à aller travailler en France. Aussi se rend-elle à une séance chez Actiris sur l'emploi à l'étranger. "Lors de cette séance, eh bien, aucune information intéressante sur la possibilité d'aller travailler en France. Pendant trois heures, on a écouté un monsieur qui nous a dit qu'il y avait beaucoup de travail en France, surtout dans le secteur ouvrier: saisonnier, horéca, à domicile... Quand on lui a demandé comment obtenir des papiers puisqu'il faut avoir une adresse et un compte en banque pour avoir un travail (et il faut avoir un travail pour avoir un compte en banque... enfin, on commence par quoi?), sa réponse fut: "Vous connaissez bien quelqu'un en France qui voudra bien vous domicilier." C'est pas de l'accompagnement ca, laissez-moi rire, on fait semblant quoi!"

CHÔMEUR, C'EST STIGMATISANT

Elle n'aime pas le terme de "chômeur". Elle trouve l'appellation pas très reluisante en soi: "Je pense que la stigmatisation est déjà dans le mot: le chômeur. C'est comme si c'était un travail en soi, une activité en soi de chômer: être chômeur! Pour moi, cela participe à la stigmatisation mais c'est pas nouveau, c'est comme pour "les vieux", "les jeunes délinquants"...



Pour moi, ça reste un travailleur. Après, la distinction entre un travailleur qui a du travail et un travailleur qui n'en a pas: c'est une affaire administrative. Le sansemploi renvoie au moins à une réalité objective, donc le terme "chômeur" a quelque chose de dégradant... Mais au moins "travailleur sans emploi", ça me renvoie à quelque chose de plus juste: parce que je travaille à chercher de l'emploi et le fait d'avoir cotisé en tant que travailleur pour me garantir un revenu de remplacement en situation accidentelle comme le chômage, la maladie, eh bien, j'ai le sentiment que ce droit m'est chouravé dès lors que je tombe dans cette situation accidentelle et on me regarde comme si c'était une situation confortable pour moi ou recherchée par moi et ça, ça m'offense, je veux rester un travailleur qui cherche du travail...

Plus on regarde quelqu'un comme on suppose qu'il est, plus il risque de correspondre à ce que nous supposons qu'il est! Voilà. On est déjà lésé par le fait d'avoir perdu son salaire. Le revenu de remplacement n'a rien à voir avec ce qu'on a perdu puisque c'est un pourcentage calculé sur une somme maximale et plafonnée. Donc qui est-ce que ça arrange d'être au chômage? Pas moi en tout cas! Ce qui m'inquiète aussi, c'est la criminalisation du statut de chômeur. Dans la mesure où l'on sait en toute bonne foi, et alors que toutes les institutions crédibles s'accordent pour dire qu'il y a objectivement moins d'emplois qu'il n'y a de travailleurs potentiels - et ca, c'est une réalité du marché du travail - eh bien, non, les politiques continuent de s'exprimer dans les termes qui laissent croire que si on est au chômage, c'est de notre faute!"

CRIMINALISER LE CHÔMEUR

C'est d'ailleurs ce même postulat de départ qu'on retrouve dans le chef de certains accompagnateurs de chômeurs au sein d'Actiris, pense-t-elle. "Par exemple, en ce qui me concerne, je suis au chômage depuis quatre mois: eh bien, en quatre mois, j'ai eu trois convocations. Et sur quel ton! Plutôt menaçant: "Si vous ne vous présentez pas, nous enverrons cette information à l'ONEm qui

prendra la sanction adéquate."... des choses comme ca. En tout cas, c'est moche d'être au chômage et d'être regardée comme quelqu'un qui s'active à ne pas aller travailler. Pour moi, c'est une insulte à ma dignité." Lors de la première convocation chez Actiris, Saskia omet d'apporter son CV. "La personne qui me reçoit me demande si j'ai mon CV. Je dis: "Non, je ne l'ai pas avec moi." "Bien alors on va en faire un ensemble." Je me dis bon, elle n'a pas préparé l'entretien ou quoi? Si elle avait lu d'où je venais, elle se serait rendu compte que i'en étais capable. Je lui dit que je pensais que je venais pour que l'on me propose quelque chose qui corresponde à mon profil. En fait, ie ne savais pas pourquoi on me convoquait. Elle m'a dit: "Est-ce que vous cherchez du travail?" J'ai dit:" Oui je cherche du travail." Elle me dit:"Est-ce que vous êtes au clair sur comment ça se passe pour chercher du travail?" Puis elle m'a demandé où je voulais être desservie: dans ma commune, il n'y a pas d'antenne, j'avais le choix entre Molenbeek-Saint-Jean et le boulevard Anspach."

ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE

La seconde fois où elle a dû se rendre chez Actiris, ce fut suite à une lettre qui l'a laissée en état de choc. Dans ce courrier, on lui annonce qu'elle doit prendre contact avec un employeur dont l'offre d'emploi devrait lui convenir. "Dans le courrier, Actiris me dit "On a donné vos coordonnées à un employeur" qu'ils ont pressenti pour moi et j'étais priée de prendre contact le plus rapidement possible car c'était un emploi qui me convenait. Quand je lis le nom de cet employeur potentiel, je me suis figée. Je me suis dit: "Non, ils ont pas été donner mon nom et mon adresse! Et cela sans me demander mon avis, ni savoir si ça me convenait ou pas." Il était stipulé que je devais me présenter auprès de cet employeur. J'étais outrée. Pour la petite histoire, cet employeur pressenti par les services d'Actiris pour moi, est une institution sur laquelle j'avais commis dans mon expérience professionnelle antérieure une évaluation pour le compte d'un ministre. En l'occurrence, une évaluation qui n'avait pas été très positive pour la qualité du travail dudit employeur.

CHÔMAGE



Et sans savoir si c'était pertinent ou pas, si j'étais d'accord ou pas, sans me prévenir, on a envoyé à cet employeur potentiel mes coordonnées. Donc, on lui avait remis mon nom et mon adresse. J'ai téléphoné faveur. J'avais été commissionnée pour établir cet audit."

CHÔMEUR, UN SOUS-CITOYEN?

"J'étais scandalisée que cet employeur potentiel pressenti

ÊTRE CHÔMEUR FAIT-IL PERDRE LE DROIT À LA PRÉSERVATION DE LA VIE PRIVÉE?"

à Actiris et j'ai demandé à parler à l'agent référencé sur le courrier: il était absent. Je demande à parler au chef de service. Pourquoi? Je dis que c'est important, je dois lui parler parce que j'ai un problème. Lequel? J'explique que cet employeur pressenti par Actiris est une institution sur laquelle j'ai dû commettre un audit, lequel audit n'était pas en sa

par Actiris ait eu mon nom, mes coordonnées, il savait bien, lui, qui j'étais. Les gens d'Actiris, eux, n'ont vu aucun mal à ça. Moi, j'ai estimé que la préservation de données personnelles telles que mon adresse ne m'avait pas été garantie. J'ai écrit un courrier à Actiris mais c'est resté sans suite. Mais moi, ça me fait poser des

questions sur le fait d'être chômeur: est-ce que cela permet de perdre son droit à la préservation de la vie privée? Peut-on disposer de nos coordonnées sans qu'on ait donné notre accord préalable? Pour moi, il y a violation de droits élémentaires et de préservation de la vie privée. Je ne me suis pas sentie du tout reconnue dans mes droits. Je me suis sentie violée dans mon droit de préserver des informations qui me semblent encore personnelles telles que mon adresse. Il y a des gens à qui je n'ai pas forcément envie de la donner!

Et je ne comprends pas qu'on ait prévenu quelqu'un que je serais potentiellement son employée alors que j'avais commis une évaluation qui ne va pas dans le sens de sa direction. Là, je ne me suis pas sentie en sécurité. J'ai dit: "Mais au moins sachez accorder le passé des gens avec vos propositions." On m'a rétorqué: "Oui mais ça, il faut tenir compte que nous, on n'est pas au courant! Si on devait tenir compte de tout le passé de tout le monde, on ne s'en sortirait pas!" Ah ben ça alors! C'était la grande nouvelle pour moi. Je dis "OK, si c'est juste un service de correspondance que vous faites entre les compétences et la place, alors faites-vous remplacer par des ordinateurs! J'ai dit et répété que j'aurais aimé être consultée sur le fait de savoir si cette institution était bien opportune pour moi."" Quand la personne référencée sur la convocation est revenue de vacances, elle s'est rétractée. Elle explique qu'en fait, l'adresse

de Saskia n'a pas été envoyée à l'employeur.

ON SE MOQUE DE QUI, LÀ?

"Elle m'a dit: "Non, non, on écrit systématiquement qu'on a envoyé vos coordonnées à l'employeur mais c'est pas ça qui s'est passé; on n'a pas envoyé vos coordonnées à l'employeur, c'est une manière de vous prévenir que vous devez solliciter pour cette offre." Ah bon? Donc soit on raconte un mensonge sur papier, soit on a voulu se rétracter par rapport à une erreur que j'aurais pointée, et c'est pas une erreur du système, en tout cas j'ai pointé une lacune. J'ai renvoyé un courrier de toute façon au nouveau directeur général d'Actiris, je n'ai toujours pas de nouvelles. J'étais en recherche très très active d'emploi mais bon quand même. C'était une expérience pas chouette du tout parce que me sentir comme ça dépossédée du choix de donner mon adresse, je ne suis pas parano mais il faut faire gaffe. Ce sont des données personnelles, j'étais pas à l'aise de savoir que des clients ou des gens pour qui je n'aurais pas été sympathique dans le cadre d'une mission la possèdent... Ou'est-ce qui va se jouer après? Je vais scénariser: je me présente chez le client, il se souvient de moi mais qu'est-ce qu'il va donner comme informations à Actiris? Peutêtre que c'est l'occasion pour lui de prendre une revanche qu'il fantasme justifiée! C'est comme si ton inspecteur du fisc se présentait devant toi en tant que travailleuse sociale, alors qu'il t'a fait un redressement fiscal qui t'a fait vendre ta maison!

En fait, si les accompagnateurs d'Actiris avaient vraiment pratiqué une écoute véritable de mon parcours, s'ils avaient questionné mon parcours professionnel, je crois qu'on n'en serait pas arrivés là. Peut-être aussi que s'ils s'étaient dit que je n'étais pas là pour profiter du système, je pense que les deux entretiens que j'ai eus avec les deux conseillers Actiris n'auraient pas été menés sur le même mode ni sur le même ton."

Pour Agnès. In memoriam

Aïda Allouache CSCE

AGNÈS ANDRÉ NOUS A
QUITTÉS EN AVRIL 2012,
DURANT LA SEMAINE
PASCALE. ELLE A DÉCIDÉ
DE PARTIR UN JOUR OÙ
SON FILS DE DIX-NEUF
ANS ÉTAIT ABSENT
POUR LA SEMAINE. ELLE
A CHOISI UNE CORDE
BLANCHE ET UNE DES
PORTES DE L'APPARTEMENT POUR EN FINIR
AVEC LA VIE, ET LES
GALÈRES DE SES SOUFFRANCES...

Agnès, cinquante-six ans, avait été licenciée durant l'été 2011. Elle était en litige avec son exemployeur. Son préavis s'était terminé fin février. C'est vrai qu'elle n'avait pas géré au mieux ses finances. En fait, elle avait dépensé tout l'argent de son préavis et il ne lui restait plus rien. En mars, elle n'avait pas obtenu tout de suite l'allocation de chômage sur laquelle elle comptait. Elle s'est retrouvée sans le sou mais aussi avec pas mal de dettes semble-t-il. Début avril, elle avait une entrevue avec l'ONEm. C'était le vendredi 2 avril. "Elle est revenue de cette entrevue, elle n'était pas bien, ca ne s'était pas bien passé avec l'employé qui l'avait reçue. Elle a cru qu'elle n'aurait pas le chômage. Je suis sûre qu'elle se voyait à la rue", raconte Nadine, une de ses amies...

Agnès avait fait une licence et une maîtrise en sciences économiques à Namur. Elle avait travaillé comme fonctionnaire des Nations unies en Afrique, à Haïti. "Elle avait poursuivi une année d'études à la Columbia University de New York, un MBA, en business management", raconte une autre de ses camarades d'études de Namur. De tous ses voyages, elle avait pris des "milliers de photos tout au long de son cheminement, raconte sa sœur, toutes plus belles les unes que les autres, soigneusement rangées, annotées de sa plume riche et incisive, témoignant de l'universalité de son élan vers les lieux, les personnes, les situations, et ce, malgré la blessure tapie au plus profond d'elle-même".

Après ses missions professionnelles à l'étranger, Agnès est revenue en Belgique pour travailler. "Elle avait toujours travaillé, c'était très important pour elle, après chaque licenciement de retrouver un autre job", insiste Géraldine, une autre amie qui l'avait perdue de vue ces derniers mois. "Mes priorités, c'est une maison correcte, trouver des boulots et mes occupations politiques et de voisinage, avait-elle écrit à une de ses amies en octobre 2011. La survie va devenir de plus en plus difficile, il faut absolument s'organiser au jour le jour et travailler à survivre dans son environnement. Quand ce sera comme c'est en Grèce actuellement, comment feras-tu, toi, y as-tu déjà pensé? Moi, j'y pense chaque jour."

Elle arrivait toujours à trouver du boulot, au vu de ses compétences, de sa grande intelligence et de la richesse de son parcours professionnel. Mais le problème était de garder ce job car Agnès était malade. Elle souffrait de troubles bipolaires. « C'est quelque chose qui a modulé sa vie et c'est en fonction de sa maladie que les choses se passaient bien ou moins bien...", reconnaît une autre de ses connaissances.

Nadine, l'amie qui l'a vue quelques jours avant sa mort, raconte que "Elle a cru qu'elle n'aurait pas d'allocation de chômage... Moi je lui ai suggéré d'aller au CPAS, elle m'a répondu qu'elle n'avait pas travaillé toute sa vie pour aller au CPAS, elle en avait honte... Je m'étais inquiétée pour elle comme je m'inquiète pour d'autres, pour mes enfants, pour les voisins et pour les gens que j'aime. Je me sens révoltée, il faut faire quelque chose pour que ça ne se reproduise plus, qu'il n'y ait plus cette exclusion sociale vis-à-vis des personnes faibles physiquement, psychologiquement ou comment dire pécuniairement. Faire quelque chose pour faire justice! Pour moi, Agnès, c'est la fleur du matin. Elle passait certains weekends prendre le café chez moi, elle me ramenait des fleurs."

Dans la semaine du 9 avril, un courrier de l'ONEm est arrivé annonçant qu'elle avait bien droit à son allocation de chômage. C'était trop tard. Agnès s'était suicidée le lundi de Pâques.

Toutes nos condoléances à la famille et aux proches d'Agnès André. ■



Sauver les peuples européens de la folie de leurs gouvernements

Le combat contre le traité MES (Mécanisme européen de stabilité) est une urgence absolue pour tous les citoyens pour qui les valeurs sociales, humaines et démocratiques, censées être celles de l'Europe, ont encore un sens.

DÉSASTRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Depuis un an, les dirigeants européens construisent par couches successives l'Europe de l'austérité. Le "Six-pack", le "Two-pack", le traité MES et le traité sur la "stabilité, la coordination et la gouvernance" construisent un ordre européen calqué sur le modèle

CET ARTICLE EST UNE TRIBUNE SYNDICALE DE LA CENTRALE NATIONALE DES EMPLOYÉS SUR LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE.

Étienne Lebeau Services d'études et de formation de la CNE

dépression; la première en Europe depuis les années 1930.

UN RECUL DÉMOCRATIQUE

Mais le désastre actuel n'est pas "seulement" économique et social. C'est un recul démocratique sans précédent en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et des dictatures (grecque, espagnole, portugaise et dans les pays d'Europe centrale et orientale). La ces économistes, mettre hors de portée des gouvernements et des parlements un certain nombre de leviers économiques.

C'est ce qui fut fait au début des années 1990 avec le traité de Maastricht. Les dirigeants européens abdiquèrent leur souveraineté monétaire en confiant la politique monétaire à la BCE. Ils abdiquèrent aussi leur souveraineté budgétaire en s'imposant le carcan de la règle des 3 % du PIB de déficit budgétaire (même si ce carcan n'a dans les faits pas fonctionné pour une série d'États). Dès les années 1990, le politologue canadien Stephen Gill dressait le constat d'une constitutionnalisation du néolibéralisme en Europe. Il ne pouvait pas mieux dire. Le récent pacte budgétaire exige des États qu'ils insèrent la règle d'or dans leur constitution nationale. La

tions nationales. Ces freins auront donc une validité obligatoire et éternelle!" M. Draghi, le président de la Banque centrale européenne, est encore plus direct, quand il dit récemment que "le modèle social européen est obsolète".

RÉSISTANCES

Ces constats étant faits, la question qui se pose à tous les démocrates européens est celle des luttes à mener pour enrayer la mécanique infernale. À très court terme, la priorité est de bloquer la ratification des traités, celui sur le MES et celui sur le pacte budgétaire. La CNE s'engage dans ce combat dans le cadre d'une mobilisation européenne au sein de la Joint Social Conference (voir ci-dessous). Au-delà, il faut susciter une résistance massive aux politiques d'austérité dans tous les pays européens.

ACTUELLEMENT, LA POLITIQUE EUROPÉENNE CONSISTE À FAIRE PAYER LES PEUPLES POUR LA FOLIE DES BANQUES!"

ultralibéral de l'Allemagne de Mme Merkel. L'austérité y devient, non seulement la "thérapie" infligée aux États considérés comme fautifs par l'Union européenne; mais une donnée permanente et ubiquitaire, valable pour la Grèce comme pour l'Allemagne et la Belgique. Cette politique constitue la pire des réponses à la crise actuelle. Elle est scandaleuse d'un point de vue moral, puisqu'elle consiste à faire payer les peuples pour la folie des banques et l'incapacité des dirigeants à contrôler ces banques. Elle est un non-sens économique, puisque l'Europe s'enfonce dans la récession, et même, en Grèce, en Espagne, en Roumanie, dans les pays baltes..., dans une grande

gouvernance économique concrétise le projet d'un libéralisme autoritaire. Celui-ci n'est pas neuf. "Toute la construction de l'union économique et monétaire (UEM) prend sa naissance dans le libéralisme autoritaire". A La construction européenne est fortement teintée de la vision d'économistes comme Milton Friedman et Friedrich Hayek, pour lesquels la "saine" gestion économique va de pair avec le court-circuitage de la démocratie. Dans cette vision, les politiciens sont a priori suspects de mal gérer l'économie, c'est-à-dire de trop vouloir satisfaire leur électorat par des politiques sociales qui grèvent les finances publiques. Pour éviter cela, il faut donc, selon

LA GOUVERNANCE ÉCONO-MIQUE CONCRÉTISE LE PROJET D'UN LIBÉRALISME AUTORI-TAIRE."

constitutionnalisation du néolibéralisme n'est donc pas une métaphore; c'est clairement ce que dit Mme Merkel quand elle annonce que "l'objet du pacte budgétaire est d'insérer des freins permanents à l'endettement dans les législaUne telle résistance a émergé dans les pays les plus touchés par la crise: la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Islande, la Roumanie... Dans certains cas, elle a débouché sur des changements politiques. La révolte du peuple islandais a provoqué un changement de gouvernement, le rejet d'une politique de remboursement de la dette favorable aux seuls créanciers, etc. Les révoltes grecques, si elles n'ont pas empêché le vote des lois scélérates imposées par la troïka, ont provoqué la démission de nombreux parlementaires des deux principaux partis (le parti socialiste et le parti conservateur); et ont entraîné une montée de la gauche radicale aux élections législatives qui ont eu lieu le 6 mai. Par ailleurs, l'élection de M. Hollande à la présidence de la France rouvrira probablement le débat sur les nouveaux traités européens, puisqu'il a annoncé dans sa campagne vouloir renégocier au moins le pacte budgétaire. Au-delà des pays périphériques, l'enjeu actuel est celui des mobilisations dans nos pays à nous.

LES ENNEMIS DE L'EUROPE...

Face à cette hégémonie du discours néolibéral, il est absolument urgent de reconstituer un espace public et critique européen. C'est ce qu'entreprennent les mouvements sociaux et les syndicats, tant nationaux qu'européens, réunis au sein de la "Conférence sociale conjointe" (B. Ces mouvements ont lancé un appel en faveur d'un Sommet alternatif européen **©**. L'objectif de celui-ci est de coaliser les forces vives européennes, qu'elles soient sociales, syndicales, politiques ou individuelles (intellectuels européens), en vue de définir les actions à mener pour enrayer la dynamique ultralibérale actuelle et reconstruire un nouveau modèle de développement. Cet appel a été signé par de nombreux réseaux sociaux, mouvements sociaux et personnalités tant intellectuelles



MATRAQUAGE MÉDIATIQUE

La plus grande partie de la population belge, allemande..., semble malheureusement convaincue que les politiques d'austérité sont indispensables, qu'elles vont permettre de résoudre la crise. Les médias dominants continuent leur matraquage en faveur de ces politiques, au prix de toutes les incohérences. Un reportage récent de la RTBF montrait ainsi que les politiques d'austérité menées en Grèce mettaient la population et l'économie à genoux; pour mieux affirmer quelques secondes après que c'est pour ne pas vivre un scénario à la grecque qu'il faut mener ces politiques chez nous aussi. "Mieux vaut prévenir que guérir", telle était la morale retenue par le journaliste. Sans comprendre que l'austérité chez nous, condamne encore plus la Grèce - et au-delà, la zone euro à l'effondrement.

que politiques. Quelque chose est peut-être en train de se produire en Europe. Des actions de résistance sont programmées dans les prochains mois à Francfort (siège de la BCE), en Croatie, en Italie, en Grèce... Même en Allemagne, fer de lance de l'Europe austéritaire, un appel a été lancé par une brochette de syndicalistes et d'intellectuels de haut vol (notamment le philosophe Jürgen Habermas), pour dénoncer la dérive antidémocratique de l'Europe O. Le défi est de faire se toucher ces différentes initiatives et de constituer un espace de résistance permanent, occupant l'espace médiatique et infléchissant la vision des syndicats et des politiciens européens.

Les syndicats traditionnels et les partis de gauche doivent comprendre que s'ils tardent à revoir leurs analyses et à intensifier leurs mobilisations, ils risquent

d'être de plus en plus marginalisés dans le mouvement qui naît actuellement. Faut-il rappeler qu'en Grèce et en Espagne notamment, des critiques de plus en plus virulentes se font entendre contre les syndicats traditionnels? Les syndicats doivent élever leur niveau de critique et comprendre que la crise ne peut être résolue sans un rejet catégorique des politiques néo-mercantilistes **(3)** et sans un changement fondamental de l'Europe. Les ennemis de l'Europe ne sont pas ceux qui critiquent le MES et le pacte budgétaire; ce sont les dirigeants européens eux-mêmes. Ces dirigeants ont perdu toute légitimité dans les pays les plus touchés par la crise; en s'accrochant à une Europe périmée qui n'est plus synonyme, pour beaucoup de citoyens européens, que de dégradation sans fin de leurs conditions d'existence, les dirigeants européens jouent avec le feu. Comme on le voit en Hongrie, en France et aux Pays-

Bas notamment. Sans changement

de cap, l'Europe sera très vite confrontée au retour des monstres du passé. •

- ② Jean-Gabriel Bliek et Alain Parguez, Le plein emploi ou le chaos, Economica, 2006, p. 40.
- 3 www.jointsocialconference.eu
- ⊕ www.altersummit.eu
- ① http://europa-neu-begruenden.de/ france/index.html
- Politiques consistant à fonder la croissance d'un pays sur les exportations et donc sur la compression des salaires, des cotisations sociales et des impôts.
- Q Les articles présentés dans ce dossier "Europe" ont, tous trois, été rédigés début mai 2012.





Mécanisme européen de stabilité: **une Europe sourde**aux revendications des peuples

COUP D'ÉTAT

La signature du traité instituant le mécanisme de stabilité

au niveau européen et son contenu ont pratiquement été passés sous silence dans la presse et par nos dirigeants. Pourtant, depuis l'automne 2011, de nombreux articles fleurissent sur Internet pour dénoncer le fait que le MES bafoue les principes de base de la démocratie : il échappe à tout contrôle démocratique et bénéficie d'une immunité juridique 3 totale alors qu'il dispose librement des caisses des États. Cette prise de pouvoir, qui porte directement atteinte aux prérogatives des Parlements nationaux élus par les peuples, a toutes les apparences d'un véritable coup d'État.

À L'HEURE OÙ LA CRISE DE LA DETTE ET SES CONSÉQUENCES NE SONT PLUS RÉSERVÉES AUX PAYS DU SUD, L'UNION EURO-PÉENNE A DÉCIDÉ DE SE DOTER D'UN MÉCANISME EUROPÉEN DE STABILITÉ (MES) CENSÉ PERMETTRE LA GESTION DES CRISES AU SEIN DE LA ZONE EURO ET REMPLACER DE FAÇON PERMANENTE LE FONDS EUROPÉEN DE STABILITÉ FINANCIÈRE (FESF) À PARTIR DE JUILLET 2012, SOIT SIX MOIS PLUS TÔT QUE PRÉVU INITIALEMENT.

Sarah Berwez
CADTM Bruxelles (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde)

turel...) dont nous ne connaissons que trop bien les effets néfastes sur les populations au Sud. Dès le préambule, le traité annonce la couleur en scellant une coopérappeler qu'une fois ratifié, le traité prévaudra sur les lois nationales.

Jugé comme le premier instrument financier de solidarité européen par certains, le MES ne constitue pourtant rien d'autre qu'un moyen supplémentaire d'assurer la dictature des marchés. En effet, la majorité du capital du MES prend la forme d'une garantie apportée par les États, calculée au prorata du PIB de chacun des pays signataires. Lorsque le MES "vient en aide" à un pays en difficulté, il va donc emprunter sur les marchés financiers internationaux, mais le MES n'hésite

"AUSTÉRITAIRE"

Lors de la révision du texte en février 2012, un nouveau paragraphe **G** particulièrement important est venu grossir l'introduction du traité et durcir les conditions préalables d'accès au MES. Désormais, pour pouvoir bénéficier de son "assistance", les États devront d'abord avoir ratifié le fameux Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire incluant la règle d'équilibre budgétaire. Selon cette "règle d'or", le déficit structurel ne pourra pas excéder 0,5 % du PIB. Le TSCG prévoit le

LE MÉCANISME EUROPÉEN DE STABILITÉ BAFOUE LES PRINCIPES DE BASE DE LA DÉMOCRATIE."

Le texte du traité est limpide et lourd de conséquences. Sa raison d'être consiste à "mobiliser des ressources financières et fournir. sous une stricte conditionnalité de politique économique, adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi, un soutien à la stabilité à ses membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves problèmes de financement, si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et de ses États membres."

Les conditions • en question rappellent directement celles du FMI (privatisations, programmes d'ajustement struc-

ration "étroite avec le Fonds monétaire international dans le cadre de l'octroi d'une assistance financière" ainsi que la nécessité pour "l'État membre de la zone euro demandant l'assistance du MES qu'il adresse, lorsque cela est possible, une demande similaire au FMI". Plus loin, le texte est tout aussi clair, octroyant au FMI et à la Commission européenne le pouvoir d'évaluer la situation financière du pays en difficulté et de proposer un "programme d'ajustement macroéconomique". @ En outre, le MES bénéficiera, comme le FMI et après ce dernier, du statut de "créancier privilégié". 6 Il est utile de

LE MES NE CONSTITUE RIEN D'AUTRE QU'UN MOYEN SUPPLÉ-MENTAIRE D'ASSURER LA DICTA-TURE DES MARCHÉS."

pas à réaliser une plus-value nette. En novembre 2010, quand le MES emprunte 3,6 milliards d'euros à 2,75 %, il propose cette somme à l'État irlandais à un taux de 5,9 %. devoir de transposer cette règle dans les législations nationales, si possible au niveau constitutionnel: il s'agit donc de constitutionnaliser l'austérité et de la rendre automatique. De façon générale, on ne peut que déplorer le caractère soi-disant curatif et non préventif de cette démarche des Européens vendue comme un remède à la crise. Aucun changement structurel à l'ordre du jour, aucune limitation du pouvoir du monde financier: comment croire que ce traité apportera une solution aux problèmes actuels?

OPPOSITIONS

Devant une telle atteinte à la souveraineté des peuples, nous devons réagir. Le temps presse car le traité, déjà approuvé au niveau européen, doit rapidement être ratifié par les parlements des États signataires. Il est donc urgent d'ouvrir un débat démocratique de fond sur cette question. Le CADTM souhaite inviter les citoyen-ne-s à se saisir de cette question en interpellant les parlementaires belges et en leur demandant de se prononcer clairement en faveur ou contre la ratification du traité instituant le mécanisme européen de stabilité (http://www.interpellationmes.be/) ①. D'autres initiatives ont vu le jour dans des États membres concernés comme la France

O et l'Allemagne 1. Malgré ces protestations, le MES a été approuvé en France et est en bonne voie en Belgique depuis l'avant-projet de loi approuvé en mars dernier par le Conseil des ministres. Très peu de représentants politiques belges se positionnent actuellement clairement contre la ratification de ce traité. Il faut donc impérativement que cette action citoyenne d'interpellation s'étende vite à toute l'Europe afin de montrer ensemble à nos dirigeants que nous voulons donner notre avis sur cette question essentielle.

Par ailleurs, il paraît urgent de s'emparer plus largement de la question de la dette qui sert de prétexte pour imposer l'austérité. Les dettes publiques sont le résultat de trente années de politique libérale qui ont constitué un véritable mécanisme de



transfert de richesse. Aujourd'hui alors que la population n'est pas responsable de l'augmentation de la dette publique, c'est à elle qu'on impose de payer la facture. fiscales, en luttant contre la grande fraude fiscale et en taxant davantage le capital, les transactions financières, le patrimoine et les revenus des ménages riches.

LA "RÈGLE D'OR" CONSTITU-TIONNALISE <u>L'AUSTÉRITÉ."</u>

La réduction des déficits publics doit se faire non pas en réduisant les dépenses sociales publiques, mais par la hausse des recettes Pour réduire le déficit, il faut aussi réduire radicalement les dépenses entraînées par le remboursement de la dette publique dont la partie illégitime doit être annulée.

Pour avancer dans la création d'un large débat public sur ces questions et pour proposer des alternatives concrètes, il paraît important de mettre en place des audits citoyens de la dette publique. L'audit citoyen permet d'identifier la partie de la dette qui est illégitime et d'en justifier l'annulation, de déterminer les différentes responsabilités dans le processus d'endettement et



d'exiger que les responsables tant nationaux qu'internationaux rendent des comptes à la justice.

L'audit citoyen n'est pas une fin en soi mais constitue un formidable outil de sensibilisation, d'éducation populaire, de réappropriation par les citoyen-ne-s du débat sur l'endettement public et de mobilisation. Aujourd'hui, les audits citoyens de la dette se développent dans sept pays de l'Union européenne (Grèce, Portugal, Irlande, Italie, Espagne, Belgique et France) et différentes rencontres de coordination et de convergence de ces audits ont rencontré un certain succès.

Face à la crise de la dette, l'action citoyenne d'interpellation et la mobilisation apparaissent comme les clés dont il faut se saisir pour restaurer la démocratie et défendre nos droits fondamentaux.

UNE CAMPAGNE D'INTERPEL-LATION DES PARLEMENTAIRES

Comme vous l'aurez compris par rapport au début de cet article, le traité instituant le mécanisme européen de stabilité a déjà été approuvé au niveau européen. Cependant, il doit maintenant être ratifié par les différents États membres de la zone euro pour entrer en vigueur le 1er juillet 2012 au plus tard. Puisque la presse et le monde politique belge ne font pas grand cas de cette décision pourtant lourde de conséquences, l'urgence revient aux mains des citoyen-ne-s.

Le CADTM Belgique lance donc un appel à tous les citoyen-ne-s belges en les invitant à interpeller les membres de la Chambre des représentants. Nos élus se doivent d'être transparents et de prendre position publiquement sur ce dossier. Pour faciliter cette démarche, un courrier a été rédigé et peut être envoyé directement par chacun-e à partir du site www.interpellation-mes. be. Libre à vous de l'envoyer aux différents parlementaires par courrier si vous préférez (voir encadré).

ET LES RÉACTIONS?

Alors que tous les représentants de la Chambre ont reçu notre courrier (qui leur a déjà été envoyé personnellement par plus de mille citoyenne-s depuis le mois de janvier), certains partis n'ont pas encore iugé nécessaire de nous répondre. D'autres élus ont contourné l'interpellation en ne se prononçant pas réellement malgré la limpidité de la question posée dans le courrier. Enfin, une minorité s'est prononcée contre l'adoption du traité. Un millier de signatures, c'est autant de personnes qui ont décidé de demander à nos représentants de prendre leurs responsabilités et

l'on ne peut que s'en réjouir mais il nous faut créer rapidement un véritable effet boule de neige si nous voulons réellement nous faire entendre. Agir, c'est interpeller les parlementaires mais aussi faire passer le mot autour de soi. La politique européenne semble parfois bien éloignée de notre quotidien mais les répercussions de ce genre de décisions risquent de nous toucher de plein fouet en vampirisant les ressources collectives. Ne nous laissons pas endormir par l'aspect complexe de ces matières et les discours des dirigeants européens qui voudraient nous faire croire que l'austérité est la seule voie possible. Il suffit de creuser un peu pour comprendre rapidement l'importance de réagir aujourd'hui face à une gouvernance sourde à la voix des peuples. ■

- ☼ Texte intégral du Traité européen instituant le mécanisme européen de stabilité approuvé le 2 février 2012 publié sur http://www.interpellation-mes.be/texte-du-nouveau-traite/
- Article 32 (pour l'immunité du MES) et 35 (pour l'immunité des personnes).
- Θ Article 3.
- ① Article 12.
- Article 13.
- Préambule, Considérant que, 13).
- Voir dans la suite de l'article "Une campagne d'interpellation des parlementaires".
- Pétition rassemblant déjà plus de 7 400 signataires http://www.petitionpublique.fr/ PeticaoVer.aspx?pi=MES2012
- Pétition rassemblant déjà plus de 590 000 signataires http://www.abgeordneten-check.de/email/unentschieden/69.html
- Traité européen instituant le mécanisme européen de stabilité, Article 5.1., Conseil de l'Europe, 2 février 2012
- Article 35.1.
- Article 8.1.
- Article 9.3.
- Article 10.1.
- Article 32 (2, 3, 4 en particulier) .
- @ Article 35.1.
- ☼ Le site de l'action propose aussi plusieurs articles explicatifs, des liens sur le sujet, le texte complet du traité et les réponses des différents parlementaires dans leur intégralité.

Du constat à l'action

"Madame, Monsieur,

Je vous écris concernant le traité européen instituant le mécanisme européen de stabilité sur lequel vous devrez vous prononcer prochainement en tant que parlementaire belge. Je m'étonne du silence qui entoure ce traité crucial et je m'indigne de l'absence de consultation populaire à ce sujet. Il faut impérativement ouvrir un débat public sur cette question dans les plus brefs délais. Les citoyen-ne-s n'ayant jusqu'à présent pas été directement consulté-e-s sur ce document essentiel, la balle est dans votre camp et je compte sur vous.

Au sein de ce mécanisme, les décisions seront prises par le Conseil des gouverneurs composé exclusivement des ministres des Finances de la zone euro ③. Aucun veto, ni aucune autorité des Parlements nationaux ne sont prévus sur ces ministres lorsqu'ils agissent au titre de gouverneurs. De plus, ils jouiront en cette qualité d'une immunité totale leur permettant d'échapper à toute poursuite judiciaire ④. Pourtant, ils disposeront alors librement des caisses de l'État, qui devra accéder de façon "irrévocable et inconditionnelle" ④ à leurs demandes. Il est aussi intéressant de noter que le budget de départ ⑤ du MES pouvant être réclamé aux États membres dans un délai de sept jours seulement

O n'est pas plafonné et peut donc augmenter de façon illimitée sur décision du Conseil des gouverneurs Q.

Aucun membre ou employé de cette structure ne sera élu par la population ni responsable devant elle. Plus fort encore, le MES peut attaquer en justice mais pas être poursuivi, pas même par les gouvernements, les administrations ou les tribunaux ①. Le manque de transparence concerne aussi les documents "inviolables" ①, qui ne seront rendus publics que si le Conseil des gouverneurs le souhaite.

Négation des compétences fiscales et budgétaires des Parlements nationaux, déni des principes de base de la démocratie, impossibilité d'opposer un veto, immunité judiciaire totale, opacité des documents... Autant de procédés antidémocratiques qui m'amènent aujourd'hui à vous demander d'adopter une position claire quant à ce traité. Allez-vous l'accepter ou le rejeter? Il va sans dire que je prendrai en compte votre réaction sur cette question cruciale la prochaine fois que je serai appelé-e aux urnes. Pour information, votre réaction sera publiée sur un site 8 permettant aux citoyen-ne-s de savoir quels parlementaires ont répondu à cette interpellation et comment chacun s'est prononcé. Merci d'avance pour votre réponse."

L'Union européenne, "austéritaire" jusqu'au bout des ongles...

Les décisions qui suivent ont été prises hors de la structure propre de l'Union européenne, sous la forme d'accords intergouvernementaux entre États de la "zone euro" (ouverts aux autres États de l'UE). Cela évite à certains pays de passer par la voie référendaire pour pouvoir les adopter d'autorité **(a)**.

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) (MES) (en cours de ratification par les États membres, crée un fonds financier pouvant venir en aide aux États de l'UE qui ne parviendraient plus à lever des emprunts à des taux décents sur les marchés financiers pour refinancer leur dette. Pour bénéficier de ce fonds, les États doivent s'engager dans des mesures de stabilité budgétaire, basées en gros sur les critères de convergences de Maastricht. Des dispositions précédentes ("Semestre européen" et "6-pack") de l'UE donnent déjà à la Commission de grands pouvoirs directifs quant à l'élaboration, le contrôle de la mise en œuvre par les États membres (en particulier ceux de la zone euro) des plans décidés, voire à l'application de sanctions en cas de non-respect par ceux-ci des mesures projetées en matière de déficit budgétaire maximal (3 %) et de dette publique (qui ne peut dépasser 60 % du PIB).

Sous l'impulsion de la chancelière allemande Angela Merkel, un traité supplémentaire (le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance – TSCG) • a été signé par les États membres au début du mois de mars 2012. Articulé au MES, il pourrait durcir les objectifs

"AUSTÉRITAIRE". VOILÀ BIEN LE NÉOLOGISME APPROPRIÉ
POUR QUALIFIER L'ORIENTATION GÉNÉRALE DES DÉCISIONS
POLITIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE FINANCIÈRE.
TOUT Y EST FONDÉ À LA FOIS SUR L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE
DANS TOUS LES DOMAINES ET SUR UN CONTOURNEMENT DES
DISPOSITIFS DÉMOCRATIQUES D'UN CERTAIN NOMBRE D'ÉTATS
MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (UE).

Didier BrissaFormateur au Centre d'éducation populaire "André Genot", référent du Pôle "Europe" de la FGTB wallonne.

à atteindre dès 2013, notamment en abaissant le seuil maximum de déficit budgétaire toléré de 3 % à 0,5 %. Mais en plus, la "règle d'or" figurant dans son article 3 veut inscrire ces politiques d'austérité jusque dans la constitution même des États membres **①**.

Tous, nous mesurons déjà l'ampleur de l'effort exigé des peuples par les mesures actuelles d'austérité, tant en matière socioéconomique que dans le domaine des soins de santé ou encore sur les moyens de fonctionnement des services publics. Le Portugal, l'Espagne et surtout la Grèce nous donnent un aperçu de ce que produirait une austérité accrue...

ÉTOUFFER LA COLÈRE DES PEUPLES...

Ces deux décisions européennes, nées du leadership franco-allemand Sarkozy-Merkel, sont apparues dans les débats de la présidentielle française. François Hollande sembla un temps y trouver un argument de contradiction face à son adversaire principal dans la course à l'Élysée. Dans un premier temps, le candidat Hollande a exprimé sa volonté de voir la France renégocier le TSCG, après avoir appuyé l'abstention des élus socialistes français lors du vote d'adoption du MES par les chambres françaises. Cette abstention, de même que le vote négatif d'une partie des élus d'Europe-Écologie-Les Verts (EELV) et de l'ensemble des élus du Front de gauche (FdG), a fait l'objet d'une violente critique de la part de quelques personnalités franco-européennes proches des Verts dans une tribune du journal Le Monde **(3)**. Ces signataires estiment que le MES est enfin la mise en œuvre d'une solidarité européenne en matière financière et font le pari de la remise en cause ultérieure du TSCG. Quelques autres personnalités de gauche ont, par la même voie de presse, détaillé le fourvoiement des premiers **6**. Aux arguments de ces derniers, on peut ajouter que les signataires du premier texte oublient que, même si François Hollande est le nouveau président, cela ne sera pas suffisant dans l'état actuel du rapport de forces gauche-droite entre gouvernements européens

pour obtenir le rejet du TSCG. De plus, ils passent sous silence les dispositions d'austérité comprises au sein même du texte: "Le MES peut fournir à un membre (...) un soutien à la stabilité, subordonné à une stricte conditionnalité adaptée à l'instrument d'assistance financière choisi. Cette conditionnalité peut prendre la forme, notamment, d'un programme d'ajustement macroéconomique ou de l'obligation de continuer à respecter des conditions d'éligibilité préétablies." @ Mais c'est aussi irrecevable parce que, même si leur hypothèse se réalise (un MES sans TSCG), les traités et pactes précédents restent effectifs. Or ils donnent déjà les éléments nécessaires à transformer le MES en outil de contrainte (1) sur le budget des États devant avoir recours à son fonds d'aide, même si les objectifs seraient un peu moindres.

Par ailleurs, comme sur plusieurs autres sujets, François Hollande a reculé durant sa campagne électorale sur la remise en cause du TSCG et propose désormais que celui-ci soit accompagné d'un

EUROPE

volet supplémentaire portant sur une politique de relance de la croissance dans l'UE. Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, lui a rapidement emboîté le pas en proposant un nouveau "pacte pour la croissance". En reprenant le mot d'ordre de la dernière manifestation européenne initiée par la Confédération européenne des syndicats (CES), les tenants de cette proposition cherchent à amadouer la colère des peuples face aux politiques d'austérité en leur présentant une sorte de "carotte" après le "bâton". Cependant, dès que l'on creuse un peu de quoi pourrait être fait ce "pacte de croissance", le masque tombe assez rapidement. En effet, M. Draghi continue de prôner "la flexibilité du travail et une saine gestion". Le président de la BCE veut le faire "non pas en relançant la demande européenne, (...) mais plutôt par la promotion de "réformes structurelles" (...) censées "faciliter l'entreprenariat, l'établissement de nouvelles entreprises et la création d'emplois"" ●. Il ne s'agit donc en rien de desserrer l'étau budgétaire mais de procéder à la mise en place de mesures visant à augmenter la concurrence interne entre travailleurs de l'UE.

... ET METTRE EN PIÈCES LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, la Commission travaille avec acharnement sur plusieurs projets de directives et de règlements qui pourraient devenir les instruments de cette nouvelle offensive contre le monde du travail.

Malgré les mobilisations sociales et un premier rejet par le Parlement européen en mai 2009, la Commission a remis à nouveau en chantier une directive "temps de travail" visant entre autres à faire sauter les limitations supérieures, notamment en ouvrant la possibilité d'accord direct entre travailleurs et employeurs et/ou en augmentant les périodes dites de références (c'est-à-dire en

permettant de dépasser la durée maximale du travail en calculant des moyennes sur plusieurs mois, voire plusieurs années, plutôt que sur un maximum hebdomadaire ou mensuel). de règlements tirés du livre blanc Une stratégie pour des retraites adéquates, sûres et viables dont les principaux éléments visent à relever le taux d'activité entre 55 et 64 ans. Les recommandations

LE PACTE DE CROISSANCE NE VISE PAS À DESSERRER L'ÉTAU BUDGÉTAIRE MAIS À PROCÉDER À LA MISE EN PLACE DE ME-SURES VISANT À AUGMENTER LA CONCURRENCE INTERNE ENTRE TRAVAILLEURS DE L'UE."

Au prétexte d'alléger les "charges" pesant sur les PME de moins de 250 travailleurs, la Commission a également avancé une proposition visant à "l'exonération des PME d'une partie de la législation européenne", faisant en sorte que ne leur soient plus applicables des pans entiers de la législation concernant la santé et la sécurité au travail, le droit du travail, la participation des travailleurs, l'information et la consultation des travailleurs (en ce compris les restructurations d'entreprises, l'information économique et financière et le bilan social avec tout ce que cela implique en termes de données statistiques nationales), la comptabilité ou encore l'environnement...

faites en juillet 2011 insistent surtout sur la nécessité de garder les travailleurs âgés plus longtemps au travail, surtout en augmentant l'âge de la pension et en le liant à l'espérance de vie. Pour la Commission, il faut aussi limiter l'accès à la pension anticipée qui s'applique à tous les employés ou à des professions spécifiques (la Commission parle ici de la Belgique qui permet aux travailleurs ayant des périodes complètes de contribution au système de partir plus tôt à la pension qu'à l'âge légal). Sur ces derniers points, le gouvernement Di Rupo a déjà commencé à s'attaquer aux droits des travailleurs en la matière en relevant l'âge d'accès à la prépension, avec pour objectif de le

LE PACTE POUR L'EMPLOI ET
LA CROISSANCE DE LA COMMISSION AURA POUR BUT DE FLEXIBILISER ENCORE PLUS LE MARCHÉ
DU TRAVAIL. IL S'AGIRA DE NOUVELLES MESURES DE DÉRÉGULATION ET DE DÉSTRUCTURATION
DES RELATIONS DE TRAVAIL AU
PROFIT DES ACTIONNAIRES."

Comme si cela ne suffisait pas, la Commission travaille encore sur l'établissement de législations, de recommandations, de directives et supprimer à moyen terme. Il s'agit aussi de généraliser le recours aux pensions complémentaires, tirées des fonds de pensions privés (qui sont en partie à l'origine de la crise financière de 2008 et ont fortement souffert de celle-ci).

Pratiquant la "stratégie du choc", telle que la décrit l'analyste canadienne Naomi Klein dans son livre du même nom, la Commission en profite pour faire feu de tout bois. elle est ainsi en train d'approfondir la "directive détachement" • (ultime mouture de la "directive Bolkestein") facilitant le recours dans un État membre de l'UE à une main-d'œuvre issue d'un autre État membre aux conditions de salaire. de sécurité sociale et de fiscalité de leur pays d'origine. Les effets néfastes en matière de dérégulation et de concurrence de cette directive ne sont pourtant plus à démontrer (c'est la généralisation du "plombier polonais", "du maçon portugais" et du "chauffeur de l'Est", récemment remis en lumière par l'incendie en Flandre d'un baraquement ayant causé la mort de chauffeurs polonais qui le squattaient, faute de pouvoir se payer un logement décent).

Dernière arme, et non des moindres, entre les mains de la Commission, le livre vert Moderniser le droit du travail pour relever les défis du XXIe siècle (3), dont la soumission à consultation publique s'est achevée en mars 2007. L'association des Avocats européens démocrates (AEuD) en fait notamment l'analyse suivante: "Derrière un verbiage imprécis et insupportable et qui puise largement dans un vocabulaire pseudo-scientifique émaillé de termes anglo-saxons mal traduits, le but véritable des rédacteurs apparaît: il s'agit ni plus ni moins que de mettre en pièces le patient travail législatif, jurisprudentiel et intellectuel qui a construit un socle partagé - au moins en Europe continentale – de règles qui encadrent l'inégalité de principe de la relation individuelle de travail fondée sur le lien de subordination. Ce texte énonce comme une évidence que, faute d'une "flexibilité accrue" du "contrat de travail classique" il y aurait des risques de



voir se développer une "segmentation" des marchés du travail en Europe privilégiant les "insiders" au détriment des "outsiders"" ①. La Commission veut donc s'attaquer aux "rigidités" du marché du travail, identifiant comme principale d'entre elles le "contrat de travail à durée indéterminée" puisque, d'une part, celui-ci empêche les employeurs d'ajuster leur "stock de main-d'œuvre" aux variations de leurs besoins et, d'autre part, parce qu'il "est un frein à la mobilité des travailleurs"...

Divers propos de M. Draghi invitent à supposer qu'un "pacte pour l'emploi et la croissance" concocté avec les éléments sur lesquels la Commission a déjà planché, aura pour but de flexibiliser encore plus le marché du travail comme unique moyen de relancer la croissance. Un tel "pacte pour l'emploi et la

croissance" ne camouflerait que très mal de nouvelles mesures de dérégulation et de déstructuration des relations de travail au profit des actionnaires. Est-il besoin d'en ajouter plus pour que les travailleurs et les organisations syndicales prennent la mesure du piège qu'on leur tend?

⚠ Le 16 décembre 2010, le Conseil européen amende deux lignes du "Traité sur l'Union européenne" afin d'éviter la tenue de référendums (procédure de révision simplifée, art. 48-6 TUE). http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ec/118578.pdf#page=6

① http://www.european-council.europa.eu/media/582863/06-tesm2.fr12.pdf

⊕ http://european-council.europa.eu/
media/639232/08_-_tscg.fr.12.pdf

• Pour mémoire, avoir intégré à sa constitution son modèle économique, fut pendant des décennies, l'un des principaux reproches démocratiques faits à l'Union soviétique...

3 Mécanisme européen de stabilité: la

bourde historique de la gauche, Besset, Cohn-Bendit, Lipietz, Moulier-Boutang, Vallée, Le Monde, 25.02.2012.

Q Le MES n'est pas un mécanisme de solidarité européen, Debons, Généreux, Habel, Harribey, Khalfa, Vergiat et Wurtz, Le Monde, 01.03.2012.

Traité du MES: article 12, point 1 (voir note A).

① La Commission européenne peut déjà, par le 6-pack, proposer les amendes s'appliquant automatiquement, sauf... si 70 % des États membres du Conseil européen votent contre

♠ Europe: Draghi réclame un "pacte de croissance", Le Figaro, 26.04.2012.

10 http://www.etuc.org/a/7045

© http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/ site/fr/com/2006/com2006_0708fr01. pdf / http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/ LexUriServ.do?uri=CELEX:52007DC0627: FR:NOT

http://www.aeud.org/file/Livre %20 Vert.pdf

Pour une analyse critique des enjeux de la question syrienne

Les questions de relations internationales ne sont pas prééminentes dans l'action et dans la réflexion d'une association comme le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion. Toutefois, en tant qu'association progressiste d'éducation permanente, il importe d'élargir le champ des thématiques explorées surtout quand cela permet de stimuler l'analyse critique et de mettre en lien des enjeux où les composantes de solidarité et de lutte contre l'oppression sont perceptibles.

LE PRINTEMPS ARABE

Ainsi dans le cas de l'actualité en Syrie, différentes dimensions sont intéressantes à traiter. On peut interroger tant l'objectivité journalistique que notre rôle en tant que progressistes de pays occidentaux par rapport à des drames qui se jouent dans le tiers monde. Les révolutions arabes ont suscité un espoir quant à la capacité des peuples en lutte à se lever contre les tyrans sanguinaires qui les opprimaient et dont certains, à l'instar des dictateurs d'Égypte et de Tunisie, bénéficiaient d'une complicité ou à tout le moins d'une tolérance des pays occidentaux. Ces derniers ont, sans surprise, soutenu davantage les peuples en lutte à l'automne du printemps

LE DOSSIER QUI SUIT DÉVELOPPE UNE SÉRIE D'ARGUMENTS PASSÉS SOUS SILENCE DANS LES MÉDIAS, ALORS QU'ILS SEMBLENT UTILES À LA COMPRÉHENSION DES TENSIONS QUI TRAVERSENT ACTUELLEMENT LA SYRIE ET DU RÔLE JOUÉ PAR LES PAYS OCCIDENTAUX DANS CE CONFLIT.

Carlos Crespo Rédacteur en chef d'Ensemble!

arabe lorsqu'ils comprirent que les colères populaires pouvaient aussi bien emporter des alliés moins fiables de l'Occident comme Mouammar Kadhafi. peu appréciés - dans le cas de Kadhafi, c'était plus fluctuant - par l'Occident a été menée à bien. Le résultat pour ce qui est de la Libye a été une intervention

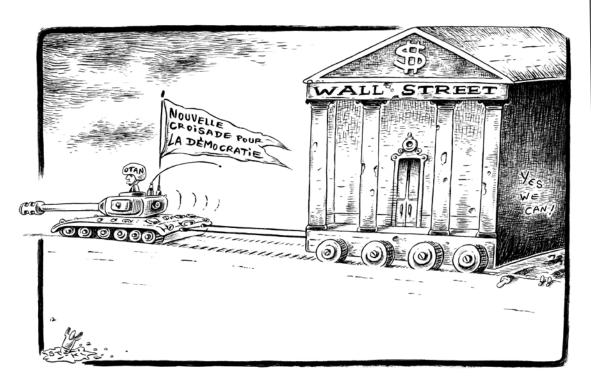
ON PEUT SE DEMANDER SI L'ÉVOCATION DU NON-RESPECT DES DROITS DE L'HOMME PAR CER-TAINS N'EST PAS OPPORTUNISTE ET LIÉE À DES ENJEUX GÉOPOLI-TIQUES GLOBAUX."

LE CAS D'ÉCOLE LIBYEN

Le précédent libyen doit indubitablement être pris en compte dans la construction d'une réflexion critique sur la question syrienne. Les situations sont comparables. En effet, dans les deux cas, une campagne en faveur du droit d'ingérence humanitaire pour aider les insurgés contre deux dirigeants militaire d'une coalition à forte dominante occidentale qui s'est manifestement écartée du mandat octroyé par les Nations unies et a contribué activement au renversement de Kadhafi. La Belgique a été partie prenante de l'opération et tant l'absence de réel débat public sur cette thématique que l'unanimisme des formations politiques représentées au Parlement ont été particulièrement remarquables.

VA-T-EN-GUERRE

On peut faire l'hypothèse que la perception d'une grande partie de l'opinion publique de l'opération libyenne est positive puisqu'elle a fait tomber un dictateur et permis de libérer un peuple de l'oppression. Il est vrai que les médias ne couvrent que très peu les luttes entre factions rivales libyennes ou le sort réservé à certaines minorités et n'investiguent pas trop les liens éventuels avec la déstabilisation de certains pays voisins. À ce stade, les élites politiques ne semblent pas avoir trop d'états d'âme sur ce dossier. La vice-présidente belge du Parlement européen, Isabelle Durant, se fait même presque lyrique quand il s'agit de décrire l'accueil des Européens dans la Libye post-Kadhafi: "À chaque fois, à quelques variantes



près, c'est le même décor, le même scénario: des hommes à la mine fatiguée mais appliqués à la tâche, le regard fier. Et à chaque fois, comme nous sommes européens, on nous souhaite la bienvenue et on nous fait le V de la victoire." • Pour peu, la prose de la responsable Écolo rappellerait celle de BHL! Il reste encore à voir si l'issue à la crise syrienne sera similaire.

UNE SITUATION COMPLEXE EN SYRIE

Le soutien à un autocrate et/ou à la répression des masses ne sera jamais compatible avec la ligne éditoriale de ce journal. Néanmoins, il importe de souligner la complexité de la situation syrienne. Le régime autocratique de Bachar Al Assad s'est rendu certes coupable de multiples exactions à l'égard d'une partie de sa population mais cela ne doit pas nous empêcher de nous interroger sur les desseins et les méthodes de l'opposition armée ou sur la surmédiatisation de la répression syrienne en comparaison avec celle menée au Bahreïn pour ne citer qu'un exemple. On peut légitiment se demander si l'évocation du non-respect des droits de l'homme par certains

n'est pas simplement opportuniste et liée à des enjeux géopolitiques globaux.

Si l'on se base sur ce qui s'est passé en Libye, il nous faut également réfléchir aux conséquences pour la stabilité de la région qu'aurait une intervention militaire occidentale en Syrie mais aussi sur la coexistence entre différentes ethnies ou religions. Cela est d'autant plus intéressant à évaluer car si l'on prend l'exemple de pays, comme l'Afghanistan ou l'Irak, qui ont été occupés militairement par des puissances occidentales sur une longue période, ils n'ont pas précisément été des modèles de stabilité où le dialogue interculturel, interethnique et interreligieux a été particulièrement idyllique.

L'IMPÉRIALISME OCCIDENTAL

Par ailleurs, il convient de se demander si une intervention militaire occidentale dans les pays situés entre l'Atlas et la péninsule arabique n'est pas vouée à être stratégiquement contre-productive vu les agissements coloniaux et postcoloniaux des puissances impérialistes et la détestation légitime qu'elles suscitent auprès de la "rue" arabe. Un satrape, même

parmi les pires oppresseurs, qui serait agressé par l'impérialisme risque bien de voir augmenter l'adhésion populaire à sa cause.

Dès lors, au-delà de la répulsion compréhensible que l'on peut légitimement ressentir pour tout régime despotique, il importe de bien mesurer les tenants et les aboutissants de tout acte que l'on poserait à son encontre voire de se demander si, à certains moments, le remède n'est pas pire que la maladie. Le recours à la force est dans bien des cas loin d'être la réponse optimale; il faut impérativement envisager plusieurs pistes de sortie de crise en Syrie et privilégier un règlement politique du conflit.

CONTRIBUTIONS AU DÉBAT

Pour contribuer à une réflexion constructive et étayée sur la Syrie, dans les lignes qui suivent, vous trouverez une tribune offerte à la CNAPD, association renommée pour son engagement en faveur de la paix ainsi qu'une analyse qui se veut alternative à celle des grands médias sur la Syrie. ■

① http://www.isabelledurant.be/index.php/2011/09/25/free-libya-for-ever/

LIBYE, SYRIE.
FAIRE
LA GUERRE
POUR FAIRE
LA PAIX?
(Samuel Legros)

(54)
AU CŒUR
DU "CLAN"
ALAOUITE...
(Daniel Flinker)

QUE SE PASSE-T-IL RÉELLEMENT EN SYRIE?

(64)

LA SITUATION
EN SYRIE DOIT
QUESTIONNER
L'OCCIDENT!

(Daniel Flinker)

Libye, Syrie. Faire la guerre pour faire la paix?

L'ATTITUDE BELLIQUEUSE DE L'OCCIDENT ET LES ACTIONS DE L'OTAN FACE AU "PRINTEMPS ARABE" VONT À L'ENCONTRE DES PRINCIPES QUE NOUS PRÉTENDONS DÉFENDRE...

Samuel Legros CNAPD

La CNAPD (Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie) est une coordination de 47 associations (organisations de jeunesse et d'éducation permanente). Elle a pour objectif de sensibiliser l'opinion publique; de la mobiliser contre la guerre, les raisons de conflits, pour la solidarité internationale et la démocratie, contre les exclusions et les inégalités.

ESPOIRS

Les soulèvements populaires qui ont eu - et qui ont encore - lieu en Afrique du Nord et au Proche-Orient sont donc un sujet de préoccupations pour la CNAPD et l'objet d'une mobilisation continue pour la paix et la non-violence. Cette préoccupation s'est au fur et à mesure concentrée sur les réponses occidentales à ces soulèvements, qui sont passées d'une position de retrait à un rôle central pour l'intervention armée et violente; dénaturant par là même le mouvement qu'ils entendaient officiellement défendre.

L'année 2011 a en effet été porteuse de beaucoup d'espoirs pour tous les peuples de la planète: celui de voir le pouvoir de la mobilisation citoyenne déstabiliser des régimes bien établis. Toute la région d'Afrique du Nord s'est ainsi embrasée quand les peuples y ont décidé la fin de l'oppression et de l'accaparement du pouvoir, parfois au péril de leur vie.

COMPROMISSION

Dans un premier temps, les réactions occidentales ont fait état d'une position d'incompréhension ou de gêne. On a pu constater ainsi le silence de la Belgique face à la répression du mouvement populaire en Tunisie ou en Égypte. On a pu entendre également Nicolas Sarkozy proposer au gouvernement tunisien de Ben Ali l'aide des services de maintien de l'ordre français dans le but de mater le mouvement, dont les victimes se comptaient déjà par dizaines.

rapidement tourné dans nos pays vers la nécessité de "soutenir" ces mouvements et de "protéger les civils" (des dizaines de milliers de personnes trouveront la mort lors de cette guerre) par la mise en place d'une "No-fly-zone", en apparence inoffensive, destinée à empêcher le survol du territoire libyen.

LA DÉFENSE DES DROITS FON-DAMENTAUX, LA PROTECTION DE LA PERSONNE, LE DROIT À LA VIE ET À LA SÉCURITÉ NE PEUVENT ÊTRE DÉFENDUS PAR DES MOYENS, TELS QUE L'INTERVENTION MILI-TAIRE, QUI BAFOUENT EN EUX-MÊMES CES DROITS."

GUERRE

Faisant très vite oublier leur position gênée – voire conciliante avec la répression – du début des soulèvements, les pays occidentaux se sont ensuite posés comme défenseurs de la lutte de libération des peuples en soutenant par les bombes les revendications de l'opposition libyenne. Profitant en effet de l'élan de sympathie engendré chez nous par le "printemps arabe", le débat a

Très vite pourtant, les implications concrètes de cette politique se font connaître: bombardements préventifs massifs avec tous les dégâts qu'ils occasionnent (ainsi en va-t-il de même pour l'instauration d'un couloir humanitaire ou d'une "zone tampon", demandé pour la Syrie). On constate par la suite que la campagne de l'OTAN en Libye avait pour objectif – d'ailleurs avoué par après – le renversement du régime et le soutien à l'insurrec-

tion; contre le mandat du Conseil de sécurité.

Cette frénésie guerrière, que les alliés de l'OTAN déclarent de manière hargneuse vouloir reproduire en Syrie, a notamment eu pour conséquence de voir la CNAPD être taxée de complice de tyrans parce qu'elle refuse d'accepter la violence ② comme principe d'action, et parce qu'elle adopte une posture de doute dès qu'une puissance agit sur la scène internationale.

La campagne libyenne, comme sa possible reproduction syrienne, pose pourtant questions en de nombreux points de vue. Questions qui devraient, à elles seules, tempérer les ardeurs militaristes des observateurs **③**.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Ainsi en est-il du silence que les campagnes libyenne et syrienne imposent, en tout cas implicitement, sur d'autres situations qui mériteraient par analogie la même attention et vindicte universaliste. Pourquoi, par exemple, la nécessité de "protéger la population", comme on l'a officiellement déclaré pour la Libye, ne s'est pas fait sentir au Bahreïn, où l'armée saoudienne est venue en renfort de l'oppression sanglante du

gouvernement local? Ou encore au Yémen, où le mouvement populaire continue de souffrir de la répression du régime? Pourquoi, dès qu'il est question de la protection des civils palestiniens, le manichéisme disparaît-il automatiquement pour noyer le poisson de la réprobation? Cette politique du "deux poids, deux mesures" est, par définition, en contradiction avec les principes "universalistes" que l'on défend officiellement.

CONTRADICTIONS

En outre, et plus fondamentalement, la défense des droits fondamentaux, la protection de la personne, le droit à la vie et à la sécurité dont se targuent les alliés occidentaux en Libye ou en Syrie ne peuvent être défendus par des moyens, tels que l'intervention militaire, qui bafouent en eux-mêmes ces droits. Une autre voie et d'autres propositions n'ont pourtant que très peu été entendus, jusqu'à l'unanimité au Parlement fédéral lors du vote sur la participation de la Belgique à l'intervention en Libye.

Que l'on ne s'y trompe pas, la proposition de l'installation d'une "zone tampon" en Syrie n'est pas autre chose. La légitime consternation devant les violences sanglantes observées devrait pourtant tout naturellement impliquer une répulsion face à cette violence et, plutôt que l'unanimisme constaté pour l'intervention armée, entraîner un appel immodéré aux pourparlers et aux négociations de paix. Très peu de voix, toutefois, se sont élevées quand l'OTAN a refusé l'entrée en Libye d'une mission de conciliation de l'Union africaine ou quand la mission des observateurs de la Ligue arabe en Syrie a été suspendue, contre la demande de son coordinateur **©** et contre la décision de la Ligue arabe. Peu de cas, voire carrément de la dérision, a été fait de l'appel russe aux pourparlers en Syrie et aucune condamnation du refus de ces négociations par l'opposition syrienne.



SECOURISTE TRAÇANT UN COULOIR HUMANITAIRE

DIALOGUE

Les missions d'observation et la mise en place de pourparlers de paix mettant autour de la table toutes les parties en conflit sont pourtant des moyens efficaces, même si lents et graduels, pour tendre vers une résolution du conflit qui ne déstructure pas la société en profondeur et qui ne cause pas davantage de victimes. Ces deux moyens renvoient d'ailleurs au principe même de la démocratie qu'on entend défendre (les bombardements étant eux le paroxysme de la négation des principes qu'on entend défendre) : celui de l'institutionnalisation du conflit, de la confiance dans le dialogue comme seul moyen pour

résoudre les différends, en tout cas sur le long terme.

Pourquoi les moyens non-violents de résolution des conflits ne sont-ils que trop rarement mis en avant alors même que la Charte des Nations unies rappelle que le recours à la force ne peut être invoqué qu'une fois tous les autres moyens épuisés?

L'intérêt de certains acteurs en est probablement une explication même si celui-ci surfe sur la légitime émotion de l'opinion publique. Celle-ci, pourtant, se trompe quand elle soutient les mêmes moyens que ceux qu'elle condamne.

- Q Les campagnes de bombardements massifs entraînent toujours victimes civiles, énormes dégâts matériels et déstabilisation profonde de la société. Des vocables tels que "No-fly-zone" ont justement pour objectif de masquer les implications concrètes de ce genre de campagnes.
- ② Ces questions vont plus loin que les dérives très vite constatées de la campagne libyenne où les bombardements massifs des alliés avaient clairement pour objectif le soutien politique de la contestation contre Mouammar Kadhafi; allant totalement à l'encontre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité.

Au cœur du ''clan''alaouite...

Juin 2011, cent vingt soldats sont tués à Jisr al Choughour, une localité du Nord-Ouest de la Syrie. Selon les opposants à Bachar Al Assad, ils ont été exécutés pour insubordination, pour avoir refusé de massacrer des civils innocents. Mais d'après Damas, ses militaires ont été abattus par une bande armée, au moment où ils portaient assistance à la population de Jisr al Choughour, terrorisée par les hors-la-loi...

Que se passe-t-il réellement en Syrie? Quelles forces sociales s'y affrontent pour le contrôle du pouvoir? Comment les pays limitrophes influencent-ils le contexte syrien? Quels intérêts motivent l'Europe et les États-Unis à s'impliquer dans le conflit?

Les témoignages qui suivent offrent un point de vue original et polémique sur les événements qui secouent actuellement la Syrie... **(A)**

DES VACANCES AVEC BACHAR

Cet article se propose d'introduire de la complexité au sein du discours uniforme, propagé dans les médias, au sujet de la Syrie. Cette contribution au débat adopte donc un angle de vue inédit sur la question. Elle repose sur des entretiens réalisés durant l'été 2011, auprès d'Arabes alaouites de nationalité turque.

La Syrie est un pays arabe. Majoritairement sunnite, sa population se compose de douze pour cent de chrétiens et d'une proportion similaire d'Alaouites. Bachar Al Assad appartient à cette minorité, qui

CET ARTICLE CONDENSE UNE SÉRIE DE TÉMOIGNAGES INÉ-DITS, RECUEILLIS À LA FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE DURANT L'ÉTÉ 2011. UNE ENQUÊTE "À CONTRE-COURANT" À PROPOS DU CONFLIT QUI EMBRASE ACTUELLEMENT LA SYRIE.

Daniel Flinker

constitue une branche hétérodoxe du chiisme.

Antioche et Samandag sont deux villes frontalières de la Syrie, situées en territoire turc. Ces agglomérations sont partiellement peuplées d'Arabes alaouites. Installés au sud de la Turquie sunnite, ces derniers éprouvent un attachement particulier envers la Syrie.

Observateurs avertis des tensions qui traversent la région, les Arabes alaouites de Turquie, auxquels la parole est confiée dans ce document, se trouvent donc aux premières loges pour analyser les évolutions de la société syrienne.

Fournissant de nouvelles clés pour appréhender cette problématique, les personnes interviewées dans le cadre de cette enquête témoignent du climat de violence qui règne en Syrie et insistent sur le rôle joué, dans l'ombre, par la Turquie pour déstabiliser le pouvoir en place à Damas.

UNE REINE DE BONTÉ...

Entendu dans les médias internationaux: depuis juin, seize mille Syriens se sont réfugiés en Turquie, dans les environs d'Antioche (Antakya, en turc), pour fuir les massacres perpétrés, à quelques kilomètres de là, à Jisr al Choughour.

"Vu à la télé": sous une pancarte souhaitant la bienvenue à "la reine de bonté", l'actrice américaine Angelina Jolie, les yeux tout ronds, débarque expressément à Antioche, afin de s'enquérir de l'état des malheureux.

Découverte sur le terrain : une réalité moins hollywoodienne...

Sur le bord de la route asphaltée, à une centaine de mètres de l'entrée du village d'Altinözu où sont installés des réfugiés, un arbre protège quatre jeunes Syriens du soleil: "On vient de Jisr al Choughour. On sait ce qui s'est passé là-bas avec les cent vingt soldats: c'est un règlement de compte entre policiers et soldats!"

- "Ah bon?"
- "Oui, c'est ce qu'on nous a dit..."

De grands hangars métalliques, camouflés par une enceinte barbelée, composent le camp. "D'une capacité de deux mille places, il n'est occupé que par trois cents personnes", indique le garde en faction à l'entrée, après avoir interdit l'usage de tout appareil photographique. Il a l'air de s'ennuyer. Il explique: "Ils passent

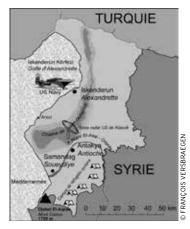
la frontière car ici, ils sont bien accueillis et reçoivent à manger... Il ne se passe rien en Syrie mais ils vont et viennent quand même."

Dans le petit bus qui m'a véhiculé, quelques minutes plus tôt, jusqu'aux montagnes dominant Antakya, le conducteur tient un discours similaire: "Tu dois écrire la vérité car dans les médias, il n'y a que des mensonges... Moi, je transporte tous les jours des gens de part et d'autre de la frontière. Tout se passe comme d'habitude, tout est calme, rien n'a changé. Les médias doivent arrêter d'effrayer les gens!"

CONFIDENTIEL

Pour quelle(s) raison(s) des Syriens franchissent-ils la frontière turque? L'anecdote racontée par un enseignant peut laisser perplexe: "Des officiels de l'État turc sont allés dans des villages sunnites derrière la frontière syrienne en leur promettant maison, terre et argent. C'est ce que les réfugiés ont expliqué aux professeurs turcs arabophones, qui peuvent servir d'interprètes dans les camps. Les réfugiés se sont rués sur eux en demandant: "Où est tout ce qu'on nous a promis?" Quand ils ont vu qu'ils n'auraient rien, beaucoup sont rentrés en Syrie."

(54)



Un policier d'Antakya certifie, quant à lui, que des Turcs proposent aux Turkmènes de Syrie le deal suivant: "On vous donne cing cents lires syriennes et vous venez en Turquie pour montrer qu'il y a un afflux de réfugiés. L'État turc vous garantit la nationalité, de l'argent et des terres." Et l'agent des forces de l'ordre de constater: "Les réfugiés ont pété les plombs contre mes collègues quand ils ont compris qu'ils n'auraient rien."

La nuit est tombée depuis longtemps sur la vallée au creux de laquelle se déploie la ville d'Antakya quand Fatih, un géomètre de vingt-huit ans, résume la conviction des centaines de milliers d'Arabes alaouites vivant dans cette partie de la Turquie: "Des réfugiés sont venus chez nous parce que l'État turc leur a promis de l'argent. Quand ils ont vu qu'on ne leur donnait rien, nombre d'entre eux sont repartis. Mais ça, les médias n'en disent rien! De la même manière que nous, on est des Arabes alaouites vivant en Turquie, il y a des Turcs sunnites qui vivent en Syrie. Ce sont eux qui ont été interviewés et qui racontent n'importe quoi sur la situation!"

La tante de Fatih renchérit: "Tous les réfugiés qui sont arrivés en Turquie sont sunnites. L'État turc leur a proposé de s'établir en Turquie. Comme ça, il y a encore plus de sunnites dans notre région."

vitupère: "Angelina Jolie, Angelina Jolie... Pourquoi n'a-t-elle pas été

réaliser son show pour les quatre millions d'Irakiens que la Syrie a accueillis à cause de la guerre de Rush?"

Six conversations et (déjà) beaucoup (trop) d'informations (inhabituelles).

DES ARABES EN TURQUIE?

Pain, olives et fromage... Au cours du petit déjeuner, Fatih livre ses sentiments en buyant un thé bouillant: "Ici, les gens prennent des somnifères pour dormir, sinon ils deviendraient fous." Abandonnant son air iovial. le beniamin de la famille qui m'héberge prophétise: "Ici, on a très peur. Il va y avoir un véritable génocide, si Bachar tombe..."

Ses phrases rebondissent et font sonner creux une partie vide de mon cerveau. "C'est quand même Bachar Al Assad qui est violent. Je ne comprends pas, Fatih. Il risque de se venger ici... en Turquie?" Il secoue la tête et répète plus lentement: "Si Bachar tombe, nous, les Alaouites, on va se faire massacrer par les sunnites de Turquie et de Syrie..."



Pour échapper à la circulation, il se permet un rapide détour historique. égratignant au passage l'État français qu'il accuse de vouloir recoloniser la Syrie. Une main sur le volant, Fatih parle comme un livre: "Sous domination ottomane pendant quatre siècles, la Syrie a été placée sous protectorat français lors du démembrement de l'Empire. En 1939, notre région, le Sandjak d'Alexandrette, une zone géographiquement, historiquement et culturellement attachée à la

Sur un ton plus grave, Fatih conclut, en entrant dans Samandag: "Nous, les Arabes alaouites de Turquie, nous sommes doublement discriminés: nous sommes arabes, nous parlons cette langue, mais l'État a "turquisé" nos noms de famille comme les noms de nos villages et nous impose l'apprentissage du turc. En plus, nous sommes des Alaouites, une forme très "ouverte", antidogmatique de l'islam chiite, plongés dans un océan sunnite conservateur..."

ICI, IL VA Y AVOIR UN VÉRI-TABLE GÉNOCIDE... SI BACHAR TOMBE!"

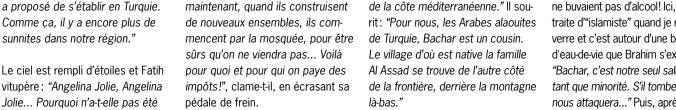
Fatih a pris des forces et sa voiture. Très vite, il ironise: "Aujourd'hui, les deux cent mille habitants d'Antakya semblent s'être donné rendez-vous pour bloquer le centre-ville." Avancant autant à l'aide de son klaxon que de son accélérateur, Fatih zigzague dans les embouteillages: "Regarde le quartier qu'ils sont en train de bâtir là-bas, il est réservé aux sunnites. Tu dois téléphoner pour pouvoir t'inscrire. On a testé: les Alaouites ne sont jamais pris! En plus, maintenant, quand ils construisent de nouveaux ensembles, ils comsûrs qu'on ne viendra pas... Voilà pour quoi et pour qui on paye des

Syrie, a été discrètement concédée à la Turquie, pour éviter qu'elle ne s'allie à Hitler."

Trente kilomètres encore pour atteindre les locaux du cabinet d'expertise fondé par Fatih. Sa voiture s'engage, - enfin - à grande vitesse, sur la route cabossée reliant Antakya et Samandag. Le conducteur continue: "Nous, les Arabes alaouites, nous ne formons qu'une petite minorité installée à cheval sur la frontière turco-syrienne, le long de la côte méditerranéenne." Il souBrahim, la cinquantaine, travaille dans l'import-export entre la Turquie et l'Irak. Lui aussi exprime les angoisses d'une minorité assiégée, sous pression: "On a beaucoup à craindre de la situation en Syrie et de l'évolution politique en Turquie. L'Histoire nous l'enseigne: notre population a déjà été souvent massacrée. L'État turc ne s'en cache pas: il veut éliminer les Alaouites turcs. Quand j'étais petit, à l'école, on nous demandait: "Vous êtes Turcs ou Arabes?" On devait tous crier: "Nous sommes turcs!"... On veut nous assimiler."

AU CŒUR DU "CLAN" **ALAOUITE**

Moi qui croyais que les musulmans ne buvaient pas d'alcool! lci, on me traite d'"islamiste" quand je refuse un verre et c'est autour d'une bouteille d'eau-de-vie que Brahim s'exclame: "Bachar, c'est notre seul salut en tant que minorité. S'il tombe, on nous attaquera..." Puis, après



un moment de réflexion, il articule avec conviction: "Mais jamais dans l'Histoire, nous n'avons reculé. Les Alaouites lutteront. On touchera le fond pour mieux remonter."

En soirée, un vent - toujours vigoureux - rafraîchit la région. Isolée de la route par un patchwork de vergers plantés d'oliviers, de pruniers et de figuiers, la demeure de Brahim est édifiée en contrebas d'une montagne. Confortablement installé sur sa terrasse, ce dernier devise avec ses proches en dégustant une variété de *mezze*.

J'écoute et j'ai l'esprit aussi embrumé que mon raki coupé à l'eau glacée. Avec les informations accumulées jusqu'à présent, je n'arrive à bricoler que des syllogismes improbables.

Trop sommaires demeurent mes connaissances sur l'islam. Je garde bien en mémoire que les sunnites s'opposent aux chiites comme les catholiques peuvent se distinguer des protestants. Mais c'est à peu près tout... Mon image de la femme chiite? Un cliché: une Iranienne complètement emballée.

Syllogisme n° 1:

Une chiite est intégralement drapée de noir.

L'alaouisme constitue une branche du chiisme.

Les Alaouites... ne portent pas le voile.

Il est tard mais toute la famille a souhaité rester attablée pour continuer la discussion après le repas. La femme de Brahim détend l'atmosphère: "Si les sunnites veulent nous voiler, on mettra des décolletés encore plus larges!". Elle rigole. Tout le monde rigole...

Syllogisme n° 2:

Les musulmans font le ramadan. Les Alaouites sont musulmans. Les Alaouites ne font pas le ramadan!

Ali est médecin. Parlant arabe, il a été réquisitionné une journée par le ministère turc de la Santé





pour aller prodiguer des soins aux réfugiés concentrés à Altinözu, une bourgade essentiellement sunnite. Mais finalement, le docteur n'a pas été autorisé à entrer dans le camp quasi désert. De confession alaouite, il s'est égaré à demander un verre d'eau lors de son arrivée. Ramadan oblige, on lui a conseillé de rebrousser chemin...

Durant le mois de jeûne, dans la cité balnéaire où Ali passe ses week-ends pour profiter de la Méditerranée, ont été placés des haut-parleurs sur plusieurs maisons. À cinq heures du matin, les vacanciers - principalement alaouites - pestent contre le chant du muezzin, diffusé à pleins décibels.

Syllogisme n° 3:

Les musulmans prient à la mosquée.

Les Alaouites sont musulmans... Les Alaouites ne mettent pas les pieds dans les mosquées! Mercredi, non loin du camp d'Altinözu, c'est jour de marché dans le village de Deniz. La population locale y débat avec des réfugiés qui affirment: "Le vendredi, dans les mosquées, ils nous donnent cent lires pour qu'on aille protester... Alors, on le fait."

ARMÉS... DE RAMEAUX D'OLIVIER

Comme beaucoup ici, Samiya, une femme au foyer d'une cinquantaine d'années, ne regarde





VUE DU "VIEIL" ANTIOCHE/ÉCHOPPE VENDANT LES EFFIGIES DE BACHAR AL ASSAD, CHE GUEVARA ET ALI (PERSONNAGE AUSSI IMPORTANT QUE MAHOMET, POUR TOUTES LES BRANCHES DU CHIISME, DONT L'ALAOUISME)/PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS D'HABI-TANTS D'ANTIOCHE SONT VENUS ASSISTER À UN CONCERT CONTRE "TOUTE FORME D'INGÉ-RENCE ÉTRANGÈRE EN SYRIE" LE 13 MAI 2012/LE ZIYARA DE SAMANDAG.

plus la télévision turque: "Ils ne profèrent que des mensonges!" Elle a branché le satellite sur les chaînes syriennes. Sur l'une d'elles, elle me relate avoir entendu un Syrien expliquer qu'on lui avait proposé, ainsi qu'à d'autres, cinq cents lires pour fomenter des troubles... "Ce qu'ils se sont empressés de faire, vu leur pauvreté. Mais comme ils n'ont reçu que cent lires, ils ont manifesté devant le commissariat pour dénoncer ceux qui n'avaient pas tenu leurs promesses!", s'amuse Samiya. Alors que notre voiture s'engage sur la chaussée défoncée menant au ziyara de Samandag, un mausolée garni d'un dôme blanc, lieu de pèlerinage pour les croyants du monde entier, Fatih m'interpelle subitement: "Cette femme, là, c'est une Syrienne. Elle est mariée à un de mes amis. Elle peut t'expliquer ce qui se passe de l'autre côté de la frontière." Évitant de justesse un curieux équipage composé de deux enfants et de leurs parents acrobatiquement disposés sur une vieille moto, nous nous arrêtons sur le bas-côté et accostons la petite dame.

Accoudée au rebord de la fenêtre du véhicule, elle paraît sur le qui-vive: "Moi, je n'ai pas peur de parler mais mon mari est peureux. Il se méfie de la police turque. Donc, ne mentionnez pas mon nom et ne me prenez pas en photo..." Une fois rassurée, elle se met à raconter: "Moi, je viens d'Alep et j'ai de la famille dans tout le Nord de la Syrie. J'ai aussi des parents à Jisr al Choughour. Ils disent l'inverse de ce qu'expliquent les médias turcs. Ils nous ont expliqué que ce sont des groupes armés, les Frères musulmans, qui sèment la terreur."

Je tente de l'interrompre: "Les médias occidentaux décrivent les protestataires comme des manifestants pacifiques qui réclament la démocratie. J'ai même vu des processions où ils défilaient un rameau d'olivier à la main..." Mais rien ne semble plus pouvoir arrêter mon interlocutrice à présent: "Vendredi passé, des terroristes ont fait sauter une ligne de chemin de fer. Ils ont fait dérailler un train bondé puis ont mis le feu à la locomotive. Le conducteur est mort."

Entre deux anecdotes, elle consent néanmoins à m'expliquer: "Dans vos médias, ils ne traduisent jamais les slogans scandés par les manifestants. Combien de fois n'ai-je vu, à la télévision, la foule crier: "'El 'Alawi bi tabut! El Messih lê Beirut!", "Les Alaouites au tombeau! Les chrétiens à Beyrouth!""

Puis, elle reprend le fil de ses récits: "J'ai également de la famille à Homs, au centre de la Syrie. Ils m'ont contactée pour me dire qu'à un barrage qu'ils tiennent en ville, des barbus ont demandé à une amie de la famille pourquoi elle



ne portait pas le voile. Comme elle ne répondait pas, ils ont crié: "Tu es alaouite!" Ils l'ont violée puis, lui ont tranché la tête..."

Propos isolés? Sur l'interminable plage de sable blanc de Samandag, un coiffeur syrien est assis seul, l'air abattu. Il soupire: "C'est vraiment horrible ce qui se passe. Dans le pays, il y a peut-être des soldats qui liquident des sunnites opposés à Bachar. Mais, chez moi à Lattaquié, les extrémistes sunnites torturent, découpent les Alaouites en morceaux, pour les tuer!"

Le soir, la télé syrienne annonce qu'entre Tartous et Homs, un barrage hydraulique a été dynamité par des terroristes: l'eau qu'il retenait a inondé tous les champs alentour.

"Armés de rameaux d'olivier?", persifle Fatih.

SYRIAN KILLERS

Les grands arbres du parc d'Antakya constituent un refuge idéal pour quiconque souhaite s'abriter des rayons agressifs du soleil. Longeant l'Oronte, le "fleuve rebelle" - le seul qui sillonne la région du Sud vers le Nord -, des familles et des amis s'y retrouvent pour boire le thé ou jouer au backgammon.

Assise sur une petite chaise en bois, Zeynep, une femme

dynamique qui ne quitte que trop rarement ses deux portables des yeux, fournit une explication diamétralement opposée à celle habituellement diffusée à propos de l'état d'esprit de la population syrienne... terrorisée par son armée.

Âgée de trente-neuf ans, Zeynep est une Arabe sunnite de Turquie, dont une partie de la famille vit en Syrie. Son neveu poursuit des études à Alep, la deuxième ville du pays. Le week-end dernier, elle l'a passé chez des parents... à Jisr al Choughour.

Les yeux fermés, elle se remémore les rencontres réalisées au cours de son séjour: "Là-bas, quand tu arrives, tout le monde vient te saluer. Et la population est unanime: avec la présence de l'armée, les gens se sentent enfin rassurés. Ils sont contents de pouvoir affirmer que, maintenant, avec le déploiement des soldats, ils résident dans la ville la plus sûre de Syrie."

De qui ont-ils peur? "Là-bas, continue Zeynep, tout le monde se connaît. Et les habitants sont catégoriques: "Ceux qui ont commis des troubles violents, ce sont des inconnus, des étrangers, peut-être des Saoudiens!" Ils les reconnaissent à leur accent.", précise-t-elle.

Soirée Internet: Fatih se propose de me montrer des images inédites. Via son compte Facebook, il me projette une vidéo. "Allah u akbar!", d'un camion stationné sur un pont, les corps mutilés de sept hommes sont jetés, "Allah u akbar!", dans l'Oronte. Fatih est rouge de colère: "Voilà ce que les terroristes, les islamistes, font aux Alaouites en Syrie!", enrage-t-il.

Sur Youtube, il lance une séquence se déroulant dans la ville de Hama. Des civils, des fusils surdimensionnés à l'épaule, tirent depuis des toits, depuis les rues. Sur qui? Sur quoi? On ne le sait pas. Mais ces images semblent suffisamment crédibles pour que, quelques jours plus tard, la chaîne France 24 fasse brièvement allusion "à des coups de feu échangés à Hama, "la cité martyre, épicentre de la révolte", entre des soldats et des hommes armés."... ①

O Pour découvrir l'intégralité de cette enquête, le présent article et le suivant "Que se passe-t-il réellement en Syrie?" (pp. 59-63) doivent être lus l'un à la suite de l'autre, car ils forment un tout. Les interviews qu'ils synthétisent ont été réalisés six mois après le déclenchement des révoltes en Syrie, à un moment où ces tensions étaient envisagées par les Occidentaux uniquement sous la forme d'une opposition entre manifestations pacifiques du peuple et répression féroce d'un dictateur. Les propos rapportés ici offrent donc la possibilité de saisir certains éléments de contexte supplémentaires nécessaires à la compréhension d'un conflit qui ne cesse de s'aiguiser depuis lors.

 À plusieurs reprises au cours de la rédaction de cet article, j'ai été tenté d'annoter les prises de position de mes interlocuteurs.

Loin de moi, par exemple, l'idée de nier la violence du régime syrien ou de délégitimer le mouvement populaire en faveur de la démocratie, contre la misère, qui y fait face. Ces questions sont d'ailleurs partiellement raitées dans l'article "La situation en Syrie doit questionner l'Occident!", pp. 64-70.

De même, l'objectif de ce papier n'est pas de stigmatiser l'islam en général, de critiquer l'islam sunnite en particulier ou de surestimer les tensions confessionnelles se manifestant dans le conflit syrien. Dès lors, si l'article "Que se passe-t-il réellement en Syrie?" qui suit (pp. 59-63) approfondit cette problématique, d'autres dimensions y sont également abordées.

En fait, en proposant une plongée au sein d'une population particulière et au cœur des analyses qu'elle développe, j'ai privilégié l'adoption d'une démarche "compréhensive". Cette enquête n'a pas pour vocation de dire "la Vérité". Elle offre plutôt une tribune à des argumentaires écartés d'office, exclus du débat public; à un discours passé sous silence chez nous... alors qu'il s'avère indispensable pour quiconque espère cerner les enjeux du conflit syrien.

(58)

Que se passe-t-il réellement en Syrie?

Antioche et Samandag sont des villes frontalières de la Syrie, situées en territoire turc. Donner la parole à des habitants de ces deux agglomérations (4) offre la possibilité de présenter un point de vue original et polémique sur les événements qui secouent, depuis plus d'un an, la Syrie.

DES MOTS-CRATIE

Débat entre amis à la terrasse d'un café, autour de la pâtisserie qui fait la renommée d'Antakya dans toute la Turquie, un fromage fondant enrobé de sucre chaud, le künefe.

En mastiguant, Hassan résume les moments forts d'une émission syrienne qu'il a visionnée le matin même. Des opposants au régime sont interviewés, une femme voilée et un jeune homme. Ce dernier explique que beaucoup de Syriens n'ont pas de travail, se sentent mal, sont critiques, qu'il y a beaucoup de discussions (aussi via Facebook). Oui, il assume avoir distribué des brochures pour que les gens se révoltent... avant d'immédiatement ajouter: "Mais maintenant, on a compris qu'on est tous dans le même bateau, qu'il est complexe de diriger un pays. Nos groupes continuent à discuter mais dans l'optique de reconstruire le pays."

Hassan, tout en scrutant les passants qui s'engouffrent dans le souk de la vieille ville, commente: "Voir des opposants formuler leurs critiques à la télé, c'est assez contradictoire avec l'image véhiculée sur la Syrie, un pays dépeint comme la plus terrible dictature de la planète."

L'ARTICLE QUI SUIT ENTEND INTRODUIRE DE LA COMPLEXITÉ AU SEIN DU DISCOURS UNIFORME, PROPAGÉ DANS LES MÉDIAS, AU SUJET DE LA SYRIE. IL SE FONDE SUR UNE EXCLUSIVITÉ: DES ENTRETIENS RÉALISÉS AU COURS DE L'ÉTÉ 2011 À LA FRONTIÈRE TURCO-SYRIENNE. IL S'INTERROGE SUR L'EXACERBATION DES CONTRADICTIONS TRAVERSANT LA SOCIÉTÉ SYRIENNE AINSI QUE SUR L'IMPLICATION DE L'EUROPE, DES ÉTATS-UNIS ET DE LA TURQUIE DANS CE PHÉNOMÈNE.

Daniel Flinker CSCE

Son ancien camarade de classe, Güray, ne sait pas vraiment quelle attitude adopter. Le marc de café dessine des motifs indéchiffrables dans la petite tasse de porcelaine qu'il vient de poser. En expirant une bouffée de cigarette, il lâche finalement: "En Syrie, c'est vrai, ce n'est pas comme en Turquie. Ici, il y a la démocratie, on peut voter... Mais ça ne change rien: un Turc côté du piétonnier: "Je pense qu'il faut plus de démocratie en Syrie... Mais je sais aussi, et c'est un problème, qui viendra alors au pouvoir..."

SECTE CHIITE OU DJIHADISTES SALAFISTES?

"Vous êtes chrétiens en Europe... Alors pourquoi ne défendez-vous pas la minorité chrétienne de d'ici que provient le mot "chrétien"", souligne Mahmout, mon guide touristique improvisé, après m'avoir cordialement salué. Les branches d'un grand pin couvrent le cloître de l'église Saint-Pierre, une grotte à laquelle des croisés, neuf siècles plus tard, ont adjoint un mur protecteur. En ce début d'après-midi radieux, nous nous asseyons au calme, face à l'édifice historique, pour que Mahmout prenne le temps d'étayer ses arguments.

"Tu sais qui sont les Frères musulmans?", me questionne le trentenaire. "Cette confrérie est née en Égypte vers 1920 et constitue actuellement la force d'opposition la mieux structurée en Syrie. Les "Frères" fondent leur action envers la communauté alaouite sur une fatwa promulguée au XIVe siècle, qui énonce qu'il est encore mieux pour un musulman de tuer un Alaouite que d'éliminer un chrétien, un juif ou un non-croyant!"

Au-dessus de nos têtes, l'arbre centenaire chante sous l'effet de

LA SYRIE EST LE SEUL PAYS ARABE QUI A INSCRIT LA LAÏ-CITÉ DANS SA CONSTITUTION, OÙ LES MINORITÉS SONT ENCORE À L'ABRI."

sur deux vote pour les islamistes de l'AKP. Ils ont de plus en plus une mentalité de fasciste!"

Incarcéré plusieurs années durant par l'État turc en raison de son engagement politique, Hikmet est le plus âgé des trois compagnons. Il toise du regard le minaret de la vieille mosquée, posté de l'autre Syrie qui est menacée par les extrémistes sunnites?" Mon silence à l'autre bout du fil convainc Mahmout d'organiser un rendez-vous pour discuter. "À quatorze heures, devant Saint-Pierre", confirme-t-il avant de raccrocher.

"Nous voici devant la première église chrétienne au monde! C'est

brèves rafales de vent. Bercé par la mélodie, Mahmout me dévisage un instant de ses yeux bleus percants et poursuit: "Aujourd'hui, ils édulcorent leur discours, en adaptent la forme sans en changer le fond. Ils prétendent qu'ils veulent conquérir le pouvoir par les urnes afin de fonder une république islamique "moderne", basée sur la charia... Franchement, que des fascistes gagnent les élections et instaurent la charia par voie démocratique, ou qu'ils prennent le pouvoir par la force, est-ce que ça change quoi que ce soit au problème?"

J'interroge à mon tour Mahmout: "Tu es contre le "printemps arabe" alors?" Il rétorque sans hésiter: "En Syrie, ceux qui manifestent sont manipulés, instrumentalisés par les intégristes... Ils font le jeu des fondamentalistes religieux!" Il complète son argumentation: "La Syrie est le seul pays arabe qui a inscrit la laïcité dans sa Constitution, le dernier pays arabe où les minorités sont encore à l'abri, en sécurité. C'est pour cela que les chrétiens soutiennent aussi Bachar."

Mahmout a presque terminé: "J'ai également une question pour toi. Explique-moi comment l'Occident peut prétendre combattre al Qaïda tout en soutenant le coup de force des sunnites les plus radicaux, en Syrie?" Dubitatif, je me borne à contempler au loin, les toits multicolores sous lesquels se profilent les quartiers du vieil Antakya.

UNE CHARIA DÉMOCRATIQUE?

La discussion avec Mahmout sonne comme les propos tenus par Brahim quelques jours plus tôt: "C'est vrai, beaucoup d'Alaouites vont soutenir Bachar par chauvinisme, parce qu'il est alaouite. Moi, je suis alaouite, mais je suis surtout progressiste. Je suis pour le progrès... Si je soutiens Bachar, c'est pour des raisons politiques." Brahim en est certain: "Ce qui se passe actuellement en Syrie, c'est une contre-révolution. Si Bachar tombe, les Frères musulmans iront

au pouvoir. Ce seront les religieux au pouvoir." Dévoilant la dimension politique cachée sous le vernis religieux, il insiste: "Les minorités seront éliminées, les rapports hommes/femmes changeront, il y aura la loi du talion, la charia comme en Arabie saoudite: si tu voles, on te coupera la main! Je ne dis pas que Bachar et son régime sont bien mais s'il tombe, ce sera une catastrophe... L'Europe doit

voudra tout simplement dire que les USA sont dans le coup."

SYRIA INC.

"Ce que les USA et leurs alliés nomment "démocratie", ce sont les pays qui suivent tous le même chemin, la même politique qu'eux!", affirme Mehmet, en guise d'introduction. Il a cueilli des pamplemousses et des figues dans son jardin pour agrémenter notre

vraiment que l'Occident est préoccupé par le sort des civils syriens? Les USA ont provoqué la mort de centaines de milliers d'Irakiens et d'Afghans. Penses-tu sérieusement que l'Occident se soucie des droits de l'homme, de la démocratisation de la Syrie? Leurs plus fidèles alliés dans la région sont une dictature islamiste, l'Arabie saoudite et l'entité sioniste qui pratique l'apartheid."

COMMENT L'OCCIDENT PEUT-IL PRÉTENDRE COMBATTRE AL QAÏDA **TOUT EN SOUTENANT LE COUP DE** FORCE DES SUNNITES LES PLUS **RADICAUX, EN SYRIE?"**

comprendre que la Syrie forme le dernier rempart contre l'intégrisme religieux."

"Moi, je me suis mariée avec un Alaouite car les Alaouites sont plus tolérants, plus démocratiques, plus ouverts d'esprit que les sunnites", assure Pelin, une Arabe sunnite de trente-deux ans, qui déambule dans le souk d'Antioche. La jeune femme livre ses impressions: "Il faut reconnaître que l'État syrien est répressif, en particulier contre

discussion. Il me rappelle: "La Syrie est un pays semi-socialiste. Sous Afez Al Assad, il n'y avait que des entreprises d'État. Aujourd'hui, vu la configuration internationale après la chute du Mur de Berlin, Bachar a dû ouvrir l'économie. Mais l'État conserve tout de même un contrôle sur celle-ci... En Syrie est mise en place une sorte d'économie sociale de marché. Cela, les USA ne peuvent le tolérer."

"Ce qui se passe en Syrie renvoie

JE SOUTIENS BACHAR AL **ASSAD PARCE QUE JE SUIS PRO-GRESSISTE. CE QUI SE PASSE AC-TUELLEMENT EN SYRIE, C'EST UNE CONTRE-RÉVOLUTION!"**

les sunnites. Bachar aurait dû réaliser des réformes dès que ca a bougé en Tunisie et en Égypte. Pour autant, si le régime est démantelé, ce sera mauvais pour tout le monde car on a de la famille en Syrie."

Sortant d'une petite épicerie, Pelin tire une conclusion parfumée au safran et au cumin: "En fait, pour moi, peu importe l'appartenance "sunnite" ou "chiite". Moi, je suis arabe. Et si Bachar tombe, ça

à un plan plus général de contrôle des ressources énergétiques. Les USA veulent remodeler le Proche-Orient en affaiblissant la Syrie, en la divisant sur base confessionnelle et ethnique. Ce qui intéresse les Américains, c'est la liberté... la liberté octroyée à leurs entreprises de s'emparer des richesses du peuple syrien", note aussi Mehmet.

Il ponctue ses explications par une série d'interrogations: "Crois-tu

QUI EST REBELLE?

Une pointe de fierté étreint sa voix quand, prenant un peu de recul sur les événements secouant la Syrie, Mehmet résume: "Il faut être conscient que la Syrie est le berceau du nationalisme arabe. Cette vision du monde s'oppose tant à l'islamisme, au touranisme (NDLR: l'assimilation des Arabes par les Turcs) qu'à l'impérialisme occidental. La Syrie est le cœur du panarabisme: "Juifs, chrétiens, musulmans, nous sommes tous Arabes!". C'est là que le parti Ba'ath a été fondé au début des années 40."

Mehmet et sa question qui tue: "Dis-moi... Selon toi, qui est rebelle? Un pays indépendant, anti-impérialiste et laïc, un État qui souhaite garder un contrôle sur son économie, ou bien des gens soutenus, manipulés par les fondamentalistes religieux et les fondamentalistes du marché?"

SI RICHE

Zeliha témoigne: "Nous, on est pauvres. Donc, mon mari va souvent en Syrie pour acheter du sucre ou d'autres produits qui coûtent moins cher là-bas." Anecdotique? "Il y a deux semaines, mon mari a pris la voiture pour y aller. Un petit écusson avec un ziyara, le mausolée alaouite, est suspendu à son rétroviseur.", précise Zeliha. "À la frontière, le douanier syrien le met en garde: " Nous, dans l'armée, on est en faveur de Bachar. Mais fais attention, il y a des gens, s'ils voient ça, ils vont asperger ta voiture d'essence et la faire brûler. Ça









5 JUIN 2011, DANS LA VERSION ÉLECTRONIQUE MATINALE DE SUDPRESSE, ON PEUT LIRE: "600 MANIFESTANTS ANTI-BACHAR VONT SE RÉUNIR CET APRÈS-MIDI SUR LES MARCHES DE LA BOURSE À BRUXELLES." SUR PLACE SE SONT EFFECTIVEMENT MASSÉES PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES. MAIS LA PLUPART PORTENT HAUT L'EFFIGIE DU PRÉSIDENT SYRIEN ET EN FAVEUR DU RÉGIME, DES DIZAINES DE CALICOTS! MÉDIA-MENSONGES? INCAPABLE DE CONCEVOIR LA TENUE D'UNE MANIFESTATION EN FAVEUR DE L'ÉTAT SYRIEN, LA PRESSE OCCIDENTALE PARÂIT IRRÉMÉDIABLEMENT INTOXIQUÉE, À FORCE D'INGURGITER SA PROPRE PROPAGANDE...

QUAND ON CONSTATE QUE LA RÉALITÉ EST AINSI "RENVERSÉE" À QUELQUES RUES DE CHEZ SOI, IL CONVIENT D'ACCUCILLIR AVEC LA PLUS GRANDE CIRCONSPECTION, CHAQUE "INFO" RELAYÉE PAR "NOS" MÉDIAS AU SUJET DE LA SYRIE.

A CE PROPOS, VOIR NOTAMMENT L'ARTICLE "LA SITUATION EN SYRIE DOIT QUESTIONNER L'OCCIDENT!" PP. 64-70.

s'est déjà produit plusieurs fois!" Mon mari demande alors: "Ah, les sunnites tuent des Alaouites?" Le garde frontière le contredit: "Non, ici on ne parle pas comme ça. On est tous arabes: il y a ceux qui sont pour l'État et ceux qui s'y opposent"!"

"Des réfugiés arrivés en Turquie ont essayé de manifester contre Bachar dans un village sunnite près de la frontière.", me confie Deniz. L'air satisfait, il ajoute: "Les habitants les ont chassés à coups de pierres en criant: "Nous, on n'a aucun problème avec la Syrie"."

Parfois, le débat s'avère impossible. Les habitants du village de Deniz interpellent des Syriens qui se sont réfugiés dans la région: "Vous vous faites avoir par les USA! Votre pays va sombrer dans le chaos, comme l'Irak." Les réfugiés, à la recherche de provisions, s'indignent: "Non, nous, on veut la liberté, comme vous en Turquie!"

LE MODÈLE TURC

Perché sur sa terrasse, le soir, Zakariya distingue les lumières de certaines cités syriennes. Entre deux bouchées sucrées de *bakla*va, ce samandagli de soixante-sept ans, qui passe des nuits blanches à suivre l'actualité évoluer en Syrie, affirme, sûr de lui: "Bachar ne tombera pas car il est soutenu par l'énorme majorité de son peuple. Il y a peu, à minuit, un million de personnes ont manifesté leur soutien au régime. Bachar écoute son peuple, il a reçu ceux qui revendiquent... comme les Kurdes, qui ont recu la reconnaissance qu'ils voulaient. Bachar a annoncé des réformes économiques, il va organiser des élections dans les prochains mois..." Puis, la mine de l'ex-taximan s'assombrit: "Si la Syrie tombe, ce sera la troisième guerre mondiale. Car c'est l'Iran, le prochain pays sur la liste."

Zakariya se targue d'être au courant des moindres nouvelles: "À Antakya, cent soixante-quatre personnes ont été soignées à l'hôpital. Ce sont des terroristes, des jeunes dont certains sont âgés de quinze ans. Ils sont soutenus par différents pays comme la Jordanie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, la famille Hariri du Liban... et la Turquie, qui a un double visage."...

La Turquie semble exercer une réelle fascination sur deux jeunes Syriens qui ont franchi, à plusieurs reprises, la frontière et qui tentent à présent de convaincre Zakariya: "Nous, on ne veut pas de l'aide des



DAMAS: MANIFESTATION DE MASSE EN FAVEUR DE L'ÉTAT SYRIEN

USA mais bien de la Turquie et de l'Arabie saoudite."

À Antakya, plusieurs personnes usent de la même expression: "Quand les États-Unis éternuent, la Turquie leur frotte le nez."
À Samandag, petite ville de cinquante mille habitants, les gens s'enorgueillissent d'avoir toujours voté très à gauche et ils sont fiers de surnommer leur cité "La petite Moscou". Ici, personne n'est dupe: la Turquie, c'est l'Amérique! "La Turquie, c'est la tête de pont de l'Occident en Syrie.", assure Zakariya.

La discussion, entre Zak et les deux jeunes réfugiés, tourne court. "Toi, tu n'es pas de notre parti, tu n'es pas de l'AKP!", tranche le plus mince des Syriens. Le samandagli réplique: "Toi, tu es syrien. Comment peux-tu être membre de l'AKP?" Puis, en aparté, il ajoute: "Quel scandale, les islamistes de l'AKP les font voter en Turquie!"

ISLAMERICA

Un cadre enchanteur: des chutes d'eau dévalent les pans de montagne à travers une végéta-

tion luxuriante. Cet après-midi, Fatih a invité son ami Bedir, qui est de passage à Antakya, dans un quartier verdoyant de la ville, Harbiye. "J'ai pris le temps, avoue Bedir, mais je viens de terminer des études universitaires à Chypre et je compte maintenant tenter ma chance au Qatar." tout, il est le chef d'une confrérie sunnite..."

Fatih joue en canon avec Bedir: "Comme quoi, islam et capitalisme peuvent faire bon ménage!" "Et il ne s'agit pas de n'importe quelle secte", précise Bedir, qui laisse passer un long silence pour ménager ses effets: ""Notre"

LES OCCIDENTAUX SE SOUCIENTILS DES DROITS DE L'HOMME, DE LA
DÉMOCRATISATION DE LA SYRIE?
LEURS PLUS FIDÈLES ALLIÉS DANS
LA RÉGION SONT UNE DICTATURE
ISLAMISTE, L'ARABIE SAOUDITE ET
L'ENTITÉ SIONISTE QUI PRATIQUE
L'APARTHEID."

Un coin ombragé au pied d'une cascade. Un verre de thé en commande, des gâteaux secs en abondance. La conversation peut débuter: "Tu connais Fethullah Gülen?", me demande Bedir, après avoir détaillé ses ambitions professionnelles. "Tu ne connais pas Fethullah Gülen! Ce gars est installé aux États-Unis depuis des années et travaille pour la CIA. Sur-

premier ministre, Tayyip Erdogan, en est membre. Les "fethullahci" ont fait main basse sur l'État turc. Ils occupent de plus en plus de places, de la base au sommet de l'État, celui qui te sert le thé comme le président en font partie!"

D'un air soupçonneux, je regarde le garçon qui, serviable, remplit mon verre. "Dans plein de pays, les "fethullahci" ouvrent des écoles, en Turquie, en Russie, aux États-Unis... Renseigne-toi, je suis persuadé qu'ils sont implantés en Belgique", signale encore Bedir, en tapant la table de l'index. "Ils constituent un grand danger pour nous. Au début de mes études, aucune étudiante ne portait le voile. Cinq ans plus tard, une fille sur trois est voilée", ajoute-t-il.

Bedir continue à exposer son point de vue: "Selon moi, la Turquie joue un rôle déterminant, central dans la déstabilisation de la Syrie. Les islamistes au pouvoir ont pour projet de remodeler le Proche-Orient en leur faveur. Ils veulent affaiblir les Alaouites qui se sont toujours révélés être des contestataires. Ils veulent diviser la Syrie sur base confessionnelle. Si la Syrie tombe. nous n'aurons plus rien pour nous protéger. La guerre sera ouverte." Fatih s'emporte: "L'AKP, qu'on arrête de dire que ce sont des "islamistes" "modernes". Ce sont deux termes antinomiques." Parole d'Alaouite!

Les deux compères acquiescent en cadence, quand je leur lis les retranscriptions d'interviews réalisées quelques jours auparavant.

Ali, le médecin, se montre très pessimiste à propos de la situation politique en Turquie. Il craint qu'y soit installé un État religieux. Selon lui, il ne s'agit que de la continuité du coup d'État militaire de 1980, organisé sous la houlette des USA, au moment duquel était déjà cité le Coran. "À présent, l'AKP a juste réussi à occuper tous les postes importants dans l'armée et la justice... On a très peur. Je ne vois aucune alternative... quitter le pays..."

- Brahim: "La Syrie s'oppose aux sionistes et est toujours en guerre contre Israël qui occupe une partie de son territoire. Israël et les USA détestent Bachar et essayent de précipiter sa chute. Mais ils se méfient aussi car ils ne savent pas si les Frères musulmans ne vont

pas encore plus menacer Israël que le régime actuel ne le fait."

- En duo avec sa femme: "Par contre, l'AKP, le parti islamo-fasciste à la tête de l'État turc, prône la même idéologie que les Frères musulmans et se tient donc en première ligne pour les soutenir."

INGÉRENCE HUMANITAIRE?

Il ne s'agit tout d'abord que d'une rumeur: Hadiya a entendu, de la bouche d'un taximan qui fait des allers-retours transfrontaliers, que l'État turc propose de l'argent à des Syriens pour qu'ils causent des troubles chez eux.

10 août 2011, Zeynep au téléphone: "Aujourd'hui, sur internet, les insurgés ont revendiqué la mort des cent vingt soldats exécutés à Jisr al Choughour, en juin. Dans leur vidéo, ils expliquent que c'est avec des armes en provenance du Liban et de Turquie qu'ils ont livré combat."

La Turquie joue un double jeu. Il n'en démord pas, Deniz en est convaincu: "La Turquie a ouvert ses frontières avec la Syrie il y a quelques années. Le but caché de cette opération: faire entrer des armes en Syrie. Récemment, un camion bourré d'armement a été intercepté par les douaniers

Comme si j'avais la moindre ambition de mener une véritable enquête, j'esquisse: "Des gens? Quels gens?"

"Des gens, quels gens! Mais des gens de l'État turc!" Le voisin ne sera pas plus précis. Il ne cesse de répéter: "Des armes sont livrées par ce biais aux terroristes. La Turquie alimente en armes les opposants au régime de Bachar Al Assad."

SYRIANA

"Tu veux savoir comment sont morts les cent vingt soldats syriens à Jisr al Choughour?", me demande Musa, un agent bien informé de la police d'Antakya.

Sur sa terrasse en hauteur, le vent est violent. Prévoyante, sa femme nous apporte un cendrier au creux duquel elle a déposé un mouchoir humide pour éviter que les cendres de cigarettes ne virevoltent vers nos visages.

Agile, sa main gauche verse un fond de thé macéré dans mon verre. Ferme, sa droite complète le mélange avec de l'eau fumante. Puis, la femme de Musa se retire silencieusement avec les deux bouilloires.

Musa, un sunnite d'une quarantaine d'années, dégoupille adroitement

DEMOCRACY WILL COME TO YOU

laquelle se cache la Syrie. J'écoute attentivement le policier poursuivre ses explications: "Soixante soldats ont été dépêchés dans le village pour s'assurer que tout se déroulait normalement avec ce chef et sa tribu. Ils se sont fait exécuter, puis couper la tête! L'état-major, n'ayant plus de nouvelles de son unité, a alors envoyé soixante nouveaux soldats. Ces derniers ont été pris dans un guet-apens, se sont fait torturer puis ont été jetés dans l'Oronte."

Musa inspire profondément, puis écrase son mégot: "Et tu veux savoir d'où proviennent les armes utilisées pour tuer les soldats?"

Je hoche la tête, en tirant sur ma cigarette. Musa lance à voix basse: "Elles viennent de la fabrique d'armes d'État de Konya! L'État turc fournit ces armes aux Turkmènes des villages proches d'Antakya, pour qu'ils aillent approvisionner les Turkmènes résidant, de l'autre côté de la frontière, en Syrie."

Musa achève ses révélations par une formule accusatrice: "C'est avec des armes produites et envoyées par la Turquie que les militaires syriens ont été exécutés par les insurgés de Jisr al Choughour. Voilà la vérité... C'est ça, l'histoire des cent vingt soldats."...

SYRIANOPHOBIE

Dans mon salon trône le modèle dernier cri: une télé, format grand écran. Mais, à propos de la Syrie, n'y sont diffusés que des scoops en noir et blanc!

Sur *France 24*, les dépêches tournent en boucle, inscrites au bas de l'écran.

Syrie: Hillary Clinton presse la Russie de stopper les ventes d'armes à Damas.

Syrie: Obama téléphone à Erdogan. Ils sont d'avis qu'il faut une transition démocratique. ■

② Cet article constitue la suite du document titré "Au cœur du "clan" alaouite" (pp. 54-58), qui présente notamment les Arabes alaouites de nationalité turque interrogés lors de cette enquête dans les villes d'Antioche (Antakya, en turc) et Samandag.

DEPUIS DES MOIS, L'ÉTAT TURC ALIMENTE EN ARMES LES OPPO-SANTS AU RÉGIME DE BACHAR AL ASSAD."

syriens. La Syrie a protesté. Mais l'État turc a certifié qu'il n'y était pour rien, qu'il fallait y voir l'œuvre de maffias."

Dès qu'il m'aperçoit, le voisin de Fatih vient me prévenir: "À Mardin, un village kurde, situé en Turquie à quelques kilomètres de la frontière, des habitants m'ont raconté que des gens sont passés chez eux leur proposer une somme d'argent pour qu'ils partent fomenter des troubles en Syrie."

une pistache et entame son récit:
"Avant les événements, Bachar
a libéré de nombreux prisonniers
dont un chef de tribu de Jisr al
Choughour. Ce chef turkmène a
juré de se venger avec l'aide des
mille cinq cents membres de sa
tribu. Leur courage et leurs forces
ont décuplé quand ils ont vu ce qui
se passait en Égypte."

Face à nous, une forme plus sombre se distingue dans le noir de la nuit: la montagne derrière

La situation en Syrie doit questionner l'Occident!

Comme une traînée de poudre, le "printemps arabe" a atteint et embrasé la Syrie... À propos de ces événements, l'argumentaire occidental s'articule en trois temps.

Les USA et l'UE soutiennent les mobilisations populaires et pacifiques visant à renverser Bachar Al Assad.

C'est pour se protéger de la répression exercée par le régime que le peuple syrien use de violence. Quelle qu'en soit la forme, la révolte en Syrie se justifie puisqu'il s'agit d'un combat pour la démocratie.

Cet article invite à la réflexion autour de ces diverses propositions...

QUAND LE PEUPLE SE LÈVE...

L'Occident "soutient les mobilisations populaires et pacifiques...". À elle seule, cette assertion mérite de susciter une première réaction... de suspicion.

Un détail? Au sujet de la Syrie, force est de constater que la cohérence n'est pas ce qui caractérise le discours européen, qui s'essaie plutôt au maniement du "deux poids, deux mesures"... Mille personnes la nuit à Homs, c'est le peuple syrien, mais pas un million de "pro-Bachar" dans les rues de Damas... Passons.

L'intérêt soudain porté par l'Occident à la Syrie découlerait de la situation dramatique vécue par la population de ce pays. Dès les premières heures de la révolte, les Vingt-Sept, menés par la France, CET ARTICLE SE PROPOSE DE REVENIR SUR L'USAGE "À GÉO-MÉTRIE VARIABLE", FAIT PAR LES ÉTATS OCCIDENTAUX, DES CONCEPTS DE "PEUPLE", "TERRORISME" ET "DÉMOCRATIE"; QU'ILS DISSERTENT DE LA SYRIE OU DE LEURS PROPRES PAYS. ADOPTER PAREIL ANGLE DE VUE PERMET DE QUESTIONNER NON SEULEMENT NOTRE POSITIONNEMENT SUR LES ÉVÉNEMENTS QUI BOULEVERSENT UNE ZONE STRATÉGIQUE DU MOYEN-ORIENT MAIS SURTOUT L'ÉTAT DE NOTRE PROPRE DÉMOCRATIE.

Daniel Flinker CSCE

ont choisi leur camp. À l'unisson, les États membres défendent le peuple syrien qui, courageusement, se lève, se bat pour la démocratie, exige de quoi vivre, a soif de libertés, manifeste et dit: "Non!"... la confiance que nous accordons à la posture "pro-révolutionnaire" mimée par l'UE au sujet de la Syrie.

Quelle attitude adoptent, en effet, les "amis" belges ou français de programme de "rigueur budgétaire". En Grèce...

VICTIMES D'UNE GRAVE INTOXICATION... MÉDIATIQUE

Aussi, peut-il paraître surprenant que si peu de citoyens s'étonnent du soutien inopiné apporté par l'Occident aux Syriens. Comment se fait-il qu'aux yeux de nos gouvernants, quelques centaines de manifestants à Derra ou à Hama et une poignée d'internautes "suffisent" à incarner "le peuple" syrien? De quelles vertus spécifiques ce dernier est-il porteur, pour soulever une telle indignation auprès de nos responsables politiques?

"Il faut sauver le peuple syrien", martèlent les dirigeants occidentaux depuis mars 2011. Leur attitude à l'égard des peuples qu'ils administrent et leur refus de prendre la mesure des mouvements populaires qui secouent leurs propres pays, laissent transparaître un double discours. Analyser les propos opposés tenus par nos élus, qu'ils s'intéressent

L'UE... ELLE M'A FAUCHÉ MON FRIC, ELLE M'A FAUCHÉ LA VIE..."

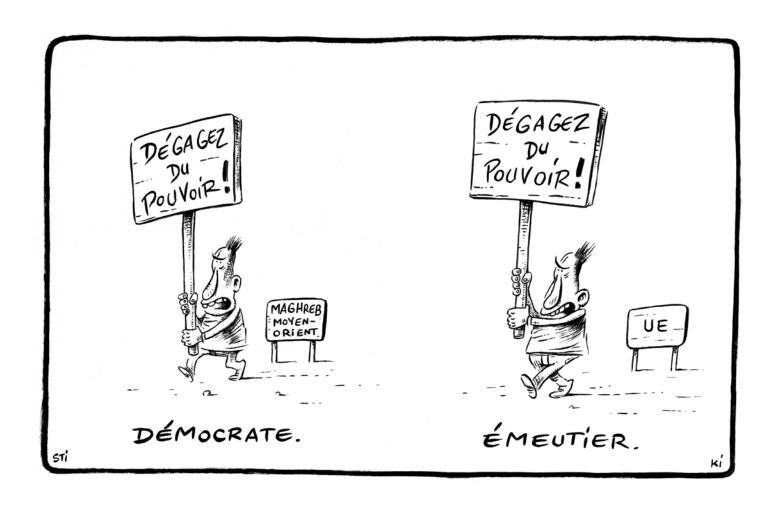
Une remarque accessoire? C'est bizarre comme cette phrase sonne faux dès lors que l'on y modifie un simple mot: "L'UE soutient les peuples européens qui se lèvent, se révoltent, revendiquent, crient: "Assez!"". Cette formule n'a aucun sens...

INDIGNEZ-VOUS!

Rien que ces douze derniers mois, des millions de personnes se sont mobilisées pour marquer leur opposition aux programmes d'austérité expérimentés à travers l'Europe, sans que leur voix ne soit jamais entendue. Ce constat doit nous encourager à tempérer la Syrie, les protecteurs du peuple syrien, dès qu'il s'agit de leurs propres populations?

Sans la moindre considération envers les millions de manifestants et de grévistes français, Sarkozy fait passer en force sa "réforme des retraites". Comme de la crasse, Cameron balaye les jeunes -"ces casseurs, ces bandits"- qui s'enflamment dans les quartiers défavorisés d'Angleterre. Équipé de balles en caoutchouc, l'exécutif espagnol éparpille les Indignés à Barcelone et Madrid. En accusant les syndicats de mener le pays vers l'abîme, Di Rupo lance son

(64)



au peuple syrien ou bien à leurs propres concitoyens, doit donc nous pousser au scepticisme, à la plus grande méfiance quant à leur positionnement sur les questions relatives à "l'international".

Pointer ces contradictions, cette hypocrisie, doit nous conduire à douter sérieusement du fait que ceux qui, chez nous, s'évertuent à taxer toute manifestation populaire de "réactionnaire", ceux qui n'ont de cesse de refuser "d'être pris en otage" par les grèves, ceux qui font tout pour présenter "un bris de vitre" de banque ou un "coup à agent" comme de la criminalité en bande organisée... on peut douter que ceux-là manifestent une compassion sincère envers le peuple syrien en lutte.

Une autre chose consiste à remarquer que l'Occident soutient... tout qui entend renverser Bachar Al Assad.

RÉVOLU, LE TEMPS DES RÉVOLUTIONS?

Le Peuple uni, jamais ne sera vaincu? On devrait se réjouir du

fait que nos gouvernants, poussés dans le dos par un vent chaud remontant depuis le sud de la Méditerranée, soient contraints de fredonner ce refrain ②. Car l'appui accordé par toutes les chancelleries occidentales à des peuples qui se rebellent a de quoi nous donner des idées en Europe... devrait

"Merkel, dehors!"

Dès lors, pourquoi n'aurions-nous pas la même légitimité que le peuple syrien ou que les Égyptiens à nous emparer des rues, à crier notre colère, à prendre la liberté de revendiquer des droits, à construire l'Europe des peuples... pensionnés, les allocataires du CPAS qui survivent sous le seuil de pauvreté. Zones de non-droit? Donnez la parole aux détenus entassés à Forest, aux sans-papiers parqués à Vottem, ils vous en toucheront deux mots...

"Barroso, dégage!"

LES BELGES NE DOIVENT RE-TENIR QU'UN SEUL SLOGAN DU PRINTEMPS ARABE: 'DI RUPO, DÉGAGE!'"

nous encourager à suivre l'exemple arabe.

"Van Rompuy, dégage!"

En effet, ne ressent-on pas le même désarroi terrible, la même rage sourde, dans l'immolation de Mohamed Bouazizi, le jeune Tunisien qui a déclenché le "printemps arabe", et dans le suicide, en avril dernier, de Dimitris Christoulas, un pensionné athénien **3**?

À faire résonner aux "Ben Ali, dégage!", en écho, des "Monti, t'es fini!" ?

Violence économique? Demandez aux ouvriers licenciés à Opel, à Carsid... s'ils ne la ressentent jusqu'au plus profond de leur chair. Violence institutionnelle? Questionnez les mille chômeurs exclus ce mois-ci par l'ONEm, ils vous en diront des nouvelles. Insécurité, violence sociale? Interrogez les

L'EUROPE, LA GRANDE FAUCHEUSE

L'UE... Elle m'a fauché mon fric, elle m'a fauché la vie...

Vu la situation qu'ils nous font endurer, vu la vie qu'ils nous imposent, nos mandataires politiques méritent que l'on ne tire de la situation en Syrie qu'une seule leçon essentielle: nous aussi, nous avons le droit, le devoir, de nous révolter.

Être cohérent, c'est choquant: si les Belges ne devaient retenir du "printemps arabe" qu'un seul slogan, ce serait le suivant...

"Di Rupo, dégage!"



DÉPASSER LES ÉVIDENCES

Quotidiennement, les gouvernements occidentaux réaffirment leurs positionnements à propos de la violence qui dévaste la Syrie. Afin de discuter de cela, il paraît utile d'introduire un certain nombre d'éléments dans la réflexion...

RAPPEL: QUELQUES FON-DAMENTAUX DE LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME

Tout le monde s'en souvient: fin mars 2012, en assassinant sept personnes, dont trois militaires et trois enfants juifs, Mohamed Merah faisait irruption dans nos foyers par la lucarne télévisée. On connaît sa fin... La menace était maximale!

Entrée en action de l'État français: "Plan écarlate", "raid" armé, isolement et élimination de la cible verrouillée. Affaire Merah, on connaît la suite: perquisitions et arrestations de complices potentiels dans les milieux de "l'islam radical", renforcement du contrôle des imams, discours électoralistes pointant le "péril islamiste" et amalgamant "musulmans" et "djihadistes en puissance", volonté du président-candidat Sarkozy de renforcer l'arsenal antiterroriste, en punissant notamment "l'apologie du terrorisme" et les internautes visitant des sites "extrémistes".

DIEU EST GRAND!

En Syrie, pour qui se donne la peine de s'informer, force est de constater qu'il n'y a pas un, comme en France, mais des centaines et des centaines de djihadistes actifs. Cette réalité est reconnue par toutes les parties au conflit: revendiquée par al Qaïda et confirmée par les USA. Quant à l'État syrien, il justifie son action par la nécessité de réprimer des gangs armés qui terrorisent la population.

Ce n'est plus un secret: "l'Armée syrienne libre" n'est pas uniquement composée de déserteurs refusant de massacrer les civils, comme le résument les séquences de JT. Depuis des mois, des Syriens, partisans des Frères musulmans, prennent les armes (convoyées via les pays limitrophes) et des salafistes entraînés en Libye ou rompus à la pratique de la "guerre sainte" en Irak se regroupent, affluent pour combattre les mécréants au pouvoir en Syrie **©**.

est d'avis, à la suite de Sarkozy ou Hollande, que l'État doit afficher la plus grande fermeté à l'encontre du terrorisme, que mettre Mohamed Merah et ses pairs hors d'état de nuire est une nécessité, tout comme la guerre livrée par les États occidentaux contre al Qaïda et le fondamentalisme islamiste.

LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX DEVRAIENT ÊTRE CONDAMNÉS POUR "APOLOGIE DU TERRORISME EN SYRIE"!"

Aucunes révélations ici: on est loin des Brigades internationales et des pays tout à fait antidémocratiques comme le Qatar soutiennent les insurgés financièrement, matériellement, militairement et médiatiquement (via Al Jazira).

Les attentats à la voiture piégée à Damas ou à Alep se multiplient, les témoignages relatifs à des assassinats de chrétiens, d'Alaouites ① ou de personnes favorables au régime, partout dans le pays, sont légion. Même Human Rights Watch s'est ému de certaines exactions commises par "l'opposition".

Or en Syrie, ce n'est pas à deux ou trois reprises, mais presque quotidiennement, que des intégristes tuent soldats et civils. Ne peut-on pas en déduire qu'une partie de la population syrienne pourrait réagir à la façon des Français, en réclamant plus de sécurité?

Plus: si, comme la Syrie, jour après jour, semaine après semaine, la France était frappée par des attentats commis par des "fous de Dieu", comment l'État réagirait-il? Jusqu'où serait relevé le niveau de vigilance et d'alerte? De quelle couleur serait le plan d'assurer, aux quatre coins du monde, la sécurité des populations, il est impossible d'expliquer comment un "terroriste djihadiste" devient un "combattant de la liberté" dès qu'il franchit la frontière syrienne. Si on combat al Qaïda en France, en Afghanistan ou en Irak, il faut également s'y attaquer en Syrie.

À bien y réfléchir, on pourrait même remarquer que réprimer, user de violence contre des "terroristes", constitue la fonction essentielle de tout État. Il y a bien évidemment une différence (importante) d'intensité dans la répression en Syrie et en France, mais pas de nature.

Dès lors, de quel droit un État comme la France s'arroge-t-il le pouvoir d'exercer une répression féroce contre le terrorisme mais dénie ce même pouvoir à l'État syrien?

En fait, en poussant la logique de "la guerre contre le terrorisme" jusqu'à son paroxysme, on se rend compte que Nicolas Sarkozy, en affichant la plus grande clémence, voire un soutien, à l'autoproclamée "Armée syrienne libre", s'est rendu passible de prison, puisqu'il se place sous le coup de sa propre loi contre "l'apologie du terrorisme".

Sarkozy veut s'attaquer au terrorisme.

Sarkozy soutient "l'Armée syrienne libre" au sein de laquelle se battent des diihadistes.

La position de Sarkozy sur la Syrie le rend passible de prison pour "apologie du terrorisme".

TERRORISME INTELLECTUEL

Ainsi, on peut percevoir toute l'incohérence du discours véhiculé par les dirigeants occidentaux quand on compare leurs commentaires sur le "terrorisme islamiste": inflexibles et catégoriques quand il touche la France ou d'autres pays, compréhensifs voire bienveillants quand il frappe la Syrie.

FONDAMENTALISTES RELIGIEUX ET FONDAMENTALISTES DU MAR-CHÉ TROUVENT UN INTÉRÊT COM-MUN À DÉSTABILISER LA SYRIE."

LA FRANCE AIME LES TERRO-RISTES... QUAND ILS S'AT-TAQUENT À LA SYRIE

Il existe au moins trois manières distinctes de mettre en perspective "l'affaire Merah" et celle des "djihadistes" syriens.

Premièrement, on peut être frappé par certaines similitudes dans les deux situations. Deux États, la France et la Syrie, détenteurs du monopole de la violence légitime sur leur territoire, luttent contre le terrorisme.

Il faut le reconnaître: en France, par exemple, "l'opinion publique"

antiterroriste, en pareilles circonstances?

Les habitants des quartiers alaouites de Homs qui voient s'abattre sur leur immeuble, sur leur école, sur leur famille, les obus tirés par les rebelles n'ont-ils pas la même valeur que les autres victimes de la violence aveugle? Il faut être cohérent: si on s'oppose au terrorisme salafiste en France, il faut être contre ce même terrorisme quand il martyrise la Syrie.

Pour qui défend, par principe, la "guerre contre le terrorisme" afin

(66)

CHERCHEZ L'ERREUR...

En tout cas, ces argumentaires "sécuritaires", parce qu'ils sont empreints de paradoxes, rendent moins crédible la volonté affichée par l'Occident de lutter sincèrement, sans arrière-pensées, contre le terrorisme. Cette réflexion nous amène donc à la possibilité d'interpréter les situations française et syrienne décrites précédemment, d'une deuxième manière.

Autre chose est, en effet, de dénoncer l'attitude de tous les États (américain, français, syrien, russe ou israélien...), dits "démocratiques" ou non, qui se sont fait une spécialité d'utiliser la "guerre contre le terrorisme" pour délégitimer et réprimer ceux qui s'opposent à l'ordre (spécifique) que ces États ont établi et défendent, réduisant de la sorte des problèmes politiques à des questions de banditisme.

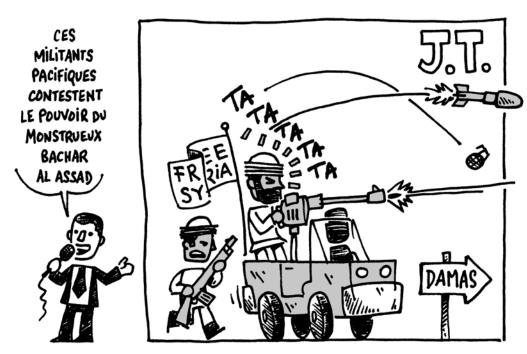
DANS CE MIROIR, J'AI VRAI-MENT LA TÊTE À BACHAR!

En fait, adopter cette deuxième perspective "plus attachée aux libertés" permet de jouer de "l'effet miroir", la situation en Syrie nous éclairant sur la répression à l'œuvre au sein de notre propre régime politique. On pourrait, en effet, se demander si les dérives liberticides, consécutives à l'exploitation politique - à la récupération - de la menace terroriste ③, ne constituent pas une problématique plus brûlante en Occident que celle de l'islamisme radical.

Car c'est au nom de "la guerre contre la terreur" que l'Occident a mis en place un contrôle généralisé de sa population et restreint les libertés d'opinion, d'expression et d'association **3**.

Surveillance du web, mises sur écoute, appels à la délation, caméras panoramiques, fichages systématiques, manifestations interdites, "Il faut plus de flics"... Chez nous aussi, l'arsenal "contre le radicalisme" s'étoffe à l'infini.

Et s'il est évident que, contraire-





CE GROUPE
DE TERRORISTES
CONTESTE
LA POLITIQUE
MIGRATOIRE
EUROPÉENNE



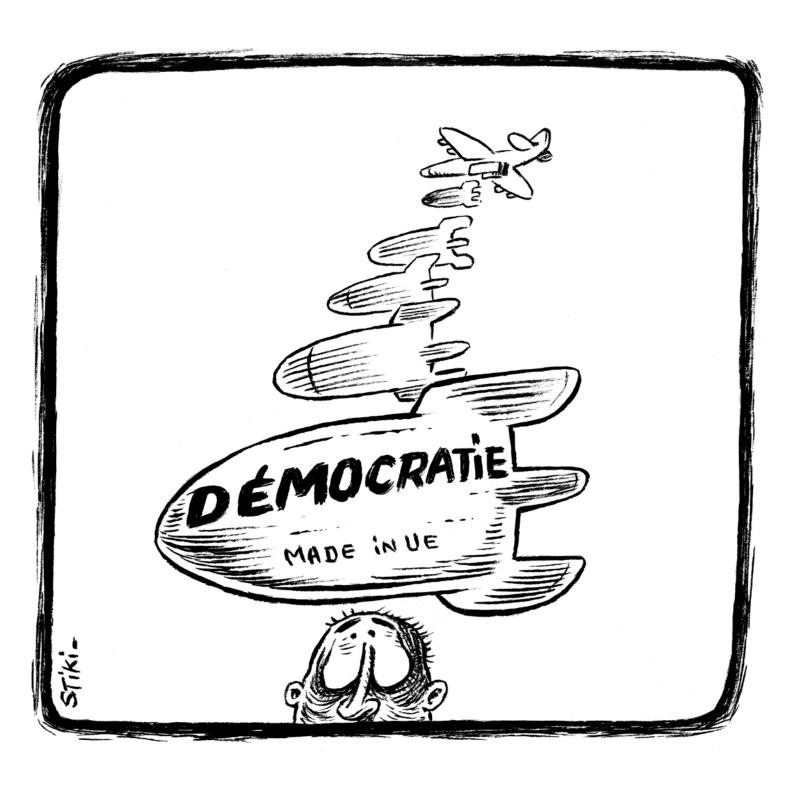
ment à ce qui se passe en Syrie, on ne risque pas sa vie quand on manifeste en Belgique, il paraît cependant nécessaire de formuler, quitte à complexifier le raisonnement et à susciter la polémique, une série de remarques supplémentaires...

TERRORISME D'ÉTAT

Faut-il se bercer d'illusions pour imaginer que les dirigeants occidentaux, pourfendeurs du terrorisme d'État syrien, iront jusqu'au bout de la logique.

Qui s'en étonnera encore? Quand les "amis de la Syrie" se retrouvent

pour "comploter ouvertement" contre le régime syrien, Hillary Clinton est "main dans la main" avec les bouchers d'Ankara qui bombardent les populations kurdes dans l'Est anatolien et au nord de l'Irak; Reynders, Juppé ou Fabius sont "bras dessus, bras dessous" avec les potentats "intégristes sunnites" du Golfe. D'ailleurs, hurler très fort contre "Bachar, le Syrian killer", semble particulièrement approprié pour rendre inaudible le cliquetis des chenilles des chars de la monarchie "de droit divin" saoudienne -sponsor officiel de la Charia -, intervenant contre la majorité chiite révoltée à Bahreïn...



On pourra encore se questionner longtemps... Pourquoi nos chefs d'État ne s'offusquent-ils pas du terrorisme israélien? Et pourquoi ne délivrent-ils pas, de toute urgence, un mandat d'arrêt international à l'encontre de Rasmussen, le secrétaire général de l'OTAN? Pourquoi ne le traduisent-ils pas devant le TPI, en tant que chef d'une organisation terroriste, pour les massacres perpétrés en Afghanistan et en Libye?

L'EUROPE, CE N'EST QUAND MÊME PAS LA SYRIE!

Comment, dans ce cadre, interpréter la dénonciation occidentale des massacres commis par le régime syrien? Tancerait-on uniquement le manque de cohérence de Marlboro, si cette firme réalisait un spot publicitaire pour le dépistage du cancer?

En réalité, s'il semble salutaire de s'insurger contre la répression du régime syrien, il s'avère primordial, si l'on veut vraiment être cohérents, de nous mobiliser contre nos propres représentants, les pompiers pyromanes, qui mènent cette action à l'échelle internationale.

C'est vrai, on torture en Syrie! L'objet de cet article n'est pas de nier d'horribles évidences mais plutôt d'apporter la précision suivante. Pour être complet, autant dire toute la cruelle vérité: pour l'Occident, "le clan Assad" n'est qu'un simple sous-traitant! Après le 11 septembre 2001, non contente de sévir à Abou Ghrahib et Guantanamo, l'armée US a délocalisé une partie de son département "torture" dans des pays comme... la Syrie.

C'est exact, on tue en Syrie.

Mais ce n'est pas faire preuve
de cynisme que de le souligner:
c'est au nom de "la guerre contre

le terrorisme" que les États-Unis, suivis par l'Europe, ont tué des centaines de milliers de personnes en Afghanistan et en Irak.

L'OCCIDENT, ADEPTE DES BARBUDOS ET DES BARBUS?

Le peuple armé, jamais ne sera écrasé... Comment appréhender le nouveau refrain entonné par les pays européens, qui louent les techniques de guérilla des déserteurs syriens?

"Bien évidemment", on n'entamera ici aucun débat sur la possibilité d'user d'une quelconque violence chez nous **G**. Mais à tout le moins, si la situation en Syrie encourage nos autorités à estimer que la violence - même aveugle? - peut être justifiée quand il s'agit du peuple qui se protège et combat l'oppression (un peu à la manière de la Résistance, taxée de "terroriste" par l'occupant allemand), il faut alors qu'elles regardent les "terroristes" kurdes en Turquie ou palestiniens en Israël, le Hezbollah ou les FARC sous un autre angle... celui de la lutte révolutionnaire ou de la guerre de libération.

À présenter le problème de la sorte, on constate tout de suite diverses limites au raisonnement. Il est peu probable que les "hommes de principes" qui définissent le terrorisme comme une menace stratégique essentielle se muent en partisans acharnés de la "lutte armée". "Au mieux", mettent-ils parfois sur un pied d'égalité les missiles à guidage laser tirés par les hélicoptères de Tsahal et les roquettes artisanales du Hamas.

De même, il est peu vraisemblable qu'ils prennent un jour en considération les combattants irakiens ou les talibans. Pour preuve, la manière dont Sarkozy, récusant d'avance toute explication aux actes posés par "le tueur de Toulouse" (qui voulait protester contre la guerre en Afghanistan et contre les meurtres commis au nom du sionisme), préconisait une lutte sans pitié contre "tous ces monstres, contre tous ces Mohamed Merah".

SÉANCE DE GYMNASTIQUE MENTALE

Quel principe privilégier, au final? Celui relatif à l'ordre et à la sécurité publique ou bien celui qui renvoie à la libération des peuples? En fait, s'il peut être opportun d'en faire primer l'un ou l'autre, en fonction des situations, il semble que nos politiciens soient passés maîtres dans l'art de la jonglerie. De la sorte, ils arrivent à démontrer pourquoi tuer et terroriser des civils innocents est un acte de terrorisme en France, une bavure en Afghanistan et un acte de résistance en Syrie.

S'il paraît malaisé pour quiconque de justifier que des Alaouites se fassent égorger en Syrie et ce, même si l'on considère que le régime syrien, dirigé par un Alaouite, est une dictature, la rhétorique occidentale ne s'embarrasse pas de ces contradictions, jugées secondaires. Elle n'hésite pas à réaliser un grand écart, en prenant un troisième angle de vue sur les situations française et syrienne de départ.

Dans ce dernier cas, nos maîtres à penser expliquent que les actions collectives, aussi violentes soientelles, sont un moyen justifié... par une noble fin: la défense de la démocratie.

Cette violence est, par contre, illégitime en Occident puisque nous, nous vivons en démocratie...

En Europe, le double discours est bien rôdé, surfe sur l'évidence... Des personnes en armes dans la banlieue d'Alep, ce sont des libérateurs; mais les banlieusards des quatre coins des capitales européennes, qui s'émeuvent de l'assassinat des leurs par la police, sont toujours appelés "émeutiers".

LA COHÉRENCE DÉMOCRA-TIQUE EN QUATRE LEÇONS

6 mai 2007: même les premiers instants du mandat de Sarkozy ont témoigné de son profond mépris envers l'action sociale. "Rentrez

chez vous! Ici, c'est la démocratie.", avait-il asséné aux milliers de jeunes rassemblés sur les places de Nantes, Rennes ou Bordeaux pour protester contre son élection. Avec 53,6 % des voix (et un taux de participation de 83,97 % des électeurs inscrits), le président estimait que le mouvement social n'avait aucune légitimité puisque le peuple venait de s'exprimer dans les urnes.

Résumons: vote> mouvement (1)

Cinq ans plus tard, alors qu'il briguait (en vain) un second mandat, Sarkozy-candidat annonçait qu'il soumettrait, s'il était réélu, toutes ses grandes décisions à l'avis du peuple via référendum...

Synthétisons: référendum> vote> mouvement

Hasard du calendrier, presque au même moment, fin février 2012, l'État syrien organisait un référendum à propos d'une modification de la constitution en vigueur, ouvrant notamment la porte au multipartisme. Le "oui" a récolté 89,4 % des suffrages exprimés et le taux de participation a atteint 57,4 %... Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères de l'ancienne puissance colonisatrice de la Syrie, a néanmoins qualifié ce scrutin de "mascarade" et a encouragé le peuple syrien à poursuivre son combat.

Récapitulons : mouvement > référendum

Sur base de ces trois situations, on peut se demander où se cache la cohérence de la position française au sujet de la démocratie? Quels sont donc, selon l'État français - fer de lance de la démocratie en Syrie -, les éléments constitutifs décisifs de la démocratie? Le vote? L'action sociale? Les deux?

Aucun des deux! Par référendum, 54,68 % des Français ont dit: "Non!" à la constitution (libérale) européenne. Qu'à cela ne tienne, quelque temps plus tard, Nicolas Sarkozy a dit: "Oui!" au nom de la France, par des moyens détournés.

En réalité, comme avec les notions de "peuple" ou de "terro-risme", quand l'Occident mobilise la question de la "démocratie", il s'agit plus de propagande - afin de mettre en œuvre ses propres desseins - que de principes à défendre ou de dialectique à élaborer. Car les dirigeants euro-péens se préoccupent autant de la démocratie que W. Bush s'intéressait à l'ONU.

Deux exemples récents en vrac: Retrait de souveraineté au profit de l'UE, de la BCE, du FMI et bain de sang social en Grèce. Passation de pouvoir du gouvernement élu à un gouvernement d'experts afin d'expérimenter la misère sociale à l'échelle de l'Italie...

LA DÉMOCRATIE EST GRANDE!

C'est indubitable, la Belgique, ce n'est pas la Syrie. Chez nous, la propagande officielle est vraiment au point... au point de nous faire tourner la tête. Au point de cacher sous des appels à la démocratisation de la Syrie, le fait que nos dirigeants démantèlent les conquêtes démocratiques, chez nous. Au point de nous faire avaler qu'en attaquant nos droits et libertés, nos mandataires protègent la démocratie...

Nous, les Occidentaux, nous aimons la démocratie! Il semble que nous l'aimions tellement que nos représentants ont déposé un copyright sur le concept. Au nom de la démocratie, que ne serionsnous capables de réaliser? Sous cet étendard, tel un seul homme, nous nous sommes rangés derrière nos chefs, partis en croisade en Libye (combien de morts? À quels camps ont servi les armes belges? Qui peut citer le nom de la région qui veut désormais faire sécession?).

Chaque jour, le travail se poursuit inlassablement, démontrant tout le savoir-faire du système auquel nous sommes assujettis, détenteur d'une expertise incomparable en matière de lavage de cerveau.

Depuis la chute du Mur, combien de centaines de milliers de personnes l'Occident a-t-il tuées... au nom de la démocratie?

D'abord, en observant la Syrie comme un reflet déformé de nousmêmes, d'une part, prendre du recul par rapport à "nos" États, qui sein des mouvements populaires... un rôle déterminant quant à la direction qu'ils emprunteront en Syrie.

Enfin, car tout ceci a été dit. rappeler que les solutions à la crise syrienne ne passeront jamais par une intervention des États occidentaux. ■

O Pour réfléchir à la "force du peuple en action" et à la récupération de cette idée par l'Occident suite aux révoltes dans le monde arabe, lire par exemple: Badiou A., Tunisie, Égypte: quand un vent d'est balaye l'arrogance de l'Occident. Disponible sur http://www.lemonde.fr/ idees/article/2011/02/18/tunisie-egyptequand-un-vent-d-est-balaie-l-arrogance-de-loccident 1481712 3232.html

 La lettre manuscrite laissée par Dimitris Christoulas, le pharmacien retraité âgé de 77 ans qui a mis fin à ses jours sur une pelouse de la place Syntagma, à Athènes, le 4 avril 2012, témoigne de la souffrance endurée par tous les peuples européens et de la révolte qui gronde.

"Le gouvernement (...) a littéralement anéanti tous mes moyens de subsistance, qui consistaient en une retraite digne, pour laquelle i'ai cotisé pendant 35 ans (sans aucune contribution de l'État). Mon âge ne me permet plus d'entreprendre une action individuelle plus radicale (même si je n'exclus pas que si un Grec prenait une kalachnikov, je n'aurais pas été le deuxième à suivre), je ne trouve plus d'autre solution qu'une mort digne ou, sinon, faire les poubelles pour me nourrir. Je crois qu'un jour les jeunes sans avenir prendront les armes et iront pendre les traîtres du peuple, sur la place Syntagma, comme l'ont fait en 1945 les Italiens pour Mussolini, sur la Piazzale Loreto, à Milan. Disponible sur http://greekcrisisnow.blogs-

O Voir par exemple, Kimyongür B., Le terrorisme anti-syrien et ses connexions internationales. Disponible sur http://www. michelcollon.info/Le-terrorisme-anti-syrienet-ses.html

pot.fr/2012/04/le-nom-du-mort.html

D Les Alaquites constituent une branche hétérodoxe de l'islam chiite à laquelle Bachar Al Assad appartient, comme notamment 12 % de la population syrienne. Pour avoir des informations complémentaires sur les Alaouites, voir notamment l'article "Au cœur du "clan" alaouite" (pp. 54-58) ou Kimyongür G., Alaouites ou Noussayris In: Agenda interculturel, n°249, janv. 2007, pp. 22-25.

A De même que la question du racisme. de "l'islamophobie". L'usage indistinct des termes "islamiste", "djihadiste", "salafiste"... dans cet article pourrait, lui-même, témoigner des problèmes de stigmatisation dont certaines populations font l'objet en Occident.

 Pour réfléchir à la manière dont la "guerre contre le terrorisme" menace notre démocratie, voir notamment www.leclea.be

@ Puisque le premier ministre, Elio Di Rupo, a lancé devant la Chambre des représentants, le 7 juin dernier, une formule aussi vague que menaçante: « Tout qui incite à la violence et à la haine n'a pas sa place dans notre société."

COMBIEN DE PERSONNES L'OCCI-**DENT A-T-IL TUÉES... AU NOM DE** LA DÉMOCRATIE?"

LA SYRIE DANS LE VISEUR...

Aujourd'hui, c'est au tour de la Syrie de se trouver dans notre ligne de mire.

Sanctions, embargo, soutien logistique aux opposants, transferts d'armes aux insurgés, bombardement à l'uranium appauvri... L'Occident dispose de multiples procédés pour déstabiliser le régime en place à Damas et ne se prive pas pour en utiliser déjà certains à son encontre.

LE FILM QUE BHL RÊVE DE TOURNER...

On a pu se rendre compte, en live, de l'étendue des dégâts causés par la campagne "Choc et effroi" mise sur pied par les USA afin d'exporter par la force, en tant que dealer exclusif, la démocratie en Irak. Pourtant, on arrive toujours à se persuader qu'il faut créer, au plus vite, des "corridors humanitaires" en Syrie. Faut-il être à ce point "kouchnerisé", pour continuer à penser qu'armer les opposants à Bachar Al Assad ou lui faire directement la guerre va réduire le nombre de victimes civiles du

organisent un système économique mondialement injuste et le protègent par la propagande la plus insidieuse comme par la plus disproportionnée des violences. D'autre part, fournir la démonstration exemplaire de la puissance du peuple en mouvement, comme force sociale capable d'amener le changement.

Ensuite, pour dépasser la version occidentale en noir et blanc, pour appréhender ce pays dans sa complexité, offrir quelques clés de lecture originales à propos de la Syrie.

Il faut être de bon compte: les défauts des sociétés occidentales ne doivent pas nous empêcher de dénoncer des injustices ailleurs dans le monde. D'ailleurs, bon nombre d'intellectuels de tous bords se chargent déjà de cette mission à l'égard de la Syrie. Cependant, n'en déplaise à ceux qui entendent offrir une vision simpliste du conflit, il ne faut pas être un spécialiste du Moyen-Orient pour constater qu'il existe une convergence d'intérêts entre fondamentalistes religieux et fondamentalistes du marché **①**, afin

1 Pour obtenir une réflexion plus complète sur les guerres menées par l'Occident au nom de la "Démocratie", voir notamment Bricmont J., Impérialisme humanitaire. Droits de l'Homme, droit d'ingérence, droit du plus fort?, Ed. Aden, 2009.

O> signifie "supérieur à".

1 Pour avoir un aperçu de la complexité des tensions qui bouleversent actuellement la Syrie, voir notamment Kimyongür B., Syriana, la conquête continue. Ed. Investig'Action- Couleur livres (coll. Informezvous), 2011.

Pour suivre l'actualité de ce conflit, sans être soumis à la "propagande officielle" occidentale, voir notamment www.michelcollon.info

 Pour se faire une idée plus complète de l'histoire récente de la Syrie, voir notamment Labévière R., El-Atrache T., Quand la Syrie s'éveillera... Ed. Perrin, 2011.

JAMAIS LES SOLUTIONS À LA CRISE SYRIENNE NE PASSERONT PAR UNE INTERVENTION OCCIDEN-TALE!"

BRUXELLES-DAMAS, ALLER-RETOUR

En opérant un va-et-vient entre situations syrienne et européenne et en les confrontant aux récits qui leur donnent sens en Occident, cette contribution avait plusieurs ambitions.

de déstabiliser un État syrien qui se présente comme "laïc, semi-socialiste et panarabe" (3).

Le "printemps arabe" nous a également appris cela: il ne faut pas négliger le fait que des forces (internes et externes) réactionnaires jouent un rôle de premier plan au



